

N° 61-220-X au catalogue

Loi sur les déclarations des personnes morales

2006



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 61-220-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de choisir la rubrique « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada

Division de l'organisation et des finances de l'industrie

Loi sur les déclarations des personnes morales

2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2009

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mars 2009

N° 61-220-X au catalogue

ISSN 1499-8564

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (catalogue no. 61-220-X).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Informations pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Nota

Aux fins du présent rapport, on a exclu des tableaux la gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55) — aussi dites sociétés de portefeuille — qui ne sont pas consolidées avec les autres composantes de leurs entreprises. Ces entreprises non consolidées ne sont pas prises en compte dans la publication *La Loi sur les déclarations des personnes morales* depuis le milieu des années 1980.

Avant l'année de référence 2004, l'« Union européenne » comprenait les 15 pays suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède.

Depuis l'année de référence 2004, l'« Union européenne » comprend les 15 mêmes pays qu'avant, en plus des dix pays suivants : Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et la Slovénie.

Les tableaux statistiques ont été arrondis au million de dollars le plus près.

À moins d'une mention contraire, les pourcentages présentés dans le texte sont basés sur les tableaux statistiques précédant l'arrondissement.

Remerciements

La présente publication a été rédigée sous la direction de :

Jean Leduc	directeur, Division de l'organisation et des finances de l'industrie
Monica Weise	directrice adjointe, Division de l'organisation et des finances de l'industrie
Lucy Opsitnik	chef, Section de la recherche, de la diffusion et du contrôle étranger
Andrea Farkas	analyste, Section de la recherche, de la diffusion et du contrôle étranger
Pierre Ménard	spécialiste des structures, Section de la recherche, de la diffusion et du contrôle étranger
Boran Plong	économiste, Section de la recherche, de la diffusion et du contrôle étranger
Louise Noel	chef de sous-section, Services à la clientèle
Susan Jabbour	soutien technique, Services à la clientèle
Martin Brière	chef de projet, Section des systèmes et production électronique

Nous aimerions remercier tout particulièrement Andy Clapson (économiste, Section de la recherche) et Ross Willows (analyste, Section du contrôle étranger) pour leurs commentaires.

Préface

Les progrès technologiques et l'évolution des conditions du marché ont mené à une plus grande internationalisation du monde des affaires. L'économie canadienne offre aux chefs d'entreprises du monde entier des possibilités d'investissement intéressantes. En pleine croissance, elle est compétitive et mise sur son patrimoine de ressources naturelles, sur une population active hautement qualifiée et sur une qualité de vie élevée. Les entreprises étrangères ont accès à l'économie canadienne principalement de trois façons : grâce à l'établissement de filiales et de nouvelles entreprises, à l'investissement direct dans des sociétés canadiennes, ou à la fusion et à l'acquisition d'entreprises canadiennes. Plus que jamais, il importe de disposer de données sur les aspects transnationaux de l'économie afin de mieux comprendre cette nouvelle ère économique. C'est l'objectif que vise le présent rapport.

La *Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM)* constitue un instrument clé permettant de mesurer le contrôle étranger. L'application de cette loi relève de Statistique Canada, sous l'autorité du ministre de l'Industrie. Elle a pour objet la collecte de données sur la situation financière et sur la propriété des sociétés qui exercent des activités commerciales au Canada, ainsi que l'utilisation de ces données en vue d'évaluer l'ampleur du contrôle des non-résidents sur l'économie canadienne ainsi que les effets qui s'y rattachent.

En vertu de cette loi, les sociétés sous un contrôle commun qui exercent des activités commerciales au Canada, et dont l'actif combiné pour la période de déclaration excède 10 millions de dollars ou dont les revenus combinés bruts tirés d'activités commerciales menées au Canada excèdent 15 millions de dollars, sont tenues de fournir à Statistique Canada des données financières ainsi que des données sur la propriété. Les sociétés individuelles dont l'actif ou les revenus bruts se situent en deçà de ces seuils doivent aussi fournir ces données si la valeur comptable des titres de créance à long terme ou des actions détenus directement ou indirectement par des non-résidents est supérieure à 200 000 \$.

Les statistiques financières utilisées dans le présent rapport ont été compilées sur la base du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 2007. Ce système a été élaboré par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis afin de fournir un cadre uniforme pour la collecte, l'analyse et la diffusion de données statistiques sur les branches d'activité de ces trois pays.

De plus, le programme de la LDPM a récemment subi une révision conceptuelle qui a entraîné des changements dans la méthode utilisée pour choisir le pays de contrôle. Les données dans cette publication sont totalisées à l'aide de la nouvelle méthode (voir les Concepts principaux dans la section Concepts et indicateurs de cette publication).

En vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, un rapport faisant la synthèse de la portée du contrôle étranger dans l'économie canadienne doit être présenté chaque année au Parlement. C'est la raison d'être du présent rapport, qui est déposé pour l'année de référence 2006.

Jean Leduc
Directeur, Division de l'organisation et des finances de l'industrie

Table des matières

Sommaire	7
Introduction	10
Section 1 Toutes les branches d'activité : actifs et revenus	11
1.1 Aperçu	11
1.2 Actifs et revenus selon le pays de contrôle	11
1.3 Caractéristiques des entreprises selon le pays de contrôle	12
1.4 Tendances du contrôle étranger	14
1.5 Contrôle étranger dans le secteur non financier et dans le secteur de la finance et des assurances	15
Section 2 Branches d'activité non financières : actifs et revenus	17
2.1 Aperçu	17
2.2 Tendances du contrôle étranger	17
2.3 Tendances du contrôle américain	20
2.4 Tendances du contrôle étranger et du contrôle canadien	21
Section 3 Branches d'activité financières et assurances : actifs et revenus	25
3.1 Aperçu	25
3.2 Tendances du contrôle étranger	26
3.3 Tendances du contrôle américain	27
3.4 Tendances du contrôle étranger et du contrôle canadien	27
Section 4 Rendement économique	29
4.1 Toutes les branches d'activité	29
4.2 Branches d'activité non financières	30
4.3 Branches d'activité financières et assurances	33
Produits connexes	36
Tableaux statistiques	
1 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	38
2 Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	39
3 Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	40
4 Services publics	41

Table des matières – suite

5	Construction	42
6	Fabrication	43
7	Commerce de gros	44
8	Commerce de détail	45
9	Transport et entreposage	46
10	Industrie de l'information et industrie culturelle	47
11	Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	48
12	Sociétés d'assurance et activités connexes	49
13	Autres industries financières	50
14	Intermédiation financière par le biais de dépôts	51
15	Services immobiliers et services de location et de location à bail	52
16	Services professionnels, scientifiques et techniques	53
17	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	54
18	Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	55
19	Arts, spectacles et loisirs	56
20	Hébergement et services de restauration	57
21	Réparation, entretien et services personnels	58
22	Total des branches d'activité financières et assurances	59
23	Total des branches d'activité non financières	60
24	Total toutes les branches d'activité	61

Qualité des données, concepts et méthodologie

Source	62
Méthodologie	63
Concepts et indicateurs	66

Appendice

A	Bibliographie	71
---	---------------	----

Sommaire

Toutes les branches d'activité

En 2006, les entreprises en exploitation au Canada détenaient des actifs de 5,8 billions de dollars, généraient des revenus d'exploitation de 3,0 billions de dollars et réalisaient des bénéfices d'exploitation de 285,6 milliards de dollars. Les parts correspondantes des sociétés sous contrôle étranger s'établissaient respectivement à 20,9 %, 29,8 % et 26,6 %.

De 2005 à 2006, le taux de croissance des actifs sous contrôle étranger s'est établi à 13,7 % — il s'agit du taux de croissance le plus élevé depuis 1999 — et il était supérieur de 5,5 points de pourcentage à celui des actifs sous contrôle canadien (8,2 %). Ce taux de croissance à deux chiffres est attribuable à l'acquisition d'entreprises jusque-là sous contrôle canadien, notamment dans les secteurs de l'extraction minière, de la fabrication, du commerce de détail et de l'hébergement. Quant aux revenus, les taux de croissance enregistrés par les sociétés sous contrôle étranger et sous contrôle canadien étaient comparables, soit 5,9 % par rapport à 5,5 %. Parallèlement, les bénéfices sous contrôle canadien ont grimpé de 14,7 %, soit près de quatre fois plus rapidement que les bénéfices sous contrôle étranger (3,7 %), grâce surtout aux taux de croissance à deux chiffres du secteur de la construction et du secteur pétrolier et gazier.

En ce qui concerne les grandes sociétés (c'est-à-dire celles dont les revenus sont égaux ou supérieurs à 75 millions de dollars), on comptait en 2006 environ trois sociétés sous contrôle canadien pour deux sociétés sous contrôle étranger. Néanmoins, les grandes sociétés sous contrôle étranger généraient, en moyenne, des revenus de 1,2 fois supérieurs à ceux des grandes sociétés sous contrôle canadien.

Branches d'activité non financières

Les parts des actifs et des revenus sous contrôle canadien dans le secteur non financier sont restées relativement stables de 2001 à 2006 mais, de 2005 à 2006, elles ont reculé légèrement, respectivement de 1,2 et de 0,1 point de pourcentage, en partie à cause d'acquisitions effectuées par des sociétés sous contrôle étranger. Toutefois, la part des bénéfices sous contrôle canadien a progressé de 2,8 points de pourcentage.

De 2005 à 2006, les actifs des sociétés sous contrôle canadien ont augmenté de 6,5 % pour atteindre 2,1 billions de dollars, soit presque le triple des actifs de 733,3 milliards de dollars détenus sous contrôle étranger. Toutefois, les actifs sous contrôle étranger ont augmenté au moins deux fois plus rapidement, au taux de 13,4 %. Au chapitre des revenus d'exploitation, les sociétés sous contrôle étranger ont généré 827,7 milliards de dollars, soit moins de la moitié des 1,9 billion de dollars affichés par les entreprises sous contrôle canadien. Les taux de croissance des revenus des sociétés sous contrôle étranger et sous contrôle canadien étaient comparables, soit 5,0 % par rapport à 4,7 %. De plus, les bénéfices réalisés dans le secteur non financier ont dépassé la barre des 200 milliards de dollars pour la première fois depuis 1999 pour atteindre 204,3 milliards de dollars en 2006. Les bénéfices des sociétés sous contrôle canadien se sont élevés à 146,9 milliards de dollars, en hausse de 14,5 % par rapport à l'année précédente. Par contre, les bénéfices sous contrôle étranger de 57,3 milliards de dollars de 2006 étaient de 0,1 milliard de dollars inférieurs au résultat de l'année précédente, à la suite de la chute de 0,2 % par rapport à 2005.

Branches d'activité financières et assurances

Les sociétés sous contrôle canadien ont continué de dominer, et de loin, la part du marché dans le secteur de la finance et des assurances : en 2006, elles comptaient pour 83,9 % des actifs, 77,4 % des revenus et 76,9 % des bénéfices. Ces parts représentaient des actifs de 2,4 billions de dollars, des revenus de 237,9 milliards de dollars

et des bénéfices de 62,5 milliards de dollars pour les sociétés sous contrôle canadien, en comparaison à des actifs de 469,6 milliards de dollars, des revenus de 69,4 milliards de dollars et des bénéfices de 18,8 milliards de dollars pour les sociétés sous contrôle étranger. Les parts sous contrôle canadien ont été relativement stables depuis 2001, dans une large mesure en raison de la réglementation régissant le contrôle étranger, ce qui n'a pas empêché ce dernier d'augmenter. Les taux de croissance des actifs, des revenus et des bénéfices dans le secteur de la finance et des assurances se sont établis respectivement à 9,7 %, 12,2 % et 15,2 % dans le cas des sociétés sous contrôle canadien; ils étaient tous inférieurs aux taux affichés par les sociétés sous contrôle étranger, soit 14,1 % pour les actifs et 17,6 % pour les revenus comme pour les bénéfices.

Sociétés sous contrôle américain

Dans le secteur non financier, les entreprises sous contrôle américain ont continué de dominer l'activité économique de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger en exploitation au Canada; en 2006, elles ont compté pour 60,6 % des actifs, 60,1 % des revenus et 56,7 % des bénéfices sous contrôle étranger. Toutefois, ces parts ont reculé par rapport à l'année précédente : les parts des actifs, des revenus et des bénéfices ont diminué respectivement de 3,9, de 2,6 et de 9,4 points de pourcentage. La contraction des parts des actifs et des revenus sous contrôle américain a profité en grande partie aux sociétés sous le contrôle des Pays-Bas ou d'autres pays étrangers, alors que la contraction de la part des bénéfices sous contrôle américain a été en partie compensée par les sociétés sous le contrôle de l'Allemagne ou d'autres pays étrangers. De 2005 à 2006, malgré la contraction des parts, les actifs et les revenus sous contrôle américain ont progressé respectivement de 6,4 % et 0,6 %. Toutefois, les bénéfices sous contrôle américain ont reculé de 14,5 % durant la même période.

Dans le secteur de la finance et des assurances, les sociétés sous contrôle américain ont affiché, par rapport à 2005, des taux de croissance de 14,8 % pour les actifs, de 19,2 % pour les revenus et de 8,6 % pour les bénéfices. Ces taux de croissance représentaient des hausses de 0,3 et 0,7 point de pourcentage pour les parts des actifs et des revenus sous contrôle américain au sein du groupe sous contrôle étranger, mais une baisse de 4,1 points de pourcentage pour la part correspondante des bénéfices. Par conséquent, les sociétés sous contrôle américain ont compté pour 46,9 % des actifs, 49,0 % des revenus et 49,7 % des bénéfices sous contrôle étranger. La contraction des parts des bénéfices sous contrôle américain a été largement compensée par les sociétés sous contrôle britannique.

Branches d'activité particulières

En 2006, les sociétés minières sous contrôle étranger ont fait les manchettes avec l'acquisition d'entreprises jusque-là sous contrôle canadien. Aidés par la croissance de sociétés sous le contrôle de l'Union européenne, les taux de croissance des actifs, des revenus et des bénéfices sous contrôle étranger ont bondi au-delà de 100 %, respectivement de 287,2 %, de 320,9 % et de 163,4 %. En conséquence, les sociétés minières sous contrôle canadien ont accusé des baisses correspondantes de 20,8 %, de 40,6 % et de 33,0 %. Pour les sociétés minières sous contrôle étranger, ces taux de croissance représentaient une part de 39,7 % des actifs et, pour la première fois depuis 1999, la majorité (58,7 %) des revenus et plus de 60 % (64,3 %) des bénéfices.

Les sociétés sous contrôle canadien dans le secteur pétrolier et gazier ont affiché la plus forte hausse des actifs dans les branches d'activité non financières de 2005 à 2006. Ces sociétés ont vu leurs actifs grimper de 20,3 %, soit près de deux fois le taux de 10,2 % enregistré pour les actifs sous contrôle étranger; leurs revenus ont augmenté plus de trois fois plus rapidement, c'est-à-dire de 19,2 % par rapport à 5,9 % pour les revenus sous contrôle étranger; quant à leurs bénéfices, ils ont grimpé de 21,1 % en comparaison à une baisse de 19,9 % des bénéfices sous contrôle étranger. Grâce à ces taux de croissance, la part des actifs sous contrôle canadien a atteint 63,8 %, la part correspondante des revenus a dépassé la barre des 50 % (51,3 %) pour la première fois depuis 1999 et celle des bénéfices a atteint un sommet de 58,3 % inégalé en quatre ans. Toutefois, à l'exception des actifs sous contrôle étranger, les taux de croissance enregistrés en 2006 ont été moins élevés que ceux de 2005.

Dans le secteur de la fabrication, les actifs sous contrôle étranger ont progressé de 3,9 % en 2006, alors que ceux sous contrôle canadien ont reculé de 9,7 %. Pour ce qui est des revenus, les fabricants sous contrôle étranger et sous contrôle canadien ont accusé respectivement des taux de croissance négatifs de 1,0 % et 1,3 %.

Toutefois, les bénéfices des sociétés sous contrôle canadien ont connu une croissance à deux chiffres (12,0 %), alors que ceux de leurs homologues sous contrôle étranger ont fléchi de 3,3 %. Les parts de la fabrication sous contrôle étranger étaient environ égales à celles sous contrôle canadien en 2006; le contrôle étranger prenant une faible majorité dans les revenus et les bénéfices alors que le contrôle canadien menait légèrement par ses actifs (47,3 %, 51,5 % et 51,4 % respectivement pour les actifs, les revenus et les parts de bénéfices sous contrôle étranger comparativement à 52,7 %, 48,5 % et 48,6 % pour les parts correspondantes sous contrôle canadien).

Dans le secteur de la construction, les bénéfices d'exploitation des entreprises sous contrôle canadien ont montré une augmentation à deux chiffres, grimpant de 37,5 % en 2006, après avoir augmenté de 24,6 % et de 31,4 % au cours des deux années précédentes. À l'instar des entreprises sous contrôle canadien, celles sous contrôle étranger ont vu leurs bénéfices augmenter (17,5 %) en 2006; toutefois, leur part de l'ensemble des bénéfices du secteur était relativement faible, soit 6,1 %.

Introduction

Chaque année, Statistique Canada produit des statistiques sur le contrôle étranger, conformément à la *Loi sur la déclaration des personnes morales*. Dans le présent rapport, on fait ressortir à la fois les niveaux actuels de ce contrôle et les tendances qui peuvent émerger. Le contrôle étranger se mesure depuis toujours selon les parts respectives de l'actif, des revenus d'exploitation et des bénéfices d'exploitation que détiennent les entreprises dont les activités au Canada sont contrôlées par des non-résidents ou des intérêts étrangers.

Les mesures du contrôle étranger fondées sur l'actif offrent une perspective à plus long terme. L'actif est un élément de stock qui reflète les décisions économiques et les conditions du marché dont l'évolution est plus lente au fil du temps. Les mesures fondées sur les revenus, par ailleurs, correspondent à un élément de flux et sont plus étroitement liées au cycle commercial. Les revenus révèlent généralement la situation actuelle des entreprises et sont par conséquent plus instables que les mesures fondées sur l'actif. Les bénéfices permettent de mesurer la santé financière et le bien-être d'une économie et peuvent être utilisés pour évaluer son rendement et sa durabilité. Les trois mesures présentent un intérêt et sont incluses dans le présent rapport.

Le rapport se divise en quatre sections. Dans la première section, on examine la portée du contrôle étranger des sociétés dans l'économie canadienne pour la période de 7 ans qui a pris fin en 2006. On y traite aussi des pays qui exercent ce contrôle, à partir des données disponibles les plus récentes. Enfin, on y présente les tendances du contrôle étranger dans le secteur non financier et le secteur de la finance et des assurances.

Les deux sections suivantes portent sur la situation du contrôle étranger au niveau de l'industrie. De façon plus particulière, la deuxième section fournit des détails sur le secteur non financier, tandis que la troisième porte sur le secteur de la finance et des assurances.

Dans la quatrième section, on examine les rapports entre le contrôle étranger et le rendement économique, celui-ci étant mesuré à partir des bénéfices d'exploitation, des marges bénéficiaires et du rendement des capitaux propres. Les termes « bénéfices d'exploitation » et « revenu » sont utilisés de façon interchangeable dans ce rapport.

Toutes les industries sont analysées pour les 21 secteurs du SCIAN.

Section 1

Toutes les branches d'activité : actifs et revenus

1.1 Aperçu

En 2006, les entreprises en exploitation au Canada détenaient des actifs de près de 6 billions de dollars et affichaient des revenus d'exploitation d'un peu plus de 3 billions de dollars (tableau explicatif 1.1). De 2005 à 2006, le taux de croissance des actifs s'est élevé à 9,3 %, alors que celui des revenus d'exploitation s'est établi à 5,6 %.

1.2 Actifs et revenus selon le pays de contrôle

En 2006, les sociétés sous contrôle canadien détenaient des actifs de 4,6 billions de dollars — près de quatre fois les actifs de 1,2 billion de dollars sous contrôle étranger — et affichaient des revenus d'exploitation de 2,1 billions de dollars, soit deux fois les revenus de 897,1 milliards de dollars générés par les sociétés sous contrôle étranger.

Tableau explicatif 1.1

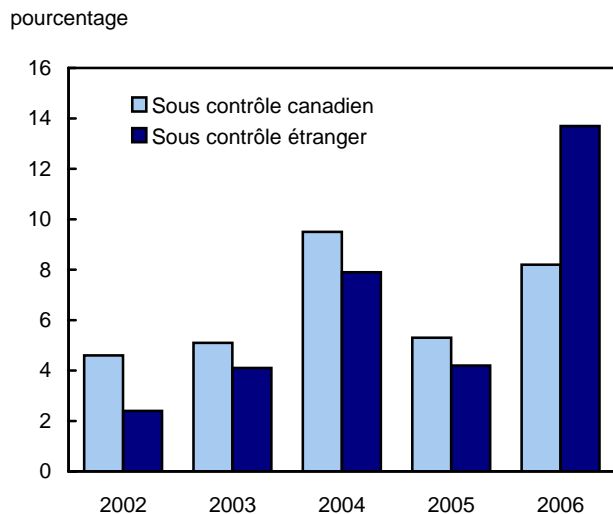
Actifs et revenus d'exploitation selon le contrôle, 1999 à 2006 – Toutes les branches d'activité

	Actifs			Revenus d'exploitation		
	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étranger	Total	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étranger	Total
	milliards de dollars					
1999	2 906	728	3 634	1 458	586	2 044
2000	3 161	800	3 961	1 621	686	2 307
2001	3 320	882	4 203	1 689	714	2 403
2002	3 474	904	4 378	1 738	698	2 436
2003	3 651	941	4 592	1 781	737	2 518
2004	3 999	1 015	5 014	1 895	794	2 688
2005	4 209	1 058	5 268	2 009	847	2 856
2006	4 556	1 203	5 759	2 118	897	3 015

Toutefois, de 2005 à 2006, le taux de croissance des actifs sous contrôle étranger a été de plus de 5 points de pourcentage supérieur à celui des actifs sous contrôle canadien (13,7 % par rapport à 8,2 %; graphique 1.1); il s'agit du taux de croissance le plus élevé enregistré pour les actifs sous contrôle étranger depuis 1999. Cette croissance à deux chiffres des actifs sous contrôle étranger est attribuable aux acquisitions réalisées dans le secteur non financier, notamment dans l'industrie minière (tableau statistique 3)¹, ainsi qu'aux hausses enregistrées dans le secteur de la finance et des assurances, notamment dans le cas des assurances et de l'intermédiation financière par le biais de dépôts (tableaux statistiques 12 et 14 respectivement). En ce qui concerne les actifs sous contrôle canadien, les augmentations les plus fortes ont été le fait du secteur de l'intermédiation financière par le biais de dépôts, suivi par celui du pétrole et du gaz (tableau statistique 2).

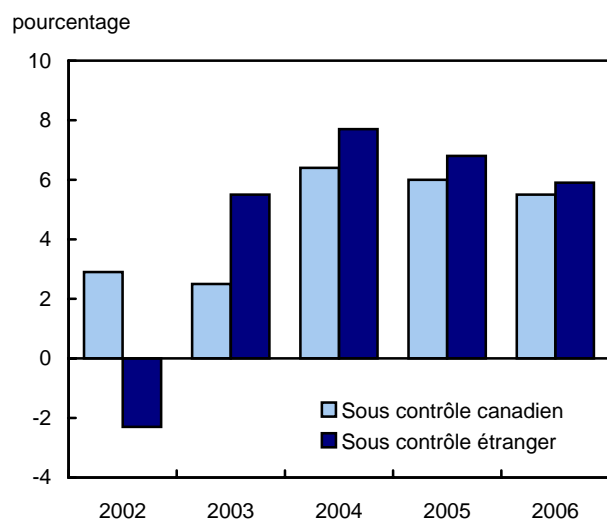
1. Les tableaux statistiques se trouvent vers la fin de cette publication.

Graphique 1.1
Variation annuelle des actifs selon le contrôle, 2002 à 2006 – Toutes les branches d'activité



Quant aux revenus d'exploitation, les sociétés sous contrôle étranger et les sociétés sous contrôle canadien ont annoncé en 2006 des taux de 5,9 % dans le cas du contrôle étranger et de 5,5 % dans celui du contrôle canadien (graphique 1.2).

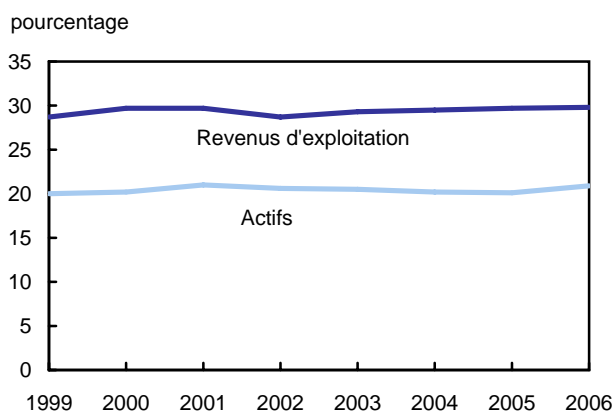
Graphique 1.2
Variation annuelle des revenus d'exploitation selon le contrôle, 2002 à 2006 – Toutes les branches d'activité



Le taux de croissance à deux chiffres des actifs sous contrôle étranger de 2005 à 2006 a fait monter de 0,8 point de pourcentage la part des actifs sous contrôle étranger, soit de 20,1 % en 2005 à 20,9 %

en 2006 (graphique 1.3). Toutefois, le taux de croissance à un chiffre des revenus sous contrôle étranger est resté pratiquement inchangé, progressant de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 29,8 % en 2006. De 1999 à 2006, la part des actifs sous contrôle étranger a augmenté d'environ 1 point de pourcentage, tout comme celle des revenus correspondants.

Graphique 1.3
Part sous contrôle étranger des actifs et des revenus d'exploitation, 1999 à 2006 – Toutes les branches d'activité



1.3 Caractéristiques des entreprises selon le pays de contrôle

Comme le montre le tableau explicatif 1.2, sur le total d'environ 1,3 million d'entreprises en exploitation au Canada en 2006, seules 8 321, soit moins de 1 %, étaient sous contrôle étranger. De 1999 à 2006, ce pourcentage n'a guère varié, fluctuant de 0,6 % à 0,8 % du nombre total de sociétés en exploitation au Canada.

1.3.1 En moyenne, les multinationales sous contrôle étranger génèrent des revenus supérieurs à ceux des entreprises sous contrôle canadien

Lorsque les données selon le pays de contrôle sont examinées, les différences entre les entreprises sous contrôle étranger et les entreprises sous contrôle canadien doivent être tenues en compte. Les premières sont, par définition, des entreprises multinationales, alors que les secondes comprennent à la fois des entreprises multinationales et celles « purement canadiennes » (qui exercent leurs activités

uniquement au Canada). En outre, ces entreprises « purement canadiennes » englobent aussi bien les grandes entreprises complexes que les petites entreprises familiales.

Il est nécessaire de tenir compte de ces différences pour analyser les données contenues dans la présente publication. L'objet de la présente section est de mettre en lumière les caractéristiques des entreprises par groupe de taille. Alors que le tableau explicatif 1.2 montre les données concernant tous les groupes de taille selon le pays de contrôle, seules les données des « grandes entreprises » sont analysées dans le texte, car les plus grandes entreprises sous contrôle canadien partagent davantage de caractéristiques avec les entreprises sous contrôle étranger et, par conséquent, les multinationales.

En 2006, le Canada comprenait 1 273 grandes sociétés sous contrôle étranger, soit environ les deux tiers du nombre de grandes sociétés sous contrôle canadien (1 879). Pourtant, ces sociétés ont affiché, en moyenne, des revenus de 642,0 millions de dollars, soit 1,2 fois plus que les 531,6 millions de dollars générés par les grandes sociétés sous contrôle canadien.

Pour ce qui est des taux de croissance, l'augmentation des revenus d'exploitation moyens des grandes sociétés sous contrôle étranger de 2005 à 2006 était pratiquement égale à celle des revenus des grandes sociétés sous contrôle canadien (0,9 % par rapport à 0,7 %). Toutefois, de 2001 à 2006, les revenus d'exploitation moyens des grandes sociétés sous contrôle étranger ont augmenté de 10,9 %, en comparaison à 3,4 % pour leurs homologues sous contrôle canadien.

Tableau explicatif 1.2

Caractéristiques des entreprises selon le contrôle, 2001 à 2006 – Toutes les branches d'activité

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	nombre					
Sous contrôle canadien						
Total	1 126 560	1 148 515	1 207 270	1 273 717	1 209 208	1 263 940
Petites	1 120 542	1 142 129	1 200 839	1 267 003	1 201 956	1 256 250
Moyennes	4 547	4 812	4 852	5 063	5 495	5 811
Grandes	1 471	1 574	1 579	1 651	1 757	1 879
Sous contrôle étranger						
Total	7 310	7 106	8 458	8 536	8 163	8 321
Petites	5 133	4 995	6 214	6 237	5 812	5 872
Moyennes	1 068	1 023	1 114	1 128	1 137	1 176
Grandes	1 109	1 088	1 130	1 171	1 214	1 273
	milliers de dollars					
Revenu d'exploitation moyen						
Sous contrôle canadien						
Total	1 500	1 513	1 475	1 487	1 661	1 676
Petites	669	674	669	665	717	706
Moyennes	40 254	40 128	40 120	40 027	39 911	40 080
Grandes	514 247	492 741	495 444	514 659	527 787	531 605
Sous contrôle étranger						
Total	97 686	98 221	87 095	92 978	103 816	107 815
Petites	4 945	4 865	4 109	4 436	4 222	4 766
Moyennes	43 555	43 105	43 343	43 744	44 380	44 136
Grandes	579 066	578 644	586 575	611 998	636 288	641 978

Note(s) : Les petites entreprises incluent les entreprises ayant un revenu d'exploitation inférieur à 25 millions de dollars. Les moyennes entreprises incluent les entreprises ayant un revenu d'exploitation supérieur ou égal à 25 millions de dollars et inférieur à 75 millions de dollars. Les grandes entreprises incluent les entreprises ayant un revenu d'exploitation supérieur ou égal à 75 millions de dollars.

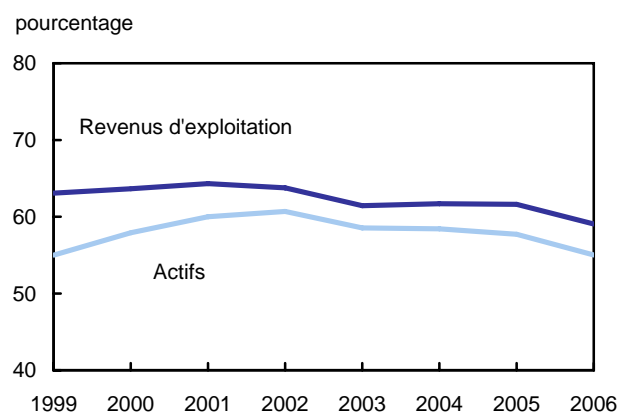
1.4 Tendances du contrôle étranger

1.4.1 Les États-Unis dominent les parts du contrôle étranger

Les États-Unis continuent de dominer parmi les sociétés sous contrôle étranger qui exercent des activités au Canada. En 2006, ce pays contrôlait 55,2 % des actifs et générait 59,2 % des revenus d'exploitation sous contrôle étranger (graphique 1.4).

De 1999 à 2006, la part des actifs sous contrôle américain a progressé légèrement (de 0,4 point de pourcentage), alors que la part correspondante des revenus a reculé de près de 4 points de pourcentage. Durant cette période de sept ans, le secteur pétrolier et gazier a affiché les plus fortes hausses des actifs sous contrôle américain (tableau statistique 2), suivi par le secteur de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts (tableau statistique 11), la fabrication (tableau statistique 6), le commerce de gros (tableau statistique 7) et le commerce de détail (tableau statistique 8). Pour ce qui est des revenus, les mêmes secteurs ont été à l'origine des cinq plus fortes hausses; le commerce de gros est venu en tête, suivi par le secteur pétrolier et gazier, le commerce de détail, la fabrication et le secteur de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts.

Graphique 1.4
Part sous contrôle étranger des actifs et des revenus d'exploitation sous contrôle américain, 1999 à 2006 – Toutes les branches d'activité



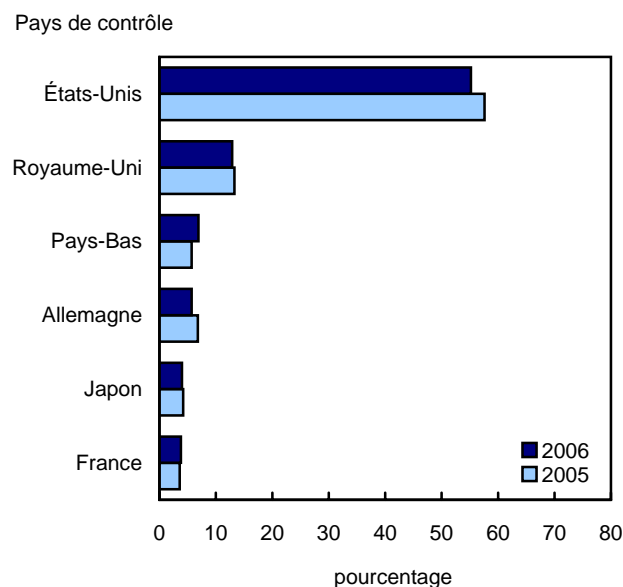
1.4.2 Les parts sous contrôle américain reculent

De 2005 à 2006, la part des actifs sous contrôle américain a reculé de 2,3 points de pourcentage; il s'agit de la baisse la plus importante parmi les principaux pays de contrôle étranger qui exercent des activités au Canada (graphique 1.5). L'Allemagne a accusé le deuxième recul en importance (1,1 point de pourcentage), suivie par le Royaume-Uni (0,4 point de pourcentage) et le Japon (0,2 point de pourcentage). Seuls les Pays-Bas et la France ont vu leurs parts augmenter respectivement de 1,2 et 0,3 point de pourcentage.

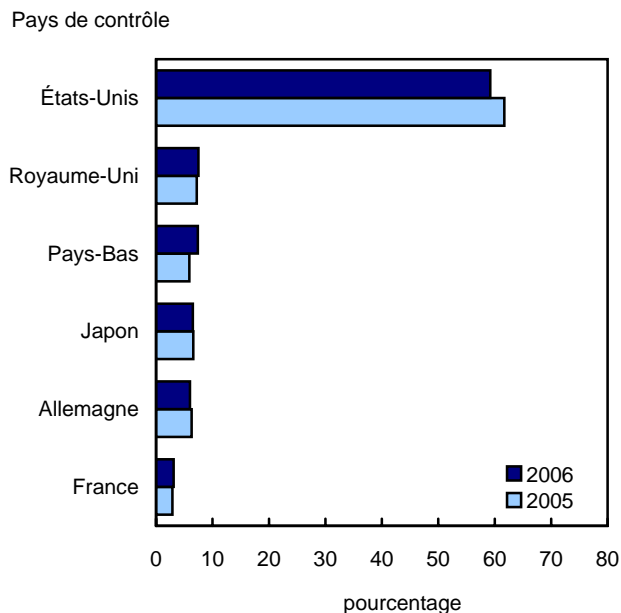
Pour ce qui est des parts des revenus (graphique 1.6), la situation est semblable. Les sociétés sous contrôle américain ont accusé une baisse de 2,5 points de pourcentage, comparable à celle de leur part des actifs, alors que les parts des sociétés sous contrôle allemand et japonais ont respectivement reculé de 0,3 et 0,1 point de pourcentage. Parallèlement, les Pays-Bas et la France ont vu leurs parts augmenter (respectivement de 1,5 et 0,1 point de pourcentage), tout comme le Royaume-Uni (0,3 point de pourcentage).

Ces parts sont abordées en détail dans la section 2.2 pour ce qui est des branches d'activité non financières et dans la section 3.2 pour ce qui est des branches d'activité financières et des assurances.

Graphique 1.5
Part sous contrôle étranger des actifs selon le pays de contrôle, 2005 à 2006 – Toutes les branches d'activité



Graphique 1.6
Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation
selon le pays de contrôle, 2005 à 2006 – Toutes les
branches d'activité



1.5 Contrôle étranger dans le secteur non financier et dans le secteur de la finance et des assurances

1.5.1 Le contrôle étranger est plus important dans le secteur non financier

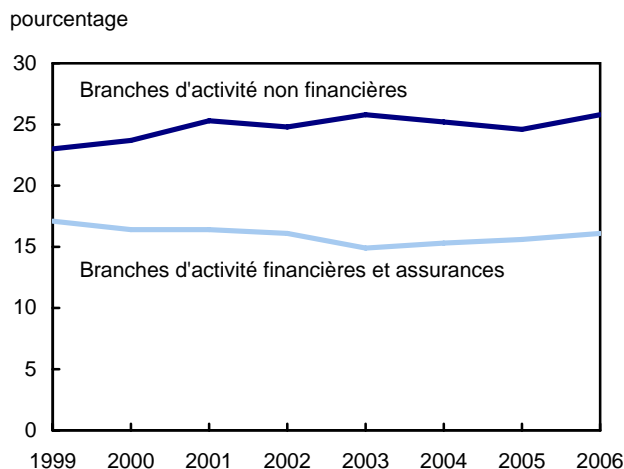
L'importance du contrôle étranger est plus grande dans le secteur non financier que dans celui de la finance et des assurances. Dans le secteur non financier, les pays étrangers détenaient 25,8 % des actifs en 2006, soit près de 10 points de pourcentage de plus que leur part des actifs dans le secteur de la finance et des assurances (16,1 %). Cet écart est en grande partie attribuable à la réglementation régissant le contrôle étranger dans le secteur de la finance et des assurances, par exemple dans le secteur bancaire².

De 1999 à 2006, la part des actifs sous contrôle étranger a augmenté de 2,8 points de pourcentage dans le secteur non financier, alors qu'elle a reculé de 1,0 point de pourcentage dans le secteur de la

2. Voir la *Loi sur les banques* (1991, c. 46) ou le *Projet de loi C-38*.

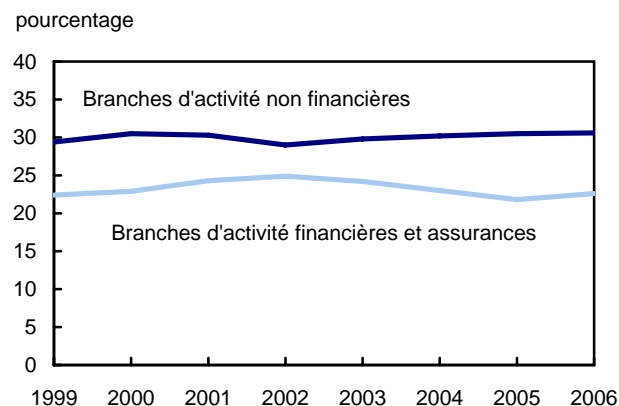
finance et des assurances. Aussi l'écart entre les deux parts s'est élargi de près de 4 points de pourcentage durant cette période de sept ans, en partie à cause de l'acquisition, par des intérêts étrangers, de sociétés du secteur non financier auparavant sous contrôle canadien (section 2).

Graphique 1.7
Part sous contrôle étranger des actifs selon le
secteur, 1999 à 2006



Pour ce qui est des revenus d'exploitation, la part sous contrôle étranger était aussi plus élevée dans le secteur non financier (30,6 %) que dans celui de la finance et des assurances (22,6 %) en 2006 (graphique 1.8). De 1999 à 2006, les parts des revenus sous contrôle étranger dans le secteur non financier et dans celui de la finance et des assurances ont augmenté respectivement de 1,2 et de 0,2 point de pourcentage.

Graphique 1.8
Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation
selon le secteur, 1999 à 2006



Dans le cas des sociétés sous contrôle étranger, le ratio entre la part des revenus et celle des actifs (ou *rotation des actifs*) était généralement supérieur à un. En 2006, le ratio était de 1,3 à 1 dans le secteur non financier et

de 1,5 à 1 dans celui de la finance et des assurances. Ceci indiquerait que les sociétés sous contrôle étranger avaient tendance à mieux rentabiliser leurs actifs que les sociétés sous contrôle canadien.

Section 2

Branches d'activité non financières : actifs et revenus

2.1 Aperçu

2.1.1 Le contrôle canadien domine les parts

En 2006, les actifs et les revenus d'exploitation des sociétés du secteur non financier étaient à peu près égaux, soit, respectivement, 2,8 billions et 2,7 billions de dollars (tableau explicatif 2.1), ce qui représentait 49,4 % des actifs et 89,8 % des revenus de l'ensemble des branches d'activité. Les sociétés sous contrôle canadien détenaient des actifs de 2,1 billions de dollars, dépassant pour la première fois la barre des 2 billions de dollars et comptant pour presque le triple des actifs de 733,3 milliards de dollars détenus sous contrôle étranger. Au chapitre des revenus d'exploitation, les sociétés sous contrôle étranger généraient 827,7 milliards de dollars, soit moins de la moitié des 1,9 billion de dollars dégagés par les sociétés sous contrôle canadien. Cela a laissé les sociétés sous contrôle étranger avec une part de 25,8 % des actifs et de 30,6 % des revenus. Les parts des actifs et des revenus sous contrôle étranger dans le secteur non financier sont restées relativement stable depuis 2001 mais, de 2005 à 2006, elles ont augmenté de 1,2 point de pourcentage dans le cas des actifs et de 0,1 point de pourcentage dans celui des revenus.

2.1.2 Le contrôle étranger croît plus rapidement grâce aux acquisitions

En 2006, les sociétés sous contrôle étranger ont accru leurs actifs de 13,4 %, soit plus de deux fois la hausse de 6,5 % affichée par les sociétés sous contrôle canadien. Parallèlement, les revenus d'exploitation des entreprises sous contrôle étranger ont augmenté de 5,0 %, dépassant de 0,3 point de pourcentage le taux enregistré par leurs homologues sous contrôle canadien. Cette accélération des taux de croissance des sociétés sous contrôle étranger a été favorisée par d'importantes acquisitions d'entreprises jusque-là sous contrôle canadien, notamment dans les secteurs de l'extraction minière, de la fabrication, du commerce de détail et de l'hébergement. Par contre, les sociétés sous contrôle canadien n'ont pas fait d'importantes acquisitions d'entreprises jusque-là sous contrôle étranger.

2.2 Tendances du contrôle étranger

Le tableau explicatif 2.2 montre les parts des actifs et des revenus d'exploitation sous contrôle étranger selon le principal pays de contrôle. Ces pays comprennent les États-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Japon et la France. Les autres pays de contrôle étranger sont représentés par le groupe « reste des étrangers ».

Tableau explicatif 2.1

Actifs et revenus d'exploitation selon le contrôle, 2001 à 2006 – Branches d'activité non financières

	Actifs			Revenus d'exploitation		
	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étranger	Total	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étranger	Total
milliards de dollars						
2001	1 635	553	2 188	1 511	657	2 168
2002	1 710	564	2 275	1 570	642	2 212
2003	1 736	605	2 341	1 599	679	2 278
2004	1 881	634	2 515	1 699	735	2 435
2005	1 982	647	2 628	1 796	788	2 585
2006	2 111	733	2 844	1 880	828	2 708
part en pourcentage						
2001	74,7	25,3	100,0	69,7	30,3	100,0
2002	75,2	24,8	100,0	71,0	29,0	100,0
2003	74,2	25,8	100,0	70,2	29,8	100,0
2004	74,8	25,2	100,0	69,8	30,2	100,0
2005	75,4	24,6	100,0	69,5	30,5	100,0
2006	74,2	25,8	100,0	69,4	30,6	100,0

Note(s) : Les données dans le tableau explicatif peuvent ne pas correspondre aux données des tableaux statistiques en raison de l'arrondissement.

Tableau explicatif 2.2

Part des actifs et des revenus d'exploitation sous contrôle étranger selon le principal pays de contrôle, 2001 à 2006 – Branches d'activité non financières

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
pourcentage						
Actifs						
États-Unis	64,4	66,1	65,2	66,4	64,5	60,6
Royaume-Uni	8,0	7,6	8,0	8,1	8,4	7,9
Pays-Bas	2,3	2,5	3,0	3,1	3,8	4,9
Allemagne	4,7	5,1	4,6	5,1	4,7	4,4
Japon	4,2	4,4	4,3	3,9	4,2	3,9
France	6,2	3,5	3,1	3,0	3,4	3,3
Reste des étrangers	10,2	10,8	11,8	10,3	10,9	15,1
Revenus d'exploitation						
États-Unis	65,1	64,4	62,9	63,1	62,7	60,1
Pays-Bas	3,7	3,2	4,9	5,0	5,7	7,1
Japon	7,8	8,4	7,9	7,3	7,0	6,9
Royaume-Uni	5,4	5,5	6,0	6,0	6,0	6,3
Allemagne	7,1	7,3	6,7	6,4	6,1	5,9
France	3,1	3,1	3,0	3,0	2,9	3,0
Reste des étrangers	7,8	8,1	8,7	9,2	9,6	10,8

2.2.1 Les États-Unis dominant, mais leur part recule

Dans le secteur non financier, les entreprises sous contrôle américain ont continué de dominer l'activité économique de l'ensemble des entreprises sous contrôle étranger en exploitation au Canada; en 2006, elles ont compté pour 60,6 % des actifs et 60,1 % des revenus sous contrôle étranger (tableau explicatif 2.2).

Toutefois, les parts sous contrôle américain ont reculé en 2006 : la part des actifs a diminué de 3,9 points de pourcentage et celle des revenus, de 2,6 points de pourcentage.

2.2.2 Le secteur pétrolier et gazier fait gonfler les actifs sous contrôle américain

Malgré la contraction de la part des actifs sous contrôle américain, le niveau correspondant des actifs a progressé de 6,4 %, alimenté par les hausses enregistrées dans le secteur pétrolier et gazier, le commerce de gros et de détail et la fabrication.

Dans le secteur pétrolier et gazier, les actifs sous contrôle américain ont augmenté de 10,9 % en 2006, après deux années consécutives de recul (-1,5 % en 2004 et -3,3 % en 2005), les sociétés en exploitation au Canada ayant manifesté un intérêt renouvelé pour les réserves de pétrole et de gaz non classiques, notamment les sables bitumineux canadiens (tableau statistique 2). Parmi les branches d'activité non financières sous contrôle américain, le secteur pétrolier et gazier a été à l'origine de la plus forte hausse des actifs en 2006.

Dans le commerce de gros et de détail, les sociétés sous contrôle américain ont accru leurs actifs de 11,7 % en 2006 (tableaux statistiques 7 et 8). Les grossistes de machines, de matériel et de fournitures se sont classés au premier rang. Ils ont été suivis des magasins de vêtements, des grands magasins et des magasins de marchandises diverses (commerce de détail), qui ont bénéficié de l'acquisition d'entreprises jusque-là sous contrôle canadien ainsi que de l'expansion soutenue de géants du commerce de détail sous contrôle américain, principalement grâce à la construction de magasins.

Dans le secteur de la fabrication, les sociétés sous contrôle américain ont accru leurs actifs de 2,3 %

(tableau statistique 6). Ces sociétés ont enregistré leurs plus fortes hausses des actifs dans le secteur du bois et du papier, en partie grâce à l'acquisition d'entreprises jusque-là sous contrôle canadien, ainsi que dans la fabrication de boissons alcoolisées et de produits du tabac.

2.2.3 Le commerce de détail affiche la plus forte croissance des revenus sous contrôle américain

Si les parts des revenus — comme celles des actifs — des sociétés sous contrôle américain ont diminué en 2006, le niveau correspondant des revenus a tout de même progressé légèrement de 0,6 %. Encore une fois, cette croissance a été particulièrement forte dans le commerce de gros et de détail, mais elle s'est avérée négative dans le secteur pétrolier et gazier et dans celui de la fabrication.

Dans le commerce de détail, les revenus sous contrôle américain ont bondi de 18,3 % (tableau statistique 8), alors que ceux du commerce de gros ont progressé de 6,0 % (tableau statistique 7). Dans ces deux secteurs, la plus forte hausse des revenus a été de loin celle affichée par les magasins de vêtements, les grands magasins et les magasins de marchandises diverses (commerce de détail), suivis par les grossistes de machines, de matériel et de fournitures.

Dans le secteur pétrolier et gazier, les sociétés sous contrôle américain ont accusé une légère baisse de revenus de 0,7 %, malgré l'apport important de ce secteur à la croissance des actifs sous contrôle américain. Cette baisse des revenus a probablement été influencée par le ralentissement des prix de l'énergie, notamment celui du gaz naturel, après le doux hiver canadien de 2006.

Dans le secteur de la fabrication, les sociétés sous contrôle américain ont subi certaines des pertes les plus importantes — aux chapitres des actifs et des revenus — dans le secteur des véhicules et des pièces automobiles, en partie à cause des hausses marquées par les sociétés sous le contrôle d'autres pays, notamment l'Allemagne et le Japon. En 2006, les revenus des entreprises de fabrication sous contrôle américain ont reculé de 3,6 % après quatre années consécutives d'une croissance variant de 1,1 % en 2003 à 6,0 % en 2004.

2.2.4 Les Pays-Bas et le « reste des étrangers » accroissent leurs parts aux dépens des États-Unis

En 2006, les sociétés sous le contrôle des Pays-Bas détenaient la troisième part en importance des actifs (4,9 %) et, au chapitre des revenus, elles accédaient au deuxième rang (7,1 %), loin derrière les États-Unis.

La contraction des parts des actifs et des revenus sous contrôle américain a profité en grande partie aux Pays-Bas et aux « reste des étrangers » qui, en 2006, ont accru ensemble leur part des actifs de 5,3 points de pourcentage et leur part des revenus de 2,6 points de pourcentage, ce qui a entièrement compensé la baisse de la part des revenus sous contrôle américain (tableau explicatif 2.2). La hausse de ces parts est en partie attribuable à l'acquisition d'entreprises jusque-là sous le contrôle de pays comme le Canada et les États-Unis, notamment dans l'industrie minière (tableau statistique 3), les services publics (tableau statistique 4), la fabrication — surtout le métal de première transformation, le pétrole et les produits du charbon — (tableau statistique 6) et l'hébergement (tableau statistique 20).

2.2.5 Les parts des actifs sous contrôle britannique ou français sont en hausse, mais celles des revenus sont en baisse

La part des actifs des sociétés sous contrôle britannique est restée au deuxième rang, loin derrière celle des États-Unis, glissant de 0,5 point de pourcentage pour s'établir à 7,9 %, alors que la part correspondante des revenus a monté de 0,3 point de pourcentage pour atteindre 6,3 % (tableau explicatif 2.2). La plus forte croissance des actifs des sociétés sous contrôle britannique est attribuable au secteur de la fabrication et, en particulier, à celui des produits chimiques, des plastiques et du caoutchouc, alors que la plus forte hausse des revenus provient du secteur pétrolier et gazier, malgré la baisse du niveau des actifs de cette industrie.

Les parts des actifs et des revenus sous contrôle français ont suivi une tendance semblable, la part des actifs reculant légèrement de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 3,3 % et celle des revenus progressant dans la même mesure pour atteindre 3,0 % (tableau explicatif 2.2). Pour les sociétés sous contrôle

français, la croissance des actifs est causée surtout par le secteur des services professionnels et celle des revenus, par le secteur de la fabrication du métal de première transformation.

2.2.6 Repli des parts de l'Allemagne et du Japon

Les autres principaux pays de contrôle, à savoir l'Allemagne et le Japon, ont vu leurs parts des actifs reculer de 0,3 point de pourcentage; la part de l'Allemagne s'est chiffrée à 4,4 % et celle du Japon, à 3,9 %. Parallèlement, la part des revenus des sociétés sous contrôle allemand a baissé de 0,2 point de pourcentage, à 5,9 %, alors que celle des sociétés sous contrôle japonais a fléchi de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 6,9 % (tableau explicatif 2.2).

Néanmoins, les entreprises sous le contrôle de ces deux pays ont affiché les plus fortes hausses des actifs et des revenus dans les secteurs du commerce de gros et de la fabrication, notamment celle des véhicules et des pièces automobiles.

2.3 Tendances du contrôle américain

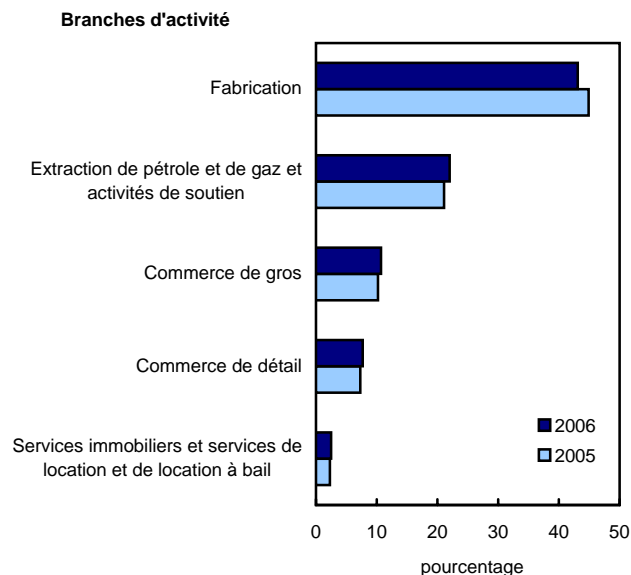
2.3.1 La présence américaine recule dans le secteur de la fabrication, mais augmente dans le commerce de gros et de détail

Les graphiques 2.1 et 2.2 montrent respectivement la répartition des actifs et des revenus d'exploitation sous contrôle américain pour les principales branches d'activité non financières dans lesquelles des entreprises sous contrôle américain exercent des activités au Canada¹.

En 2006, comme le montre le graphique 2.1, les fabricants ont compté pour 43,1 % des actifs sous contrôle américain dans le secteur non financier. Ils ont été ensuite suivis par les parts des sociétés pétrolières et gazières (22,0 %), des grossistes (10,7 %), des détaillants (7,7 %) et des services immobiliers (2,5 %).

1. La somme des parts ne totalise pas 100 % parce que seulement les cinq principales industries sont présentées. Tout de même, les cinq industries du graphique 2.1 représentaient 86,0 % des actifs totaux alors que les cinq industries du graphique 2.2 représentaient 90,6 % des revenus totaux sous contrôle américain dans les branches d'activités non financières en 2006.

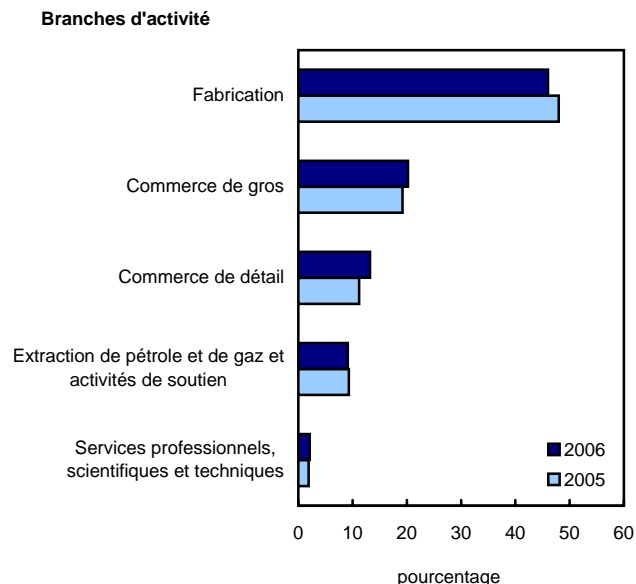
Graphique 2.1
Part des actifs sous contrôle américain selon la principale industrie, 2005 à 2006 – Branches d'activité non financières



Si la présence américaine a été concentrée dans le secteur de la fabrication, la part correspondante des actifs américains dans ce secteur a cependant glissé de 1,8 point de pourcentage en 2006 (graphique 2.1). Parallèlement, les parts des actifs sous contrôle américain dans le secteur pétrolier et gazier ainsi que dans le commerce de gros et de détail ont augmenté; la hausse de 0,9 point de pourcentage de la part du secteur pétrolier et gazier a équivalu à celle des parts combinées du commerce de gros et du commerce de détail. La part des actifs des services immobiliers est restée pratiquement inchangée par rapport à l'année précédente, progressant seulement de 0,2 point de pourcentage.

Il en va de même pour la part des revenus d'exploitation sous contrôle américain (graphique 2.2), la part du secteur de la fabrication ayant glissé de 2,0 points de pourcentage en 2006. Durant la même période, le commerce de gros et le commerce de détail ont accru leurs parts cumulées de 3,0 points de pourcentage. Toutefois, les parts du secteur pétrolier et gazier sont restées stables, fléchissant de seulement 0,1 point de pourcentage. Les services professionnels (comptabilité, ingénierie, recherche-développement, publicité, relations publiques, etc.) ont complété la liste des cinq principales branches d'activité avec une hausse minime de 0,2 point de pourcentage.

Graphique 2.2
Part des revenus d'exploitation selon la principale industrie, 2005 à 2006 – Branches d'activité non financières



2.4 Tendances du contrôle étranger et du contrôle canadien

Les tableaux explicatifs 2.3 et 2.4 montrent les niveaux et les parts des actifs et des revenus sous contrôle étranger et sous contrôle canadien dans le secteur non financier, de 2005 à 2006. L'une des caractéristiques les plus frappantes de ces tableaux est l'incidence distinctive de quatre branches d'activité — l'industrie minière, le secteur pétrolier et gazier, la construction et la fabrication — sur les taux de croissance ou les gains des sociétés sous contrôle étranger par rapport aux sociétés sous contrôle canadien au cours de cette période.

2.4.1 Industrie minière : le contrôle étranger augmente grâce aux acquisitions

En 2006, les sociétés minières sous contrôle étranger ont fait les manchettes avec l'acquisition d'entreprises jusque-là sous contrôle canadien. Aidés par la croissance de sociétés sous le contrôle de l'Union européenne (UE), les actifs et les revenus des sociétés minières sous contrôle étranger ont bondi respectivement de 287,2 % et de 320,9 %. En conséquence, les sociétés minières sous contrôle

canadien ont vu leurs actifs et leurs revenus chuter respectivement de 20,8 % et de 40,6 %. Pour les sociétés minières sous contrôle étranger, cette évolution s'est traduite par une part de 39,7 % des actifs (tableau explicatif 2.3) et, pour la première fois depuis 1999, par la majorité (58,7 %) des revenus (tableau explicatif 2.4).

2.4.2 Le secteur pétrolier et gazier et celui de la construction donnent le ton à la hausse du contrôle canadien

Par contre, les sociétés pétrolières et gazières sous contrôle canadien ont affiché, de 2005 à 2006, la plus forte hausse des actifs dans le secteur non financier. Elles ont vu leurs actifs grimper de 20,3 %, soit près de deux fois le taux de 10,2 % enregistré par les sociétés sous contrôle étranger, alors que leurs revenus ont augmenté plus de trois fois plus rapidement, c'est-à-dire de 19,2 % par rapport à 5,9 % pour les revenus sous contrôle étranger. La part des actifs sous contrôle canadien a donc atteint 63,8 % (tableau explicatif 2.3) et la part correspondante des revenus a dépassé la barre des 50 % (51,3 %) pour la première fois depuis 1999 (tableau explicatif 2.4 et tableau statistique 2).

Au chapitre des revenus, le secteur pétrolier et gazier a enregistré la troisième hausse en importance parmi les

sociétés sous contrôle canadien dans le secteur non financier, le secteur de la construction y ayant contribué le plus. Les entreprises de construction sous contrôle canadien ont aussi enregistré la quatrième hausse en importance des actifs dans l'ensemble du secteur non financier. Par contre, les entreprises de construction sous contrôle étranger se sont classées au dixième rang pour ce qui est de l'augmentation des actifs et des revenus au sein du secteur non financier.

2.4.3 Le contrôle étranger s'accroît dans le secteur de la fabrication

En 2006, les actifs sous contrôle étranger dans le secteur de la fabrication ont affiché une croissance positive de 3,9 %, alors que ceux sous contrôle canadien ont chuté de 9,7 %² (tableau explicatif 2.3). Au chapitre des revenus, les fabricants sous contrôle étranger et sous contrôle canadien ont enregistré respectivement des diminutions de 1,0 % et de 1,3 % (tableau explicatif 2.4). Quant aux parts, les sociétés sous contrôle étranger dans le secteur de la fabrication ont détenu 47,3 % des actifs et plus de la moitié (51,5 %) des revenus d'exploitation pour la sixième année d'affilée.

2. La majorité de cette chute a été causée par la reclassification des industries.

Tableau explicatif 2.3

Actifs selon le contrôle et la branche d'activité, 2005 à 2006 – Branches d'activité non financières

	Sous contrôle étranger	Sous contrôle canadien	Total	Pourcentage étranger
	millions de dollars			pourcentage
2006				
Fabrication	310 950	346 269	657 219	47,3
Commerce de gros	90 167	128 328	218 495	41,3
Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	38 787	58 841	97 628	39,7
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	139 556	246 092	385 649	36,2
Hébergement et services de restauration	11 846	35 984	47 830	24,8
Commerce de détail	36 656	127 008	163 664	22,4
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	10 447	42 831	53 279	19,6
Réparation, entretien et services personnels	5 280	26 565	31 845	16,6
Arts, spectacles et loisirs	F	21 998	25 525	F
Services professionnels, scientifiques et techniques	16 138	123 456	139 595	11,6
Services publics	19 051	188 900	207 951	9,2
Services immobiliers et services de location et de location à bail	21 958	226 938	248 896	8,8
Transport et entreposage	12 565	146 329	158 893	7,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	7 796	142 782	150 578	5,2
Construction	6 881	141 610	148 491	4,6
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	745	36 741	37 486	2,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	979	70 283	71 262	1,4
Total des branches d'activité non financières	733 329	2 110 956	2 844 285	25,8
2005				
Fabrication	299 172	383 255	682 427	43,8
Commerce de gros	73 455	119 838	193 293	38,0
Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	10 017	74 281	84 298	11,9
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	126 643	204 537	331 180	38,2
Hébergement et services de restauration	6 240	38 494	44 734	13,9
Commerce de détail	33 103	122 669	155 772	21,3
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	9 918	38 580	48 498	20,5
Réparation, entretien et services personnels	x	x	30 235	x
Arts, spectacles et loisirs	802	22 812	23 614	3,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	14 894	82 517	97 412	15,3
Services publics	18 629	180 992	199 621	9,3
Services immobiliers et services de location et de location à bail	19 845	194 139	213 984	9,3
Transport et entreposage	x	x	148 957	x
Industrie de l'information et industrie culturelle	8 334	135 743	144 078	5,8
Construction	5 893	124 767	130 660	4,5
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	535	32 597	33 132	1,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 118	65 395	66 513	1,7
Total des branches d'activité non financières	646 510	1 981 897	2 628 407	24,6

Tableau explicatif 2.4

Revenus d'exploitation selon le contrôle et la branche d'activité, 2005 à 2006 – Branches d'activité non financières

	Sous contrôle étranger	Sous contrôle canadien	Total	Pourcentage étranger
	millions de dollars			pourcentage
2006				
Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	15 486	10 905	26 391	58,7
Fabrication	364 429	342 763	707 192	51,5
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	76 116	80 080	156 196	48,7
Commerce de gros	184 270	271 895	456 164	40,4
Services publics	38 833	64 197	103 030	37,7
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	12 444	54 142	66 586	18,7
Commerce de détail	72 552	353 338	425 890	17,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	15 204	82 364	97 568	15,6
Hébergement et services de restauration	7 390	47 059	54 449	13,6
Services immobiliers et services de location et de location à bail	6 924	56 466	63 390	10,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	7 987	75 223	83 210	9,6
Transport et entreposage	11 135	117 366	128 501	8,7
Réparation, entretien et services personnels	2 438	32 998	35 436	6,9
Arts, spectacles et loisirs	F	25 947	27 421	F
Construction	9 450	189 021	198 471	4,8
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	710	34 230	34 940	2,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	862	42 199	43 061	2,0
Total des branches d'activité non financières	827 704	1 880 193	2 707 896	30,6
2005				
Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	3 680	18 344	22 024	16,7
Fabrication	367 978	347 374	715 352	51,4
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	71 846	67 171	139 018	51,7
Commerce de gros	172 745	253 418	426 163	40,5
Services publics	37 408	58 145	95 552	39,1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	11 557	50 854	62 411	18,5
Commerce de détail	62 063	349 645	411 708	15,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	13 489	75 579	89 068	15,1
Hébergement et services de restauration	5 774	46 860	52 634	11,0
Services immobiliers et services de location et de location à bail	6 147	51 210	57 357	10,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	6 694	71 687	78 381	8,5
Transport et entreposage	x	x	122 636	x
Réparation, entretien et services personnels	x	x	34 471	x
Arts, spectacles et loisirs	409	25 438	25 847	1,6
Construction	8 514	169 657	178 170	4,8
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	671	31 379	32 049	2,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	811	41 226	42 037	1,9
Total des branches d'activité non financières	788 402	1 796 475	2 584 877	30,5

Section 3

Branches d'activité financières et assurances : actifs et revenus

3.1 Aperçu

3.1.1 Le contrôle canadien continue de dominer le secteur de la finance et des assurances

En 2006, le secteur de la finance et des assurances dépassait légèrement la barre des 50 % (50,6 %) quant à leur part d'actifs alors que les revenus pour toutes les industries étaient de 10,2 %; le reste était détenu par les branches d'activité non financières (section 2.1).

Les sociétés sous contrôle canadien ont continué de dominer, et de loin, la part du marché dans le secteur de la finance et des assurances : en 2006, elles comptaient pour 83,9 % des actifs et 77,4 % des revenus (tableau explicatif 3.1). Ces parts représentaient des actifs de 2,4 billions de dollars, soit

plus de cinq fois les 469,6 milliards de dollars sous contrôle étranger, et des revenus de 237,9 milliards de dollars, soit plus de trois fois les 69,4 milliards de dollars sous contrôle étranger. Les parts sous contrôle canadien sont relativement stables depuis 2001, dans une large mesure en raison de la réglementation régissant le contrôle étranger¹.

Néanmoins, les parts sous contrôle étranger ont progressé, en 2006, de 0,5 point de pourcentage dans le cas des actifs et de 0,8 point de pourcentage dans celui des revenus. Cette expansion des parts sous contrôle étranger est attribuable aux taux de croissance de 14,1 % des actifs et de 17,6 % des revenus, en particulier dans le secteur des assurances. Par comparaison, les sociétés sous contrôle canadien ont enregistré des taux de croissance de 9,7 % des actifs et de 12,2 % des revenus, en grande partie grâce au secteur de l'intermédiation financière par le biais de dépôts.

1. Voir la Loi sur les banques (1991, c. 46) ou le Projet de loi C-38.

Tableau explicatif 3.1

Actifs et revenus d'exploitation selon le contrôle, 2001 à 2006 – Branches d'activité financières et assurances

	Actifs			Revenus d'exploitation		
	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étranger	Total	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étranger	Total
	milliards de dollars					
2001	1 686	330	2 015	179	57	236
2002	1 764	340	2 104	168	56	224
2003	1 915	336	2 251	182	58	240
2004	2 118	381	2 499	195	58	253
2005	2 228	412	2 639	212	59	271
2006	2 445	470	2 914	238	69	307
	part en pourcentage					
2001	83,6	16,4	100,0	75,7	24,3	100,0
2002	83,9	16,1	100,0	75,1	24,9	100,0
2003	85,1	14,9	100,0	75,8	24,2	100,0
2004	84,7	15,3	100,0	77,0	23,0	100,0
2005	84,4	15,6	100,0	78,2	21,8	100,0
2006	83,9	16,1	100,0	77,4	22,6	100,0

3.2 Tendances du contrôle étranger

Le tableau explicatif 3.2 montre les parts des actifs et des revenus d'exploitation sous contrôle étranger selon le principal pays de contrôle. Comme il est mentionné dans la section 2.2, ces pays sont les États-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Japon et la France, le groupe du « reste des étrangers » représentant les autres pays de contrôle étranger.

3.2.1 Les parts sous contrôle américain progressent grâce aux secteurs des assurances et des « autres services financiers »

Contrairement aux branches d'activité non financières, qui ont vu les parts des actifs et des revenus sous contrôle américain reculer en 2006 (section 2.2), les parts des actifs et des revenus sous contrôle américain dans le secteur de la finance et des assurances ont progressé respectivement de 0,3 et 0,7 point de pourcentage. Ces hausses sont attribuables aux taux de croissance de 14,8 % des actifs et de 19,2 %

des revenus sous contrôle américain, les taux de croissance correspondants enregistrés par l'ensemble des autres pays de contrôle étranger s'étant chiffrés à seulement 13,5 % et 16,0 %. La poussée la plus forte des actifs sous contrôle américain est attribuable au secteur des assurances de biens et de risques divers; pour ce qui est des revenus, le gain le plus important a été réalisé par le secteur des « autres services financiers » (valeurs mobilières, contrats de produits de base et autres services financiers et produits d'investissement).

3.2.2 Le contrôle des Pays-Bas augmente grâce aux acquisitions dans le secteur des assurances

Parmi les autres principaux pays de contrôle étranger, seuls les Pays-Bas et la France ont accru leurs parts des actifs et des revenus en 2006. Les Pays-Bas ont marqué les plus fortes hausses, en partie grâce à l'acquisition de sociétés d'assurance jusque-là sous contrôle canadien et américain.

Tableau explicatif 3.2

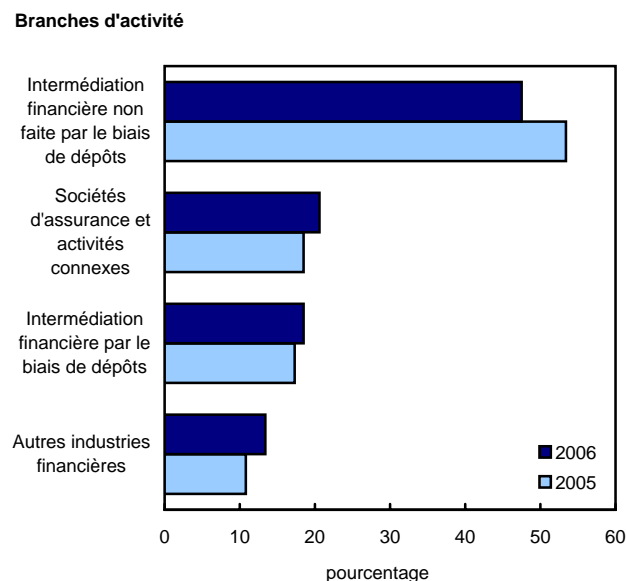
Part des actifs et des revenus d'exploitation sous contrôle étranger selon le principal pays de contrôle, 2001 à 2006 – Branches d'activité financières et assurances

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	pourcentage					
Actifs						
États-Unis	52,9	52,0	47,0	45,2	46,6	46,9
Royaume-Uni	18,2	18,2	20,3	20,6	20,9	20,7
Pays-Bas	5,9	6,7	7,1	9,2	8,8	10,2
Allemagne	9,1	9,3	10,6	11,3	10,1	7,7
France	3,9	4,5	4,3	4,3	3,8	4,7
Japon	4,6	4,5	4,5	4,1	4,1	4,1
Reste des étrangers	5,3	F	6,1	5,3	5,6	5,7
Revenus d'exploitation						
États-Unis	54,7	56,1	47,0	43,9	48,3	49,0
Royaume-Uni	18,0	18,4	19,7	21,9	22,3	21,0
Pays-Bas	6,1	6,4	8,2	11,2	9,0	11,4
Allemagne	8,5	9,0	15,1	11,7	9,1	7,7
France	3,7	4,0	2,9	3,6	3,6	3,8
Japon	2,3	1,9	1,5	1,6	1,7	1,7
Reste des étrangers	6,8	F	5,5	6,0	6,0	5,4

3.3 Tendances du contrôle américain

Les graphiques 3.1 et 3.2 montrent respectivement la répartition des actifs et celle des revenus d'exploitation sous contrôle américain dans les quatre secteurs de la finance et des assurances.

Graphique 3.1
Part des actifs sous contrôle américain selon l'industrie, 2005 à 2006 – Branches d'activité financières et assurances



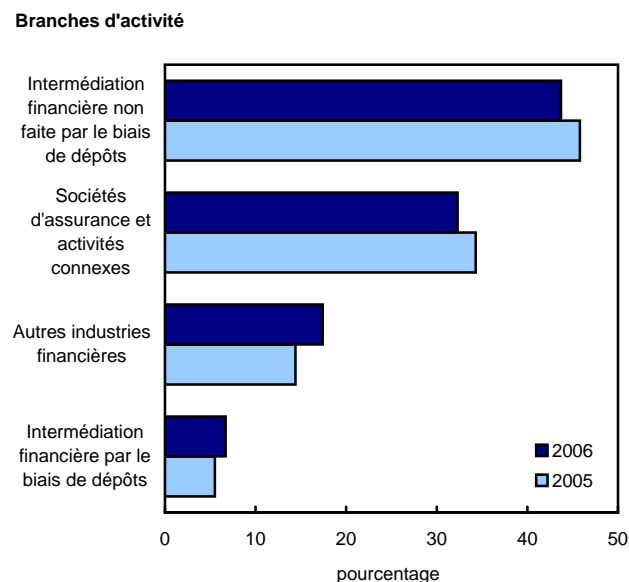
3.3.1 Le contrôle américain se concentre dans l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts

En 2006, près de la moitié des actifs (47,5 %) sous contrôle américain dans le secteur de la finance et des assurances étaient détenus par le secteur de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts, suivi par le secteur des sociétés d'assurance (20,6 %) et celui de l'intermédiation financière par le biais de dépôts (18,5 %). Le groupe des « autres services financiers », qui comprend les valeurs mobilières, les contrats de produits de base et d'autres agents d'investissements financiers, comptait pour les 13,4 % restants.

Au chapitre des parts des revenus, le secteur de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts venait encore en tête avec 43,7 %, tandis que

les sociétés d'assurance comptaient pour 32,3 % et les « autres services financiers », pour 17,4 %, reléguant le secteur de l'intermédiation financière par le biais de dépôts au quatrième rang avec 6,7 %.

Graphique 3.2
Part des revenus d'exploitation sous contrôle américain selon l'industrie, 2005 à 2006 – Branches d'activité financières et assurances



3.4 Tendances du contrôle étranger et du contrôle canadien

Les tableaux explicatifs 3.3 et 3.4 montrent les niveaux et les parts des actifs et des revenus sous contrôle étranger et sous contrôle canadien dans le secteur de la finance et des assurances, de 2005 à 2006.

3.4.1 Le contrôle étranger est majoritaire dans l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts

En 2006, les sociétés sous contrôle étranger détenaient toujours la majorité des actifs et des revenus dans le secteur de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts, soit 59,5 % des actifs et 63,1 % des revenus (tableaux explicatifs 3.3 et 3.4). Ce secteur comprend les établissements dont l'activité principale consiste à octroyer des crédits ou à prêter des fonds recueillis en empruntant sur le marché du crédit.

3.4.2 Les parts du contrôle étranger augmentent dans le secteur bancaire

En 2006, les parts des actifs et des revenus sous contrôle étranger dans le secteur de l'intermédiation financière par le biais de dépôts étaient respectivement de 8,0 % et 7,7 %. De 2005 à 2006, ces parts ont progressé de 0,2 point de pourcentage dans le cas des actifs et de 1,1 point de pourcentage dans celui des revenus, en grande partie grâce au secteur bancaire. L'expansion de ces parts sous contrôle étranger s'explique par les taux de croissance de 14,7 % des

actifs et de 35,8 % des revenus, contre des hausses de 11,2 % des actifs et de 14,9 % des revenus sous contrôle canadien.

Pour les sociétés sous contrôle canadien ou sous contrôle étranger dans le secteur de la finance et des assurances, c'est de loin le secteur de l'intermédiation financière par le biais de dépôts du secteur bancaire qui a affiché les plus fortes hausses, surtout au chapitre des actifs, les sociétés sous contrôle étranger ayant enregistré le taux de croissance le plus élevé.

Tableau explicatif 3.3

Actifs selon le contrôle et la branche d'activité, 2005 à 2006 – Branches d'activité financières et assurances

	Sous contrôle étranger	Sous contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en pourcentage
	millions de dollars			pourcentage
2006				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	145 495	99 216	244 711	59,5
Sociétés d'assurance et activités connexes	127 361	279 699	407 060	31,3
Autres industries financières	41 362	268 218	309 580	13,4
Intermédiation financière par le biais de dépôts	155 417	1 797 458	1 952 875	8,0
Total des branches d'activité financières et assurances	469 635	2 444 591	2 914 226	16,1
2005				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	139 061	89 519	228 580	60,8
Sociétés d'assurance et activités connexes	103 814	270 025	373 839	27,8
Autres industries financières	33 237	252 147	285 384	11,6
Intermédiation financière par le biais de dépôts	135 484	1 615 870	1 751 355	7,7
Total des branches d'activité financières et assurances	411 597	2 227 562	2 639 158	15,6

Tableau explicatif 3.4

Revenus d'exploitation selon le contrôle et la branche d'activité, 2005 à 2006 – Branches d'activité financières et assurances

	Sous contrôle étranger	Sous contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en pourcentage
	millions de dollars			pourcentage
2006				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	18 017	10 524	28 540	63,1
Sociétés d'assurance et activités connexes	34 206	69 751	103 957	32,9
Autres industries financières	8 630	54 183	62 813	13,7
Intermédiation financière par le biais de dépôts	8 570	103 452	112 022	7,7
Total des branches d'activité financières et assurances	69 422	237 910	307 332	22,6
2005				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	15 777	9 730	25 507	61,9
Sociétés d'assurance et activités connexes	30 469	64 154	94 623	32,2
Autres industries financières	6 492	48 143	54 635	11,9
Intermédiation financière par le biais de dépôts	6 310	90 045	96 356	6,5
Total des branches d'activité financières et assurances	59 049	212 072	271 121	21,8

Section 4

Rendement économique

4.1 Toutes les branches d'activité

En 2006, les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes ont atteint 285,6 milliards de dollars (tableau explicatif 4.1) grâce aux prix du pétrole, qui ont propulsé les bénéfices des sociétés pétrolières et gazières vers des sommets record; à l'aide de la vigueur du marché du logement, qui a permis aux banques d'accroître le crédit hypothécaire; ainsi qu'aux détaillants et aux grossistes, qui ont bénéficié de l'augmentation des dépenses de consommation. Par contre, les fabricants sont restés aux prises avec de nombreux problèmes, dont la vigueur du dollar canadien et le ralentissement de la demande des États-Unis. En 2006, les entreprises sous contrôle canadien ont vu leurs marges bénéficiaires d'exploitation, qui indiquent le pourcentage des revenus conservés à titre de bénéfices d'exploitation¹, atteindre un sommet : à 9,9 %, elles étaient de plus de 1 point de pourcentage supérieures à celles des entreprises sous contrôle étranger (8,5 %).

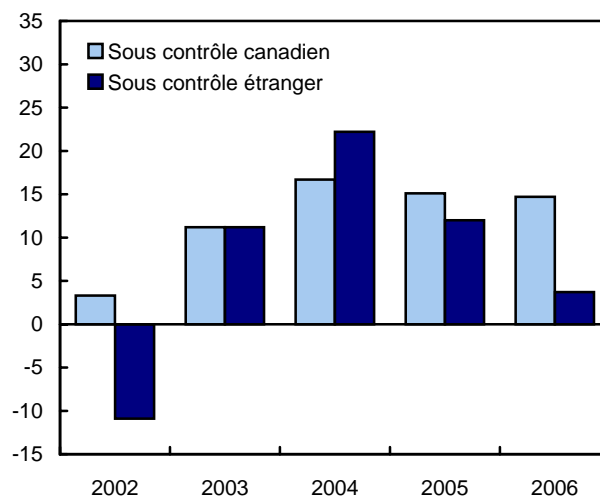
4.1.1 Les entreprises sous contrôle canadien affichent une meilleure rentabilité

Si les entreprises sous contrôle canadien et leurs homologues sous contrôle étranger ont contribué de

façon positive aux bénéfices en 2006, ce sont les sociétés sous contrôle canadien qui venaient en tête, leurs bénéfices s'étant accrus près de quatre fois plus rapidement que ceux des sociétés sous contrôle étranger (graphique 4.1). En 2006, les bénéfices d'exploitation des entreprises sous contrôle canadien ont augmenté de 14,7 % pour atteindre 209,5 milliards de dollars, alors que ceux des entreprises sous contrôle étranger ont progressé de 3,7 % pour s'établir à 76,1 milliards de dollars.

Graphique 4.1
Variation annuelle des bénéfices d'exploitation, 2002 à 2006 – Toutes les branches d'activité

pourcentage



1. La marge de bénéfices d'exploitation se calcule comme étant le rapport entre les bénéfices d'exploitation et le total des revenus d'exploitation. Ces bénéfices ont été calculés avant la prise en compte des frais d'intérêt, des revenus de placement, des pertes non récurrentes par moins-value d'actif, des gains et pertes sur cession d'actif, et des charges d'impôt sur le revenu.

Tableau explicatif 4.1

Rendement économique, 2001 à 2006 – Toutes les branches d'activité

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars						
Bénéfices d'exploitation						
Total	172 496	170 488	189 549	224 185	256 042	285 577
Sous contrôle canadien	118 346	122 260	135 913	158 644	182 659	209 488
Sous contrôle étranger	54 150	48 227	53 636	65 541	73 382	76 089
pourcentage						
Part des bénéfices d'exploitation						
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sous contrôle canadien	68,6	71,7	71,7	70,8	71,3	73,4
Sous contrôle étranger	31,4	28,3	28,3	29,2	28,7	26,6
Marge bénéficiaire d'exploitation						
Total	7,2	7,0	7,5	8,3	9,0	9,5
Sous contrôle canadien	7,0	7,0	7,6	8,4	9,1	9,9
Sous contrôle étranger	7,6	6,9	7,3	8,3	8,7	8,5
Rendement des capitaux propres						
Total	9,0	7,2	11,2	12,5	13,7	14,8
Sous contrôle canadien	8,6	7,5	11,2	12,0	13,2	15,0
Sous contrôle étranger	10,3	6,1	11,1	14,3	15,4	14,3

4.2 Branches d'activité non financières

4.2.1 Les entreprises sous contrôle canadien marquent de fortes hausses

En 2006, les bénéfices d'exploitation du secteur non financier ont dépassé pour la première fois la barre des 200 milliards de dollars pour atteindre des bénéfices de 204,3 milliards de dollars (tableau explicatif 4.2). Celles sous contrôle canadien ont vu leurs bénéfices grimper à 147,0 milliards de dollars, en hausse de 14,5 % par rapport à 2005; l'industrie de la construction et le secteur pétrolier et gazier menaient le bal. Il s'agissait de la troisième année d'affilée au cours de laquelle les profits des entreprises non financières sous contrôle canadien ont augmenté de deux chiffres (graphique 4.2). Par contre, les bénéfices des entreprises non financières sous contrôle étranger ont reculé à 57,3 milliards de dollars en 2006.

Graphique 4.2
Variation annuelle des bénéfices d'exploitation, 2002 à 2006 – Branches d'activité non financières

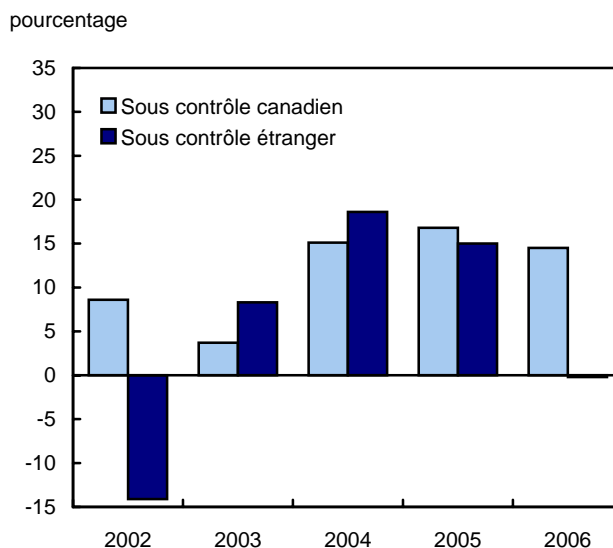


Tableau explicatif 4.2

Rendement économique, 2001 à 2006 – Branches d'activité non financières

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars						
Bénéfices d'exploitation						
Total	129 992	130 881	137 567	159 795	185 795	204 262
Sous contrôle canadien	84 770	92 037	95 488	109 885	128 381	146 951
Sous contrôle étranger	45 223	38 843	42 079	49 909	57 414	57 311
pourcentage						
Part des bénéfices d'exploitation						
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sous contrôle canadien	65,2	70,3	69,4	68,8	69,1	71,9
Sous contrôle étranger	34,8	29,7	30,6	31,2	30,9	28,1
Marge bénéficiaire d'exploitation						
Total	6,0	5,9	6,0	6,6	7,2	7,5
Sous contrôle canadien	5,6	5,9	6,0	6,5	7,1	7,8
Sous contrôle étranger	6,9	6,0	6,2	6,8	7,3	6,9
Rendement des capitaux propres						
Total	9,0	6,9	11,3	12,4	13,9	15,2
Sous contrôle canadien	8,4	7,2	11,2	11,7	13,4	15,6
Sous contrôle étranger	10,7	6,0	11,5	14,2	15,3	14,1

Les bénéfices des sociétés pétrolières et gazières sous contrôle canadien ont progressé de 21,1 % en 2006, par rapport à 57,7 % en 2005 (tableau statistique 2). La croissance a ralenti par rapport à l'année précédente à cause des pressions inflationnistes dans le secteur de l'énergie; les sociétés pétrolières et gazières sous contrôle canadien et sous contrôle étranger ont dû assumer la hausse des coûts du matériel et de la main-d'oeuvre. En outre, le prix du pétrole a diminué par rapport à son niveau record au deuxième semestre de 2006; ce recul s'est ajouté à la baisse des prix du gaz naturel. Parallèlement, les sociétés pétrolières et gazières sous contrôle étranger ont vu leurs bénéfices de 2006 reculer de 19,9 % par rapport à 2005, en grande partie à cause des baisses enregistrées par les entreprises sous contrôle américain. La hausse des dépenses des entreprises sous contrôle américain a nui aux bénéfices, les revenus étant restés relativement stagnants.

Les bénéfices d'exploitation des entreprises de construction sous contrôle canadien ont continué sur leur lancée, grimant de 37,5 % en 2006, après des hausses de 24,6 % et de 31,4 % au cours des deux années précédentes (tableau statistique 5). Ces entreprises ont bénéficié de la vigueur

de la construction dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. L'accroissement de l'activité en Alberta et en Colombie-Britannique a fait monter les investissements dans la construction non résidentielle vers de nouveaux sommets en 2006. Les investissements commerciaux, en particulier, ont contribué le plus à l'accroissement de l'activité de construction. À l'instar des entreprises de construction sous contrôle canadien, leurs homologues sous contrôle étranger ont affiché des hausses en 2006; toutefois, leur part des bénéfices globaux de l'industrie était relativement faible, soit 6,1 %.

En 2006, les marges bénéficiaires d'exploitation dans le secteur non financier ont atteint un niveau inégalé en six ans. Les hausses affichées dans le secteur de la construction et dans l'industrie pétrolière et gazière ont fait grimper les marges bénéficiaires des entreprises sous contrôle canadien. De 2001 à 2005, les entreprises sous contrôle étranger ont affiché des marges bénéficiaires d'exploitation relativement supérieures, mais la situation a changé en 2006 lorsque les entreprises sous contrôle canadien ont dépassé leurs homologues sous contrôle étranger en affichant une marge bénéficiaire de 7,8 %.

4.2.2 Les bénéfices sous contrôle américain continuent de se replier

Les sociétés sous contrôle américain ont continué de réaliser la majorité des bénéfices sous contrôle étranger, soit 32,5 milliards de dollars en 2006, ce qui représentait une part de 56,7 % (tableau explicatif

4.3). Toutefois, la part des bénéfices sous contrôle américain a été ramenée en deçà de 60 % pour la première fois depuis 2001 à cause de la croissance négative de 14,4 % enregistrée en 2006. De plus, les marges bénéficiaires d'exploitation de ces sociétés ont reculé à 6,5 % à cause de la hausse des dépenses.

Tableau explicatif 4.3

Rendement économique selon le principal pays de contrôle, 2001 à 2006 – Branches d'activité non financières

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars						
Bénéfices d'exploitation						
États-Unis	31 072	24 780	28 419	34 522	37 977	32 478
Royaume-Uni	4 819	3 848	3 311	3 733	4 428	4 036
Pays-Bas	1 299	1 383	1 758	2 739	3 318	3 424
Allemagne	1 296	1 650	1 350	1 174	1 640	3 292
Japon	1 300	1 720	1 678	1 993	2 101	2 466
France	1 449	1 347	1 174	1 374	1 456	1 739
Restes des étrangers	3 987	4 113	4 389	4 374	6 495	9 877
pourcentage						
Part des bénéfices d'exploitation						
États-Unis	68,7	63,8	67,5	69,2	66,1	56,7
Royaume-Uni	10,7	9,9	7,9	7,5	7,7	7,0
Pays-Bas	2,9	3,6	4,2	5,5	5,8	6,0
Allemagne	2,9	4,2	3,2	2,4	2,9	5,7
Japon	2,9	4,4	4,0	4,0	3,7	4,3
France	3,2	3,5	2,8	2,8	2,5	3,0
Reste des étrangers	8,8	10,6	10,4	8,8	11,3	17,2
Marge bénéficiaire d'exploitation						
États-Unis	7,3	6,0	6,7	7,4	7,7	6,5
Royaume-Uni	13,6	10,9	8,2	8,5	9,3	7,7
Pays-Bas	5,3	6,7	5,3	7,4	7,4	5,8
Allemagne	2,8	3,5	3,0	2,5	3,4	6,8
Japon	2,5	3,2	3,1	3,7	3,8	4,3
France	7,2	6,7	5,8	6,3	6,4	7,0
Reste des étrangers	7,8	7,9	7,4	6,5	8,6	11,1

La baisse des bénéfices d'exploitation sous contrôle américain en 2006 reflète dans une large mesure la faiblesse du secteur de la fabrication, qui a compté pour 39,5 % de l'ensemble des bénéfices sous contrôle américain. La vigueur du dollar canadien, qui a plafonné autour de 90 cents US au printemps, alliée au ralentissement de la demande aux États-Unis, s'est traduite par une année difficile pour la plupart des fabricants, sans égard au pays de contrôle. Les fabricants de véhicules et de pièces automobiles sous contrôle américain, en particulier, ont accusé des pertes de bénéfices d'exploitation. De plus, les fabricants américains de produits du bois et du papier ont vu leurs bénéfices reculer, en partie à cause de la

hausse des coûts des intrants et du ralentissement de la demande.

La hausse des coûts de la main-d'oeuvre et du matériel a freiné les bénéfices de nombreuses sociétés pétrolières et gazières. Celles qui sont sous contrôle américain ont vu leurs bénéfices chuter de 30,2 % (tableau statistique 2) à cause d'une baisse d'intérêt pour le forage d'extraction du gaz classique, les prix ayant reculé alors que les stocks sont restés élevés à la suite d'un hiver doux.

Parallèlement, à l'instar de la plupart des détaillants et des grossistes, ceux qui sont sous contrôle américain ont bénéficié de la vigueur du marché du logement et

de l'amélioration de la confiance des consommateurs. Au sein du secteur non financier, le commerce de gros a affiché la plus forte hausse des bénéfices, suivi par le commerce de détail (tableaux statistiques 7 et 8).

En 2006, les entreprises sous contrôle britannique ont vu leurs bénéfices reculer à 4,0 milliards de dollars, en grande partie à cause d'une baisse de la production de pétrole et de gaz naturel. Les hausses affichées par les services professionnels, scientifiques et techniques ont contribué à compenser une partie de ces pertes. Dans l'ensemble, malgré l'augmentation des revenus, les marges bénéficiaires d'exploitation sous contrôle britannique ont reculé à 7,7 % à cause de la hausse des dépenses.

Les entreprises sous contrôle néerlandais, qui ont compté pour la troisième part en importance des bénéfices des entreprises non financières sous contrôle étranger, ont bénéficié d'acquisitions, en plus de hausses au chapitre des services publics; leurs bénéfices ont ainsi progressé de 3,2 % pour atteindre 3,4 milliards de dollars.

Parmi les principaux pays de contrôle étranger dans le secteur non financier, ce sont les entreprises

sous contrôle japonais qui ont enregistré les marges bénéficiaires les plus faibles, soit 4,3 %. Ce résultat est attribuable à la forte concentration des revenus et des bénéfices sous contrôle japonais dans le secteur du commerce de gros, qui enregistre habituellement la marge bénéficiaire la plus faible parmi toutes les branches d'activité.

4.3 Branches d'activité financières et assurances

4.3.1 Les banques et les « autres services financiers » sous contrôle canadien viennent en tête

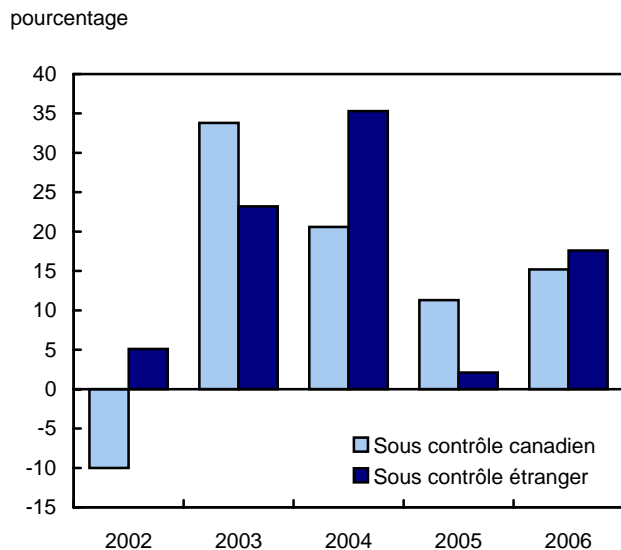
Les entreprises du secteur de la finance et des assurances ont réalisé des bénéfices de 81,3 milliards de dollars en 2006; il s'agit de la quatrième année d'affilée où les bénéfices sont en hausse (tableau explicatif 4.4). De 2001 à 2006, les bénéfices sous contrôle étranger ont progressé de deux chiffres à trois reprises (graphique 4.3), alors que ceux sous contrôle canadien l'ont fait pendant quatre des cinq dernières années.

Tableau explicatif 4.4

Rendement économique, 2001 à 2006 – Branches d'activité financières et assurances

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars						
Bénéfices d'exploitation						
Total	42 504	39 607	51 982	64 390	70 246	81 316
Sous contrôle canadien	33 576	30 223	40 425	48 759	54 278	62 537
Sous contrôle étranger	8 928	9 384	11 557	15 632	15 968	18 778
pourcentage						
Part des bénéfices d'exploitation						
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sous contrôle canadien	79,0	76,3	77,8	75,7	77,3	76,9
Sous contrôle étranger	21,0	23,7	22,2	24,3	22,7	23,1
Marge bénéficiaire d'exploitation						
Total	18,0	17,7	21,7	25,4	25,9	26,5
Sous contrôle canadien	18,8	18,0	22,2	25,0	25,6	26,3
Sous contrôle étranger	15,6	16,8	19,9	26,8	27,0	27,0
Rendement des capitaux propres						
Total	9,0	8,1	10,8	13,0	13,2	13,7
Sous contrôle canadien	9,1	8,4	11,2	12,8	12,9	13,4
Sous contrôle étranger	8,3	6,5	9,2	14,5	15,5	15,1

Graphique 4.3
Variation annuelle des bénéfices
d'exploitation, 2002 à 2006 – Branches
d'activité financières et assurances



En 2006, une grande partie de la croissance des bénéfices était attribuable au secteur bancaire et aux autres services d'intermédiation financière par le biais de dépôts, ainsi qu'aux « autres services financiers » sous contrôle canadien. Les bénéfices des services d'intermédiation financière par le biais de dépôts sous contrôle canadien ont progressé de 10,5 % en 2006 (tableau statistique 14) grâce aux banques sous contrôle canadien, alors que ceux des « autres services financiers » sous contrôle canadien ont augmenté de 23,2 % (tableau statistique 13). Ensemble, les bénéfices sous contrôle canadien dans ces deux secteurs ont compté pour plus de la moitié des bénéfices dans le secteur de la finance et des assurances.

Le secteur bancaire et les autres services d'intermédiation financière par le biais de dépôts sous contrôle canadien ont bénéficié de la vigueur de l'économie canadienne, qui s'est traduite par une saine demande de prêts hypothécaires, de cartes de crédit, ainsi que de prêts aux particuliers et aux entreprises. De plus, les services bancaires d'investissement ont réalisé des bénéfices élevés, 2006 ayant été

une année active au chapitre des fusions et des acquisitions.

À l'instar des sociétés sous contrôle canadien dans le secteur bancaire et des autres services d'intermédiation financière par le biais de dépôts, les sociétés sous contrôle étranger ont affiché un taux de croissance à deux chiffres. Toutefois, les sociétés sous contrôle canadien ont compté pour plus de 90 % du total des bénéfices de ce secteur en raison de la réglementation régissant la propriété étrangère dans le secteur bancaire².

4.3.2 Les « autres services financiers » sous contrôle canadien contribuent le plus à la croissance

Les bénéfices d'exploitation globaux des « autres services financiers » ont grimpé de 23,6 % en 2006, quatrième année de suite où ils ont augmenté de deux chiffres (tableau statistique 13). Les entreprises sous contrôle canadien du secteur des « autres services financiers » ont compté pour plus de 90 % des bénéfices globaux et ont affiché une croissance de 23,2 % de 2005 à 2006 grâce aux courtiers en valeurs mobilières, en produits de base et en « autres services financiers » sous contrôle canadien.

4.3.3 Les parts des États-Unis reculent au profit du Royaume-Uni

Si les entreprises sous contrôle américain ont continué de détenir la majorité des parts des bénéfices du secteur de la finance et des assurances, leurs parts ont néanmoins chuté de près de 10 points de pourcentage de 2001 à 2006, dans une large mesure à cause d'une hausse comparable enregistrée par les entreprises sous contrôle britannique (tableau explicatif 4.5). Par conséquent, les entreprises sous contrôle britannique ont compté pour 21,1 % de l'ensemble des bénéfices sous contrôle étranger du secteur de la finance et des assurances en 2006, se rapprochant ainsi de leurs homologues américaines qui occupaient le premier rang (49,7 %).

2. Voir la Loi sur les banques (1991, c. 46) ou le Projet de loi C-38.

Tableau explicatif 4.5

**Rendement économique des sociétés sous contrôle étranger selon le principal pays de contrôle, 2001 à 2006 –
Branches d'activité financières et assurances**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars						
Bénéfices d'exploitation						
États-Unis	5 265	5 787	5 902	7 339	8 595	9 330
Royaume-Uni	841	978	1 776	2 504	2 545	3 968
Pays-Bas	351	158	477	1 684	1 677	1 803
Allemagne	1 088	1 617	2 178	2 289	1 299	1 473
France	252	176	175	483	502	676
Japon	565	455	406	486	541	582
Reste des étrangers	567	F	643	845	810	945
pourcentage						
Part des bénéfices d'exploitation						
États-Unis	59,0	61,7	51,1	46,9	53,8	49,7
Royaume-Uni	9,4	10,4	15,4	16,0	15,9	21,1
Pays-Bas	3,9	1,7	4,1	10,8	10,5	9,6
Allemagne	12,2	17,2	18,8	14,6	8,1	7,8
France	2,8	1,9	1,5	3,1	3,1	3,6
Japon	6,3	4,8	3,5	3,1	3,4	3,1
Reste des étrangers	6,4	F	5,6	5,4	5,1	5,0
Marge bénéficiaire d'exploitation						
États-Unis	16,8	18,5	21,6	28,7	30,1	27,4
Royaume-Uni	8,1	9,5	15,5	19,6	19,3	27,3
Pays-Bas	10,1	4,4	10,0	25,9	31,4	22,8
Allemagne	22,5	32,3	24,7	33,6	24,2	27,4
France	11,9	8,0	10,4	22,9	23,8	25,6
Japon	43,7	42,4	45,9	51,5	53,2	48,5
Reste des étrangers	14,7	F	20,0	24,0	23,1	25,2

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-008-X	Statistiques financières trimestrielles des entreprises
61-219-X	Statistiques financières et fiscales des entreprises
61-517-X	Liens de parenté entre sociétés

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

179-0004	Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM), variables financières principales, annuel
179-0005	Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM), caractéristiques d'entreprise par contrôle de pays et taille de revenu d'exploitation, annuel
180-0003	Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2503	Loi sur les déclarations des personnes morales
2510	Statistiques financières et fiscales des entreprises

Tableaux statistiques

Tableau 1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse

	Étranger			Total	Canadien		Total	Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques		
millions de dollars								
Actifs								
2006	140	x	x	979	x	x	70 283	71 262
2005	195	493	431	1 118	x	x	65 395	66 513
2004	281	528	204	1 013	x	x	60 543	61 555
2003	256	561	227	1 044	x	x	56 569	57 614
2002	401	x	x	1 055	x	x	52 839	53 894
2001	384	x	x	870	x	x	49 409	50 279
2000	459	443	179	1 081	x	x	44 981	46 062
1999	285	259	431	975	x	x	41 792	42 767
Revenus d'exploitation								
2006	305	x	x	862	x	x	42 199	43 061
2005	258	406	147	811	x	x	41 226	42 037
2004	310	363	90	763	x	x	39 365	40 128
2003	219	376	66	661	x	x	38 115	38 776
2002	294	x	x	706	x	x	36 463	37 169
2001	264	x	x	569	x	x	35 746	36 315
2000	330	384	80	794	x	x	33 103	33 898
1999	363	250	369	982	x	x	29 497	30 479
Bénéfices d'exploitation								
2006	17	x	x	91	x	x	2 895	2 986
2005	15	41	12	68	x	x	2 525	2 593
2004	15	-10	-14	-9	x	x	2 108	2 099
2003	6	22	-17	11	x	x	1 397	1 407
2002	5	x	x	-49	x	x	2 217	2 168
2001	9	x	x	8	x	x	2 589	2 597
2000	22	52	14	87	x	x	2 291	2 378
1999	36	28	49	113	x	x	1 735	1 848
pourcentage								
Actifs								
2006	0,2	x	x	1,4	x	x	98,6	100
2005	0,3	0,7	0,6	1,7	x	x	98,3	100
2004	0,5	0,9	0,3	1,6	x	x	98,4	100
2003	0,4	1,0	0,4	1,8	x	x	98,2	100
2002	0,7	x	x	2,0	x	x	98,0	100
2001	0,8	x	x	1,7	x	x	98,3	100
2000	1,0	1,0	0,4	2,3	x	x	97,7	100
1999	0,7	0,6	1,0	2,3	x	x	97,7	100
Revenus d'exploitation								
2006	0,7	x	x	2,0	x	x	98,0	100
2005	0,6	1,0	0,3	1,9	x	x	98,1	100
2004	0,8	0,9	0,2	1,9	x	x	98,1	100
2003	0,6	1,0	0,2	1,7	x	x	98,3	100
2002	0,8	x	x	1,9	x	x	98,1	100
2001	0,7	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	1,0	1,1	0,2	2,3	x	x	97,7	100
1999	1,2	0,8	1,2	3,2	x	x	96,8	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	0,6	x	x	3,1	x	x	96,9	100
2005	0,6	1,6	0,5	2,6	x	x	97,4	100
2004	0,7	-0,5	-0,7	-0,4	x	x	100,4	100
2003	0,4	1,6	-1,2	0,7	x	x	99,3	100
2002	0,2	x	x	-2,3	x	x	102,3	100
2001	0,3	x	x	0,3	x	x	99,7	100
2000	0,9	2,2	0,6	3,7	x	x	96,3	100
1999	2,0	1,5	2,6	6,1	x	x	93,9	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 2
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	97 822	x	x	139 556	x	x	246 092	385 649
2005	88 194	x	x	126 643	x	x	204 537	331 180
2004	91 242	x	x	124 200	x	x	163 991	288 190
2003	92 596	x	x	119 949	x	x	134 214	254 162
2002	90 909	x	x	115 305	x	x	118 323	233 628
2001	81 950	x	x	104 539	x	x	109 366	213 905
2000	42 857	x	x	62 983	x	x	108 664	171 648
1999	36 332	x	x	52 053	x	x	80 592	132 646
Revenus d'exploitation								
2006	45 478	x	x	76 116	x	x	80 080	156 196
2005	45 782	x	x	71 846	x	x	67 171	139 018
2004	41 541	x	x	63 930	x	x	52 813	116 743
2003	42 806	x	x	61 451	x	x	46 383	107 835
2002	35 026	x	x	49 361	x	x	50 627	99 988
2001	35 310	x	x	49 691	x	x	47 624	97 315
2000	26 130	x	x	41 577	x	x	39 851	81 428
1999	13 944	x	x	24 941	x	x	24 309	49 250
Bénéfices d'exploitation								
2006	7 767	x	x	12 436	x	x	17 403	29 840
2005	11 126	x	x	15 530	x	x	14 369	29 899
2004	8 702	x	x	11 108	x	x	9 112	20 220
2003	8 739	x	x	11 399	x	x	9 579	20 978
2002	4 405	x	x	6 740	x	x	7 662	14 402
2001	7 274	x	x	9 812	x	x	10 823	20 635
2000	5 028	x	x	7 787	x	x	11 047	18 834
1999	1 616	x	x	2 930	x	x	1 488	4 417
pourcentage								
Actifs								
2006	25,4	x	x	36,2	x	x	63,8	100
2005	26,6	x	x	38,2	x	x	61,8	100
2004	31,7	x	x	43,1	x	x	56,9	100
2003	36,4	x	x	47,2	x	x	52,8	100
2002	38,9	x	x	49,4	x	x	50,6	100
2001	38,3	x	x	48,9	x	x	51,1	100
2000	25,0	x	x	36,7	x	x	63,3	100
1999	27,4	x	x	39,2	x	x	60,8	100
Revenus d'exploitation								
2006	29,1	x	x	48,7	x	x	51,3	100
2005	32,9	x	x	51,7	x	x	48,3	100
2004	35,6	x	x	54,8	x	x	45,2	100
2003	39,7	x	x	57,0	x	x	43,0	100
2002	35,0	x	x	49,4	x	x	50,6	100
2001	36,3	x	x	51,1	x	x	48,9	100
2000	32,1	x	x	51,1	x	x	48,9	100
1999	28,3	x	x	50,6	x	x	49,4	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	26,0	x	x	41,7	x	x	58,3	100
2005	37,2	x	x	51,9	x	x	48,1	100
2004	43,0	x	x	54,9	x	x	45,1	100
2003	41,7	x	x	54,3	x	x	45,7	100
2002	30,6	x	x	46,8	x	x	53,2	100
2001	35,3	x	x	47,6	x	x	52,4	100
2000	26,7	x	x	41,3	x	x	58,7	100
1999	36,6	x	x	66,3	x	x	33,7	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 3
Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	x	5 522	x	38 787	x	x	58 841	97 628
2005	x	3 014	x	10 017	x	x	74 281	84 298
2004	x	2 522	x	9 798	x	x	70 572	80 369
2003	x	3 216	x	11 164	x	x	66 251	77 415
2002	x	3 367	x	7 771	x	x	72 736	80 507
2001	x	3 095	x	6 609	x	x	66 602	73 211
2000	x	2 638	x	7 431	x	x	61 049	68 480
1999	x	2 249	x	7 494	x	x	59 619	67 114
Revenus d'exploitation								
2006	x	3 140	x	15 486	x	x	10 905	26 391
2005	x	1 615	x	3 680	x	x	18 344	22 024
2004	x	962	x	3 688	x	x	18 222	21 910
2003	x	1 125	x	3 983	x	x	14 153	18 136
2002	x	1 147	x	2 894	x	x	16 654	19 547
2001	x	1 048	x	2 697	x	x	16 058	18 755
2000	x	1 129	x	3 063	x	x	15 738	18 801
1999	x	812	x	2 980	x	x	14 973	17 953
Bénéfices d'exploitation								
2006	x	1 052	x	3 169	x	x	1 758	4 927
2005	x	549	x	1 203	x	x	2 622	3 826
2004	x	54	x	979	x	x	2 160	3 139
2003	x	72	x	1 045	x	x	966	2 011
2002	x	97	x	483	x	x	791	1 275
2001	x	169	x	406	x	x	1 058	1 464
2000	x	183	x	479	x	x	1 750	2 229
1999	x	-86	x	493	x	x	814	1 307
pourcentage								
Actifs								
2006	x	5,7	x	39,7	x	x	60,3	100
2005	x	3,6	x	11,9	x	x	88,1	100
2004	x	3,1	x	12,2	x	x	87,8	100
2003	x	4,2	x	14,4	x	x	85,6	100
2002	x	4,2	x	9,7	x	x	90,3	100
2001	x	4,2	x	9,0	x	x	91,0	100
2000	x	3,9	x	10,9	x	x	89,1	100
1999	x	3,4	x	11,2	x	x	88,8	100
Revenus d'exploitation								
2006	x	11,9	x	58,7	x	x	41,3	100
2005	x	7,3	x	16,7	x	x	83,3	100
2004	x	4,4	x	16,8	x	x	83,2	100
2003	x	6,2	x	22,0	x	x	78,0	100
2002	x	5,9	x	14,8	x	x	85,2	100
2001	x	5,6	x	14,4	x	x	85,6	100
2000	x	6,0	x	16,3	x	x	83,7	100
1999	x	4,5	x	16,6	x	x	83,4	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	x	21,3	x	64,3	x	x	35,7	100
2005	x	14,4	x	31,5	x	x	68,5	100
2004	x	1,7	x	31,2	x	x	68,8	100
2003	x	3,6	x	51,9	x	x	48,1	100
2002	x	7,6	x	37,9	x	x	62,1	100
2001	x	11,5	x	27,7	x	x	72,3	100
2000	x	8,2	x	21,5	x	x	78,5	100
1999	x	-6,6	x	37,7	x	x	62,3	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 4
Services publics

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	12 667	x	x	19 051	40 858	148 042	188 900	207 951
2005	12 645	x	x	18 629	38 649	142 342	180 992	199 621
2004	12 566	x	x	17 159	46 161	137 231	183 392	200 551
2003	9 371	x	x	13 724	41 274	135 547	176 821	190 545
2002	x	x	x	9 991	38 559	137 322	175 882	185 873
2001	x	x	x	3 357	44 482	136 702	181 184	184 541
2000	x	x	x	F	37 731	135 467	173 198	177 096
1999	x	x	x	2 720	32 321	110 412	142 733	145 453
Revenus d'exploitation								
2006	7 583	x	x	38 833	29 001	35 197	64 197	103 030
2005	11 328	x	x	37 408	23 322	34 822	58 145	95 552
2004	10 232	x	x	29 951	27 419	32 030	59 448	89 399
2003	8 764	x	x	24 234	27 078	32 668	59 746	83 980
2002	x	x	x	18 676	33 461	30 639	64 100	82 776
2001	x	x	x	32 335	27 897	33 959	61 856	94 190
2000	x	x	x	F	18 517	28 697	47 214	70 760
1999	x	x	x	15 166	15 741	22 369	38 109	53 275
Bénéfices d'exploitation								
2006	282	x	x	547	2 477	11 104	13 581	14 128
2005	414	x	x	580	2 158	11 083	13 242	13 821
2004	713	x	x	797	3 085	8 849	11 934	12 731
2003	366	x	x	570	2 531	9 016	11 548	12 118
2002	x	x	x	404	2 522	8 460	10 983	11 387
2001	x	x	x	571	2 743	8 082	10 825	11 396
2000	x	x	x	F	2 138	9 750	11 889	11 959
1999	x	x	x	196	2 349	7 385	9 734	9 930
pourcentage								
Actifs								
2006	6,1	x	x	9,2	19,6	71,2	90,8	100
2005	6,3	x	x	9,3	19,4	71,3	90,7	100
2004	6,3	x	x	8,6	23,0	68,4	91,4	100
2003	4,9	x	x	7,2	21,7	71,1	92,8	100
2002	x	x	x	5,4	20,7	73,9	94,6	100
2001	x	x	x	1,8	24,1	74,1	98,2	100
2000	x	x	x	F	21,3	76,5	97,8	100
1999	x	x	x	1,9	22,2	75,9	98,1	100
Revenus d'exploitation								
2006	7,4	x	x	37,7	28,1	34,2	62,3	100
2005	11,9	x	x	39,1	24,4	36,4	60,9	100
2004	11,4	x	x	33,5	30,7	35,8	66,5	100
2003	10,4	x	x	28,9	32,2	38,9	71,1	100
2002	x	x	x	22,6	40,4	37,0	77,4	100
2001	x	x	x	34,3	29,6	36,1	65,7	100
2000	x	x	x	F	26,2	40,6	66,7	100
1999	x	x	x	28,5	29,5	42,0	71,5	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	2,0	x	x	3,9	17,5	78,6	96,1	100
2005	3,0	x	x	4,2	15,6	80,2	95,8	100
2004	5,6	x	x	6,3	24,2	69,5	93,7	100
2003	3,0	x	x	4,7	20,9	74,4	95,3	100
2002	x	x	x	3,6	22,2	74,3	96,4	100
2001	x	x	x	5,0	24,1	70,9	95,0	100
2000	x	x	x	F	17,9	81,5	99,4	100
1999	x	x	x	2,0	23,7	74,4	98,0	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 5
Construction

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	3 398	3 095	388	6 881	x	x	141 610	148 491
2005	2 839	2 719	335	5 893	x	x	124 767	130 660
2004	2 196	2 125	370	4 691	x	x	114 379	119 070
2003	2 152	2 866	448	5 466	x	x	105 404	110 871
2002	1 756	1 863	571	4 190	x	x	94 535	98 725
2001	1 662	1 752	573	3 988	x	x	90 851	94 839
2000	1 630	1 713	772	4 115	x	x	85 512	89 627
1999	1 383	1 138	684	3 205	x	x	83 117	86 322
Revenus d'exploitation								
2006	5 546	3 481	423	9 450	x	x	189 021	198 471
2005	5 335	2 899	279	8 514	x	x	169 657	178 170
2004	3 841	2 617	270	6 728	x	x	155 113	161 841
2003	4 269	2 450	386	7 105	x	x	143 593	150 698
2002	5 122	2 397	350	7 869	x	x	132 315	140 184
2001	4 069	2 046	241	6 356	x	x	124 087	130 443
2000	3 312	2 600	437	6 350	x	x	113 847	120 196
1999	2 745	1 539	554	4 838	x	x	103 550	108 388
Bénéfices d'exploitation								
2006	352	308	40	701	x	x	10 786	11 487
2005	369	207	20	596	x	x	7 843	8 440
2004	67	187	28	282	x	x	6 297	6 579
2003	137	165	22	324	x	x	4 793	5 117
2002	113	224	17	354	x	x	4 737	5 091
2001	106	95	8	210	x	x	4 123	4 333
2000	133	112	-32	212	x	x	3 202	3 415
1999	129	62	68	258	x	x	3 255	3 513
pourcentage								
Actifs								
2006	2,3	2,1	0,3	4,6	x	x	95,4	100
2005	2,2	2,1	0,3	4,5	x	x	95,5	100
2004	1,8	1,8	0,3	3,9	x	x	96,1	100
2003	1,9	2,6	0,4	4,9	x	x	95,1	100
2002	1,8	1,9	0,6	4,2	x	x	95,8	100
2001	1,8	1,8	0,6	4,2	x	x	95,8	100
2000	1,8	1,9	0,9	4,6	x	x	95,4	100
1999	1,6	1,3	0,8	3,7	x	x	96,3	100
Revenus d'exploitation								
2006	2,8	1,8	0,2	4,8	x	x	95,2	100
2005	3,0	1,6	0,2	4,8	x	x	95,2	100
2004	2,4	1,6	0,2	4,2	x	x	95,8	100
2003	2,8	1,6	0,3	4,7	x	x	95,3	100
2002	3,7	1,7	0,2	5,6	x	x	94,4	100
2001	3,1	1,6	0,2	4,9	x	x	95,1	100
2000	2,8	2,2	0,4	5,3	x	x	94,7	100
1999	2,5	1,4	0,5	4,5	x	x	95,5	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	3,1	2,7	0,4	6,1	x	x	93,9	100
2005	4,4	2,5	0,2	7,1	x	x	92,9	100
2004	1,0	2,8	0,4	4,3	x	x	95,7	100
2003	2,7	3,2	0,4	6,3	x	x	93,7	100
2002	2,2	4,4	0,3	7,0	x	x	93,0	100
2001	2,4	2,2	0,2	4,8	x	x	95,2	100
2000	3,9	3,3	-1,0	6,2	x	x	93,8	100
1999	3,7	1,8	1,9	7,4	x	x	92,6	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

**Tableau 6
Fabrication**

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	191 511	92 251	27 189	310 950	x	x	346 269	657 219
2005	187 286	85 277	26 609	299 172	x	x	383 255	682 427
2004	188 638	82 278	24 779	295 695	x	x	382 257	677 952
2003	173 634	79 451	29 788	282 873	x	x	342 866	625 738
2002	164 461	77 957	26 173	268 591	x	x	344 581	613 172
2001	164 882	90 369	27 716	282 967	x	x	322 534	605 501
2000	153 680	88 070	23 155	264 904	x	x	327 025	591 929
1999	148 708	64 109	24 950	237 767	x	x	279 300	517 067
Revenus d'exploitation								
2006	228 596	94 376	41 457	364 429	x	x	342 763	707 192
2005	237 121	88 818	42 039	367 978	x	x	347 374	715 352
2004	232 965	82 514	39 271	354 750	x	x	339 463	694 212
2003	219 724	77 441	41 594	338 760	x	x	314 346	653 106
2002	217 291	77 809	37 941	333 040	x	x	315 622	648 662
2001	214 302	80 842	37 428	332 572	x	x	306 730	639 302
2000	216 701	79 600	32 852	329 153	x	x	321 415	650 568
1999	200 111	73 654	33 145	306 911	x	x	285 136	592 047
Bénéfices d'exploitation								
2006	12 814	8 450	2 039	23 303	x	x	22 074	45 377
2005	14 875	7 427	1 794	24 095	x	x	19 700	43 795
2004	15 521	6 272	1 781	23 574	x	x	20 808	44 381
2003	11 763	5 219	1 370	18 352	x	x	14 598	32 949
2002	13 559	5 924	1 726	21 209	x	x	16 689	37 898
2001	15 129	6 030	1 557	22 717	x	x	12 419	35 136
2000	20 799	6 343	1 895	29 036	x	x	23 259	52 295
1999	17 543	5 792	2 563	25 899	x	x	20 998	46 897
pourcentage								
Actifs								
2006	29,1	14,0	4,1	47,3	x	x	52,7	100
2005	27,4	12,5	3,9	43,8	x	x	56,2	100
2004	27,8	12,1	3,7	43,6	x	x	56,4	100
2003	27,7	12,7	4,8	45,2	x	x	54,8	100
2002	26,8	12,7	4,3	43,8	x	x	56,2	100
2001	27,2	14,9	4,6	46,7	x	x	53,3	100
2000	26,0	14,9	3,9	44,8	x	x	55,2	100
1999	28,8	12,4	4,8	46,0	x	x	54,0	100
Revenus d'exploitation								
2006	32,3	13,3	5,9	51,5	x	x	48,5	100
2005	33,1	12,4	5,9	51,4	x	x	48,6	100
2004	33,6	11,9	5,7	51,1	x	x	48,9	100
2003	33,6	11,9	6,4	51,9	x	x	48,1	100
2002	33,5	12,0	5,8	51,3	x	x	48,7	100
2001	33,5	12,6	5,9	52,0	x	x	48,0	100
2000	33,3	12,2	5,0	50,6	x	x	49,4	100
1999	33,8	12,4	5,6	51,8	x	x	48,2	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	28,2	18,6	4,5	51,4	x	x	48,6	100
2005	34,0	17,0	4,1	55,0	x	x	45,0	100
2004	35,0	14,1	4,0	53,1	x	x	46,9	100
2003	35,7	15,8	4,2	55,7	x	x	44,3	100
2002	35,8	15,6	4,6	56,0	x	x	44,0	100
2001	43,1	17,2	4,4	64,7	x	x	35,3	100
2000	39,8	12,1	3,6	55,5	x	x	44,5	100
1999	37,4	12,4	5,5	55,2	x	x	44,8	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 7
Commerce de gros

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	47 567	27 138	15 462	90 167	x	x	128 328	218 495
2005	42 575	17 601	13 279	73 455	x	x	119 838	193 293
2004	37 538	15 644	11 572	64 755	x	x	117 770	182 525
2003	30 219	15 350	11 534	57 103	x	x	107 957	165 060
2002	32 889	13 514	11 453	57 855	x	x	107 273	165 129
2001	32 235	12 101	10 652	54 987	x	x	104 841	159 829
2000	31 132	13 093	13 167	57 392	x	x	104 309	161 701
1999	26 580	8 458	10 055	45 093	x	x	96 854	141 947
Revenus d'exploitation								
2006	100 596	45 800	37 874	184 270	x	x	271 895	456 164
2005	94 865	41 434	36 445	172 745	x	x	253 418	426 163
2004	81 584	36 072	35 681	153 336	x	x	242 838	396 174
2003	65 865	32 966	32 139	130 971	x	x	240 834	371 805
2002	66 136	26 616	32 581	125 332	x	x	236 774	362 106
2001	67 646	25 347	30 841	123 834	x	x	239 325	363 159
2000	64 150	28 430	32 463	125 043	x	x	228 533	353 576
1999	52 987	19 122	24 657	96 767	x	x	212 480	309 246
Bénéfices d'exploitation								
2006	4 553	2 242	1 455	8 250	x	x	9 136	17 386
2005	4 381	1 601	1 164	7 145	x	x	7 583	14 729
2004	3 648	1 440	1 045	6 133	x	x	7 693	13 827
2003	2 447	991	850	4 287	x	x	6 165	10 452
2002	2 422	1 037	762	4 221	x	x	5 381	9 602
2001	2 373	964	599	3 936	x	x	5 480	9 416
2000	2 020	946	753	3 719	x	x	5 591	9 310
1999	2 042	794	611	3 446	x	x	4 678	8 124
pourcentage								
Actifs								
2006	21,8	12,4	7,1	41,3	x	x	58,7	100
2005	22,0	9,1	6,9	38,0	x	x	62,0	100
2004	20,6	8,6	6,3	35,5	x	x	64,5	100
2003	18,3	9,3	7,0	34,6	x	x	65,4	100
2002	19,9	8,2	6,9	35,0	x	x	65,0	100
2001	20,2	7,6	6,7	34,4	x	x	65,6	100
2000	19,3	8,1	8,1	35,5	x	x	64,5	100
1999	18,7	6,0	7,1	31,8	x	x	68,2	100
Revenus d'exploitation								
2006	22,1	10,0	8,3	40,4	x	x	59,6	100
2005	22,3	9,7	8,6	40,5	x	x	59,5	100
2004	20,6	9,1	9,0	38,7	x	x	61,3	100
2003	17,7	8,9	8,6	35,2	x	x	64,8	100
2002	18,3	7,4	9,0	34,6	x	x	65,4	100
2001	18,6	7,0	8,5	34,1	x	x	65,9	100
2000	18,1	8,0	9,2	35,4	x	x	64,6	100
1999	17,1	6,2	8,0	31,3	x	x	68,7	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	26,2	12,9	8,4	47,5	x	x	52,5	100
2005	29,7	10,9	7,9	48,5	x	x	51,5	100
2004	26,4	10,4	7,6	44,4	x	x	55,6	100
2003	23,4	9,5	8,1	41,0	x	x	59,0	100
2002	25,2	10,8	7,9	44,0	x	x	56,0	100
2001	25,2	10,2	6,4	41,8	x	x	58,2	100
2000	21,7	10,2	8,1	39,9	x	x	60,1	100
1999	25,1	9,8	7,5	42,4	x	x	57,6	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 8
Commerce de détail

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	34 097	1 863	696	36 656	124 353	2 655	127 008	163 664
2005	30 563	1 863	678	33 103	120 314	2 355	122 669	155 772
2004	26 544	3 354	606	30 504	111 971	2 356	114 326	144 830
2003	23 950	3 201	687	27 838	106 848	2 464	109 311	137 149
2002	21 672	3 349	637	25 657	101 939	2 230	104 169	129 826
2001	19 073	2 919	584	22 576	91 939	2 066	94 005	116 581
2000	16 635	2 305	501	19 441	89 075	1 876	90 951	110 392
1999	15 383	3 261	400	19 044	81 384	1 393	82 776	101 821
Revenus d'exploitation								
2006	65 686	4 327	2 539	72 552	318 501	34 837	353 338	425 890
2005	55 543	4 111	2 410	62 063	317 636	32 008	349 645	411 708
2004	50 492	8 538	2 402	61 432	297 806	31 242	329 048	390 480
2003	47 754	7 805	2 373	57 932	290 595	12 034	302 629	360 561
2002	45 020	8 350	2 277	55 647	280 908	10 758	291 666	347 314
2001	42 510	7 718	2 120	52 348	255 553	10 920	266 474	318 822
2000	39 064	7 044	2 091	48 200	243 522	7 741	251 263	299 463
1999	34 391	7 440	1 687	43 518	223 601	8 459	232 061	275 579
Bénéfices d'exploitation								
2006	3 032	163	39	3 234	9 983	5 630	15 613	18 847
2005	2 879	112	34	3 025	8 331	5 211	13 542	16 567
2004	2 394	7	18	2 419	7 139	4 923	12 062	14 481
2003	2 186	132	44	2 361	6 851	4 553	11 404	13 765
2002	1 683	148	29	1 860	6 535	4 256	10 791	12 652
2001	1 263	148	25	1 436	5 591	4 353	9 944	11 380
2000	1 312	194	73	1 579	4 838	2 668	7 507	9 085
1999	1 183	458	49	1 690	4 821	3 028	7 849	9 540
pourcentage								
Actifs								
2006	20,8	1,1	0,4	22,4	76,0	1,6	77,6	100
2005	19,6	1,2	0,4	21,3	77,2	1,5	78,7	100
2004	18,3	2,3	0,4	21,1	77,3	1,6	78,9	100
2003	17,5	2,3	0,5	20,3	77,9	1,8	79,7	100
2002	16,7	2,6	0,5	19,8	78,5	1,7	80,2	100
2001	16,4	2,5	0,5	19,4	78,9	1,8	80,6	100
2000	15,1	2,1	0,5	17,6	80,7	1,7	82,4	100
1999	15,1	3,2	0,4	18,7	79,9	1,4	81,3	100
Revenus d'exploitation								
2006	15,4	1,0	0,6	17,0	74,8	8,2	83,0	100
2005	13,5	1,0	0,6	15,1	77,2	7,8	84,9	100
2004	12,9	2,2	0,6	15,7	76,3	8,0	84,3	100
2003	13,2	2,2	0,7	16,1	80,6	3,3	83,9	100
2002	13,0	2,4	0,7	16,0	80,9	3,1	84,0	100
2001	13,3	2,4	0,7	16,4	80,2	3,4	83,6	100
2000	13,0	2,4	0,7	16,1	81,3	2,6	83,9	100
1999	12,5	2,7	0,6	15,8	81,1	3,1	84,2	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	16,1	0,9	0,2	17,2	53,0	29,9	82,8	100
2005	17,4	0,7	0,2	18,3	50,3	31,5	81,7	100
2004	16,5	0,0	0,1	16,7	49,3	34,0	83,3	100
2003	15,9	1,0	0,3	17,2	49,8	33,1	82,8	100
2002	13,3	1,2	0,2	14,7	51,7	33,6	85,3	100
2001	11,1	1,3	0,2	12,6	49,1	38,3	87,4	100
2000	14,4	2,1	0,8	17,4	53,3	29,4	82,6	100
1999	12,4	4,8	0,5	17,7	50,5	31,7	82,3	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 9
Transport et entreposage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	3 894	6 712	1 959	12 565	134 515	11 814	146 329	158 893
2005	x	x	x	x	x	x	x	148 957
2004	x	x	x	x	x	x	x	141 690
2003	x	x	x	x	x	x	x	130 207
2002	x	x	x	x	x	x	x	123 573
2001	x	x	x	x	x	x	x	119 395
2000	x	x	x	x	x	x	x	117 449
1999	x	x	x	x	x	x	x	103 227
Revenus d'exploitation								
2006	5 069	3 826	2 240	11 135	107 689	9 676	117 366	128 501
2005	x	x	x	x	x	x	x	122 636
2004	x	x	x	x	x	x	x	114 673
2003	x	x	x	x	x	x	x	100 821
2002	x	x	x	x	x	x	x	98 952
2001	x	x	x	x	x	x	x	98 501
2000	x	x	x	x	x	x	x	94 704
1999	x	x	x	x	x	x	x	87 425
Bénéfices d'exploitation								
2006	598	513	210	1 321	10 564	616	11 179	12 501
2005	x	x	x	x	x	x	x	10 795
2004	x	x	x	x	x	x	x	8 412
2003	x	x	x	x	x	x	x	6 495
2002	x	x	x	x	x	x	x	7 076
2001	x	x	x	x	x	x	x	4 588
2000	x	x	x	x	x	x	x	5 538
1999	x	x	x	x	x	x	x	5 844
pourcentage								
Actifs								
2006	2,5	4,2	1,2	7,9	84,7	7,4	92,1	100
2005	x	x	x	x	x	x	x	100
2004	x	x	x	x	x	x	x	100
2003	x	x	x	x	x	x	x	100
2002	x	x	x	x	x	x	x	100
2001	x	x	x	x	x	x	x	100
2000	x	x	x	x	x	x	x	100
1999	x	x	x	x	x	x	x	100
Revenus d'exploitation								
2006	3,9	3,0	1,7	8,7	83,8	7,5	91,3	100
2005	x	x	x	x	x	x	x	100
2004	x	x	x	x	x	x	x	100
2003	x	x	x	x	x	x	x	100
2002	x	x	x	x	x	x	x	100
2001	x	x	x	x	x	x	x	100
2000	x	x	x	x	x	x	x	100
1999	x	x	x	x	x	x	x	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	4,8	4,1	1,7	10,6	84,5	4,9	89,4	100
2005	x	x	x	x	x	x	x	100
2004	x	x	x	x	x	x	x	100
2003	x	x	x	x	x	x	x	100
2002	x	x	x	x	x	x	x	100
2001	x	x	x	x	x	x	x	100
2000	x	x	x	x	x	x	x	100
1999	x	x	x	x	x	x	x	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 10
Industrie de l'information et industrie culturelle

	Étranger			Total	Canadien		Total	Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques		
millions de dollars								
Actifs								
2006	6 118	1 556	122	7 796	x	x	142 782	150 578
2005	6 444	x	x	8 334	x	x	135 743	144 078
2004	5 947	x	x	8 508	x	x	135 934	144 441
2003	4 828	2 061	939	7 828	x	x	136 614	144 441
2002	4 340	2 147	1 043	7 531	x	x	156 632	164 163
2001	4 123	3 342	F	8 408	x	x	164 001	172 408
2000	4 199	1 831	F	6 539	x	x	147 212	153 751
1999	3 347	813	427	4 587	x	x	119 354	123 941
Revenus d'exploitation								
2006	6 024	1 826	137	7 987	x	x	75 223	83 210
2005	4 566	x	x	6 694	x	x	71 687	78 381
2004	4 720	x	x	6 536	x	x	65 029	71 565
2003	3 446	1 613	806	5 865	x	x	67 456	73 320
2002	3 921	1 737	870	6 529	x	x	64 775	71 303
2001	4 047	2 932	F	7 808	x	x	64 195	72 003
2000	3 721	1 396	F	5 747	x	x	60 147	65 894
1999	3 084	1 124	423	4 630	x	x	55 538	60 169
Bénéfices d'exploitation								
2006	121	63	3	187	x	x	11 421	11 608
2005	336	x	x	571	x	x	10 213	10 784
2004	261	x	x	380	x	x	6 024	6 404
2003	155	59	36	250	x	x	7 941	8 192
2002	209	126	-49	286	x	x	5 740	6 026
2001	393	1 085	F	1 448	x	x	4 623	6 071
2000	8	96	F	85	x	x	7 138	7 223
1999	156	124	-1	278	x	x	6 248	6 526
pourcentage								
Actifs								
2006	4,1	1,0	0,1	5,2	x	x	94,8	100
2005	4,5	x	x	5,8	x	x	94,2	100
2004	4,1	x	x	5,9	x	x	94,1	100
2003	3,3	1,4	0,6	5,4	x	x	94,6	100
2002	2,6	1,3	0,6	4,6	x	x	95,4	100
2001	2,4	1,9	F	4,9	x	x	95,1	100
2000	2,7	1,2	F	4,3	x	x	95,7	100
1999	2,7	0,7	0,3	3,7	x	x	96,3	100
Revenus d'exploitation								
2006	7,2	2,2	0,2	9,6	x	x	90,4	100
2005	5,8	x	x	8,5	x	x	91,5	100
2004	6,6	x	x	9,1	x	x	90,9	100
2003	4,7	2,2	1,1	8,0	x	x	92,0	100
2002	5,5	2,4	1,2	9,2	x	x	90,8	100
2001	5,6	4,1	F	10,8	x	x	89,2	100
2000	5,6	2,1	F	8,7	x	x	91,3	100
1999	5,1	1,9	0,7	7,7	x	x	92,3	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	1,0	0,5	0,0	1,6	x	x	98,4	100
2005	3,1	x	x	5,3	x	x	94,7	100
2004	4,1	x	x	5,9	x	x	94,1	100
2003	1,9	0,7	0,4	3,1	x	x	96,9	100
2002	3,5	2,1	-0,8	4,7	x	x	95,3	100
2001	6,5	17,9	F	23,9	x	x	76,1	100
2000	0,1	1,3	F	1,2	x	x	98,8	100
1999	2,4	1,9	0,0	4,3	x	x	95,7	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 11
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	104 602	x	x	145 495	25 716	73 499	99 216	244 711
2005	102 470	x	x	139 061	18 987	70 532	89 519	228 580
2004	73 166	x	x	108 365	17 942	66 279	84 221	192 587
2003	63 476	x	x	94 971	15 576	65 125	80 701	175 672
2002	63 269	F	8 364	91 119	18 065	64 195	82 260	173 379
2001	58 679	16 459	7 478	82 616	17 313	61 836	79 150	161 765
2000	57 766	17 958	9 109	84 833	18 528	55 420	73 949	158 782
1999	60 769	7 063	11 866	79 698	20 103	52 354	72 457	152 155
Revenus d'exploitation								
2006	14 844	x	x	18 017	4 358	6 165	10 524	28 540
2005	13 067	x	x	15 777	3 712	6 017	9 730	25 507
2004	9 664	x	x	13 188	3 273	4 850	8 123	21 311
2003	8 776	x	x	12 197	3 100	5 136	8 236	20 433
2002	8 743	F	648	11 473	3 202	5 095	8 297	19 770
2001	8 402	1 992	678	11 072	2 842	5 328	8 171	19 243
2000	7 591	2 112	800	10 504	3 199	5 350	8 549	19 053
1999	7 940	735	849	9 524	3 541	4 701	8 243	17 767
Bénéfices d'exploitation								
2006	5 298	x	x	7 179	1 564	5 075	6 640	13 818
2005	4 840	x	x	6 413	1 203	5 040	6 243	12 656
2004	3 143	x	x	5 641	923	3 766	4 689	10 330
2003	2 920	x	x	5 425	614	3 244	3 858	9 284
2002	2 847	F	396	4 744	651	3 287	3 938	8 681
2001	2 948	1 018	354	4 320	543	3 418	3 961	8 281
2000	2 170	774	500	3 445	782	4 354	5 136	8 580
1999	1 898	284	633	2 815	522	3 813	4 336	7 150
pourcentage								
Actifs								
2006	42,7	x	x	59,5	10,5	30,0	40,5	100
2005	44,8	x	x	60,8	8,3	30,9	39,2	100
2004	38,0	x	x	56,3	9,3	34,4	43,7	100
2003	36,1	x	x	54,1	8,9	37,1	45,9	100
2002	36,5	F	4,8	52,6	10,4	37,0	47,4	100
2001	36,3	10,2	4,6	51,1	10,7	38,2	48,9	100
2000	36,4	11,3	5,7	53,4	11,7	34,9	46,6	100
1999	39,9	4,6	7,8	52,4	13,2	34,4	47,6	100
Revenus d'exploitation								
2006	52,0	x	x	63,1	15,3	21,6	36,9	100
2005	51,2	x	x	61,9	14,6	23,6	38,1	100
2004	45,3	x	x	61,9	15,4	22,8	38,1	100
2003	42,9	x	x	59,7	15,2	25,1	40,3	100
2002	44,2	F	3,3	58,0	16,2	25,8	42,0	100
2001	43,7	10,4	3,5	57,5	14,8	27,7	42,5	100
2000	39,8	11,1	4,2	55,1	16,8	28,1	44,9	100
1999	44,7	4,1	4,8	53,6	19,9	26,5	46,4	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	38,3	x	x	52,0	11,3	36,7	48,0	100
2005	38,2	x	x	50,7	9,5	39,8	49,3	100
2004	30,4	x	x	54,6	8,9	36,5	45,4	100
2003	31,5	x	x	58,4	6,6	34,9	41,6	100
2002	32,8	F	4,6	54,6	7,5	37,9	45,4	100
2001	35,6	12,3	4,3	52,2	6,6	41,3	47,8	100
2000	25,3	9,0	5,8	40,1	9,1	50,7	59,9	100
1999	26,5	4,0	8,8	39,4	7,3	53,3	60,6	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 12
Sociétés d'assurance et activités connexes

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	45 358	69 671	12 331	127 361	266 590	13 109	279 699	407 060
2005	35 456	56 713	11 645	103 814	x	x	270 025	373 839
2004	36 289	60 726	10 246	107 261	x	x	249 662	356 924
2003	45 190	54 351	8 300	107 841	218 849	9 982	228 831	336 673
2002	65 760	49 456	6 492	121 708	182 074	8 998	191 072	312 781
2001	63 002	45 426	8 414	116 842	159 736	8 543	168 279	285 121
2000	56 587	42 981	7 535	107 103	152 611	8 611	161 222	268 325
1999	28 886	38 091	7 275	74 252	175 850	8 292	184 142	258 393
Revenus d'exploitation								
2006	10 968	20 833	2 405	34 206	64 792	4 959	69 751	103 957
2005	9 784	18 206	2 479	30 469	x	x	64 154	94 623
2004	10 829	20 495	2 365	33 689	x	x	60 195	93 884
2003	12 896	19 553	1 833	34 282	51 047	4 760	55 807	90 089
2002	16 535	14 813	1 477	32 825	45 023	4 472	49 495	82 320
2001	14 369	13 910	2 663	30 943	42 312	4 280	46 592	77 535
2000	12 800	13 098	1 666	27 563	41 756	4 135	45 891	73 454
1999	8 090	11 480	1 882	21 452	43 774	3 952	47 726	69 178
Bénéfices d'exploitation								
2006	2 435	4 286	562	7 282	7 132	-140	6 992	14 274
2005	2 565	2 934	498	5 996	x	x	5 724	11 720
2004	3 010	3 375	527	6 912	x	x	5 411	12 323
2003	1 897	1 529	257	3 683	5 293	249	5 542	9 225
2002	1 567	602	-34	2 135	3 590	-334	3 257	5 392
2001	1 274	626	345	2 245	2 757	-242	2 515	4 760
2000	1 419	874	140	2 433	3 281	251	3 532	5 966
1999	958	640	46	1 644	3 429	18	3 447	5 092
pourcentage								
Actifs								
2006	11,1	17,1	3,0	31,3	65,5	3,2	68,7	100
2005	9,5	15,2	3,1	27,8	x	x	72,2	100
2004	10,2	17,0	2,9	30,1	x	x	69,9	100
2003	13,4	16,1	2,5	32,0	65,0	3,0	68,0	100
2002	21,0	15,8	2,1	38,9	58,2	2,9	61,1	100
2001	22,1	15,9	3,0	41,0	56,0	3,0	59,0	100
2000	21,1	16,0	2,8	39,9	56,9	3,2	60,1	100
1999	11,2	14,7	2,8	28,7	68,1	3,2	71,3	100
Revenus d'exploitation								
2006	10,6	20,0	2,3	32,9	62,3	4,8	67,1	100
2005	10,3	19,2	2,6	32,2	x	x	67,8	100
2004	11,5	21,8	2,5	35,9	x	x	64,1	100
2003	14,3	21,7	2,0	38,1	56,7	5,3	61,9	100
2002	20,1	18,0	1,8	39,9	54,7	5,4	60,1	100
2001	18,5	17,9	3,4	39,9	54,6	5,5	60,1	100
2000	17,4	17,8	2,3	37,5	56,8	5,6	62,5	100
1999	11,7	16,6	2,7	31,0	63,3	5,7	69,0	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	17,1	30,0	3,9	51,0	50,0	-1,0	49,0	100
2005	21,9	25,0	4,2	51,2	x	x	48,8	100
2004	24,4	27,4	4,3	56,1	x	x	43,9	100
2003	20,6	16,6	2,8	39,9	57,4	2,7	60,1	100
2002	29,1	11,2	-0,6	39,6	66,6	-6,2	60,4	100
2001	26,8	13,1	7,2	47,2	57,9	-5,1	52,8	100
2000	23,8	14,6	2,3	40,8	55,0	4,2	59,2	100
1999	18,8	12,6	0,9	32,3	67,4	0,4	67,7	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 13
Autres industries financières

	Étranger			Total	Canadien		Total	Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques		
millions de dollars								
Actifs								
2006	29 398	x	x	41 362	x	x	268 218	309 580
2005	20 728	x	x	33 237	x	x	252 147	285 384
2004	26 446	x	x	37 123	x	x	236 516	273 639
2003	20 221	x	x	29 526	x	x	191 997	221 524
2002	21 186	3 715	1 550	26 450	x	x	160 600	187 050
2001	F	3 574	1 503	F	x	x	163 729	188 772
2000	20 666	F	1 525	26 288	x	x	166 408	192 696
1999	18 165	2 482	F	23 231	x	x	175 310	198 541
Revenus d'exploitation								
2006	5 899	x	x	8 630	x	x	54 183	62 813
2005	4 101	x	x	6 492	x	x	48 143	54 635
2004	3 867	x	x	6 208	x	x	43 625	49 833
2003	4 377	x	x	6 672	x	x	36 038	42 710
2002	4 665	1 333	364	6 362	x	x	31 905	38 267
2001	F	1 322	455	F	x	x	35 728	43 919
2000	5 077	F	478	7 068	x	x	36 791	43 859
1999	3 176	561	F	4 349	x	x	30 905	35 255
Bénéfices d'exploitation								
2006	1 028	x	x	2 058	x	x	20 868	22 926
2005	748	x	x	1 619	x	x	16 932	18 552
2004	806	x	x	1 568	x	x	14 028	15 596
2003	814	x	x	1 420	x	x	9 008	10 428
2002	1 190	258	57	1 505	x	x	7 510	9 015
2001	F	193	93	F	x	x	9 163	10 227
2000	1 032	F	82	1 428	x	x	10 654	12 082
1999	632	110	F	812	x	x	9 763	10 575
pourcentage								
Actifs								
2006	9,5	x	x	13,4	x	x	86,6	100
2005	7,3	x	x	11,6	x	x	88,4	100
2004	9,7	x	x	13,6	x	x	86,4	100
2003	9,1	x	x	13,3	x	x	86,7	100
2002	11,3	2,0	0,8	14,1	x	x	85,9	100
2001	F	1,9	0,8	F	x	x	86,7	100
2000	10,7	F	0,8	13,6	x	x	86,4	100
1999	9,1	1,3	F	11,7	x	x	88,3	100
Revenus d'exploitation								
2006	9,4	x	x	13,7	x	x	86,3	100
2005	7,5	x	x	11,9	x	x	88,1	100
2004	7,8	x	x	12,5	x	x	87,5	100
2003	10,2	x	x	15,6	x	x	84,4	100
2002	12,2	3,5	1,0	16,6	x	x	83,4	100
2001	F	3,0	1,0	F	x	x	81,3	100
2000	11,6	F	1,1	16,1	x	x	83,9	100
1999	9,0	1,6	F	12,3	x	x	87,7	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	4,5	x	x	9,0	x	x	91,0	100
2005	4,0	x	x	8,7	x	x	91,3	100
2004	5,2	x	x	10,1	x	x	89,9	100
2003	7,8	x	x	13,6	x	x	86,4	100
2002	13,2	2,9	0,6	16,7	x	x	83,3	100
2001	F	1,9	0,9	F	x	x	89,6	100
2000	8,5	F	0,7	11,8	x	x	88,2	100
1999	6,0	1,0	F	7,7	x	x	92,3	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 14
Intermédiation financière par le biais de dépôts

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	40 730	100 894	13 794	155 417	x	x	1 797 458	1 952 875
2005	33 122	92 889	9 473	135 484	x	x	1 615 870	1 751 355
2004	36 403	83 890	8 444	128 738	x	x	1 547 382	1 676 120
2003	29 111	F	F	F	x	x	1 413 641	1 517 492
2002	26 360	64 026	10 078	100 464	x	x	1 330 012	1 430 476
2001	32 639	61 970	10 431	105 039	x	x	1 274 417	1 379 457
2000	26 143	56 229	10 845	93 216	x	x	1 188 200	1 281 416
1999	23 798	100 693	10 369	134 860	x	x	1 079 380	1 214 240
Revenus d'exploitation								
2006	2 281	5 573	716	8 570	x	x	103 452	112 022
2005	1 568	4 377	366	6 310	x	x	90 045	96 356
2004	1 221	3 624	325	5 171	x	x	83 195	88 366
2003	1 284	F	F	F	x	x	81 719	86 716
2002	1 286	3 201	563	5 050	x	x	78 169	83 219
2001	2 119	4 024	901	7 044	x	x	88 172	95 216
2000	2 606	4 458	918	7 982	x	x	87 520	95 502
1999	1 513	8 360	1 276	11 150	x	x	74 262	85 412
Bénéfices d'exploitation								
2006	570	1 544	145	2 260	x	x	28 038	30 297
2005	442	1 375	123	1 940	x	x	25 379	27 319
2004	380	1 036	94	1 510	x	x	24 631	26 141
2003	270	F	F	F	x	x	22 016	23 045
2002	183	688	129	1 000	x	x	15 519	16 519
2001	263	824	211	1 298	x	x	17 937	19 235
2000	360	730	219	1 309	x	x	19 309	20 618
1999	359	1 147	209	1 714	x	x	17 700	19 415
pourcentage								
Actifs								
2006	2,1	5,2	0,7	8,0	x	x	92,0	100
2005	1,9	5,3	0,5	7,7	x	x	92,3	100
2004	2,2	5,0	0,5	7,7	x	x	92,3	100
2003	1,9	F	F	F	x	x	93,2	100
2002	1,8	4,5	0,7	7,0	x	x	93,0	100
2001	2,4	4,5	0,8	7,6	x	x	92,4	100
2000	2,0	4,4	0,8	7,3	x	x	92,7	100
1999	2,0	8,3	0,9	11,1	x	x	88,9	100
Revenus d'exploitation								
2006	2,0	5,0	0,6	7,7	x	x	92,3	100
2005	1,6	4,5	0,4	6,5	x	x	93,5	100
2004	1,4	4,1	0,4	5,9	x	x	94,1	100
2003	1,5	F	F	F	x	x	94,2	100
2002	1,5	3,8	0,7	6,1	x	x	93,9	100
2001	2,2	4,2	0,9	7,4	x	x	92,6	100
2000	2,7	4,7	1,0	8,4	x	x	91,6	100
1999	1,8	9,8	1,5	13,1	x	x	86,9	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	1,9	5,1	0,5	7,5	x	x	92,5	100
2005	1,6	5,0	0,5	7,1	x	x	92,9	100
2004	1,5	4,0	0,4	5,8	x	x	94,2	100
2003	1,2	F	F	F	x	x	95,5	100
2002	1,1	4,2	0,8	6,1	x	x	93,9	100
2001	1,4	4,3	1,1	6,7	x	x	93,3	100
2000	1,7	3,5	1,1	6,3	x	x	93,7	100
1999	1,8	5,9	1,1	8,8	x	x	91,2	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 15
Services immobiliers et services de location et de location à bail

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	10 940	3 934	7 083	21 958	224 648	2 291	226 938	248 896
2005	9 620	3 756	6 469	19 845	191 856	2 283	194 139	213 984
2004	21 135	3 149	5 739	30 024	182 797	2 497	185 293	215 317
2003	20 222	2 557	5 331	28 110	172 464	F	175 257	203 367
2002	17 905	2 116	3 561	23 582	171 065	F	174 346	197 928
2001	19 899	2 713	1 864	24 477	158 273	F	161 124	185 601
2000	F	3 307	3 243	F	150 997	2 530	153 528	177 955
1999	5 547	2 978	2 655	11 180	159 647	2 627	162 274	173 454
Revenus d'exploitation								
2006	5 386	772	766	6 924	56 212	254	56 466	63 390
2005	4 621	837	689	6 147	50 955	254	51 210	57 357
2004	5 399	680	645	6 725	49 565	250	49 815	56 540
2003	5 001	606	694	6 301	46 605	F	46 948	53 249
2002	4 214	565	471	5 250	44 826	F	45 328	50 578
2001	8 125	519	451	9 096	42 138	F	42 549	51 645
2000	F	1 232	546	F	42 275	264	42 538	49 757
1999	2 670	797	520	3 987	37 245	346	37 591	41 578
Bénéfices d'exploitation								
2006	615	205	251	1 071	10 034	100	10 134	11 205
2005	462	180	247	890	9 028	100	9 128	10 018
2004	530	133	244	907	8 545	78	8 623	9 530
2003	431	123	250	804	8 646	F	8 728	9 532
2002	380	151	158	688	8 761	F	8 902	9 590
2001	2 167	136	124	2 428	8 003	F	8 082	10 510
2000	F	142	104	F	7 429	73	7 502	9 087
1999	336	210	133	679	6 338	33	6 371	7 051
pourcentage								
Actifs								
2006	4,4	1,6	2,8	8,8	90,3	0,9	91,2	100
2005	4,5	1,8	3,0	9,3	89,7	1,1	90,7	100
2004	9,8	1,5	2,7	13,9	84,9	1,2	86,1	100
2003	9,9	1,3	2,6	13,8	84,8	F	86,2	100
2002	9,0	1,1	1,8	11,9	86,4	F	88,1	100
2001	10,7	1,5	1,0	13,2	85,3	F	86,8	100
2000	F	1,9	1,8	F	84,9	1,4	86,3	100
1999	3,2	1,7	1,5	6,4	92,0	1,5	93,6	100
Revenus d'exploitation								
2006	8,5	1,2	1,2	10,9	88,7	0,4	89,1	100
2005	8,1	1,5	1,2	10,7	88,8	0,4	89,3	100
2004	9,5	1,2	1,1	11,9	87,7	0,4	88,1	100
2003	9,4	1,1	1,3	11,8	87,5	F	88,2	100
2002	8,3	1,1	0,9	10,4	88,6	F	89,6	100
2001	15,7	1,0	0,9	17,6	81,6	F	82,4	100
2000	F	2,5	1,1	F	85,0	0,5	85,5	100
1999	6,4	1,9	1,3	9,6	89,6	0,8	90,4	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	5,5	1,8	2,2	9,6	89,5	0,9	90,4	100
2005	4,6	1,8	2,5	8,9	90,1	1,0	91,1	100
2004	5,6	1,4	2,6	9,5	89,7	0,8	90,5	100
2003	4,5	1,3	2,6	8,4	90,7	F	91,6	100
2002	4,0	1,6	1,6	7,2	91,4	F	92,8	100
2001	20,6	1,3	1,2	23,1	76,1	F	76,9	100
2000	F	1,6	1,1	F	81,7	0,8	82,6	100
1999	4,8	3,0	1,9	9,6	89,9	0,5	90,4	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 16
Services professionnels, scientifiques et techniques

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	11 755	3 404	980	16 138	x	x	123 456	139 595
2005	11 522	2 547	825	14 894	x	x	82 517	97 412
2004	9 826	2 942	821	13 589	x	x	77 351	90 941
2003	10 374	3 461	705	14 541	x	x	71 279	85 819
2002	8 476	2 791	611	11 877	x	x	71 725	83 602
2001	10 452	2 743	532	13 726	x	x	65 667	79 392
2000	10 948	2 174	632	13 754	x	x	59 652	73 406
1999	7 350	1 326	616	9 291	x	x	45 913	55 204
Revenus d'exploitation								
2006	10 219	3 939	1 046	15 204	x	x	82 364	97 568
2005	9 386	3 209	894	13 489	x	x	75 579	89 068
2004	9 084	3 280	1 031	13 396	x	x	72 375	85 771
2003	9 870	2 863	865	13 598	x	x	66 872	80 470
2002	8 195	2 309	675	11 179	x	x	66 849	78 027
2001	10 570	2 251	603	13 423	x	x	64 383	77 807
2000	14 422	2 506	460	17 388	x	x	57 960	75 348
1999	8 158	1 864	561	10 582	x	x	49 352	59 934
Bénéfices d'exploitation								
2006	654	369	65	1 089	x	x	3 877	4 965
2005	644	169	47	859	x	x	3 238	4 097
2004	489	226	-45	669	x	x	2 485	3 154
2003	413	146	-29	529	x	x	1 186	1 715
2002	358	369	-21	706	x	x	551	1 257
2001	299	302	-3	598	x	x	316	914
2000	282	131	-11	402	x	x	589	991
1999	422	48	16	485	x	x	1 377	1 862
pourcentage								
Actifs								
2006	8,4	2,4	0,7	11,6	x	x	88,4	100
2005	11,8	2,6	0,8	15,3	x	x	84,7	100
2004	10,8	3,2	0,9	14,9	x	x	85,1	100
2003	12,1	4,0	0,8	16,9	x	x	83,1	100
2002	10,1	3,3	0,7	14,2	x	x	85,8	100
2001	13,2	3,5	0,7	17,3	x	x	82,7	100
2000	14,9	3,0	0,9	18,7	x	x	81,3	100
1999	13,3	2,4	1,1	16,8	x	x	83,2	100
Revenus d'exploitation								
2006	10,5	4,0	1,1	15,6	x	x	84,4	100
2005	10,5	3,6	1,0	15,1	x	x	84,9	100
2004	10,6	3,8	1,2	15,6	x	x	84,4	100
2003	12,3	3,6	1,1	16,9	x	x	83,1	100
2002	10,5	3,0	0,9	14,3	x	x	85,7	100
2001	13,6	2,9	0,8	17,3	x	x	82,7	100
2000	19,1	3,3	0,6	23,1	x	x	76,9	100
1999	13,6	3,1	0,9	17,7	x	x	82,3	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	13,2	7,4	1,3	21,9	x	x	78,1	100
2005	15,7	4,1	1,1	21,0	x	x	79,0	100
2004	15,5	7,2	-1,4	21,2	x	x	78,8	100
2003	24,1	8,5	-1,7	30,9	x	x	69,1	100
2002	28,5	29,3	-1,7	56,2	x	x	43,8	100
2001	32,7	33,1	-0,3	65,5	x	x	34,5	100
2000	28,5	13,2	-1,1	40,6	x	x	59,4	100
1999	22,7	2,6	0,8	26,1	x	x	73,9	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 17
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

	Étranger			Total	Canadien		Total	Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques		
millions de dollars								
Actifs								
2006	7 323	2 538	F	10 447	x	x	42 831	53 279
2005	6 876	2 663	379	9 918	x	x	38 580	48 498
2004	6 634	1 995	368	8 996	x	x	34 222	43 218
2003	8 695	1 483	F	10 551	x	x	28 985	39 536
2002	6 674	1 268	F	8 642	x	x	27 223	35 864
2001	7 172	F	F	9 125	x	x	24 587	33 711
2000	6 595	985	F	8 021	x	x	21 953	29 974
1999	F	1 094	418	9 397	x	x	21 566	30 963
Revenus d'exploitation								
2006	7 824	3 665	F	12 444	x	x	54 142	66 586
2005	6 845	3 900	812	11 557	x	x	50 854	62 411
2004	6 753	3 106	669	10 528	x	x	45 689	56 217
2003	6 733	2 416	F	9 664	x	x	42 128	51 792
2002	5 919	1 978	F	8 818	x	x	39 439	48 257
2001	6 116	F	F	9 279	x	x	39 266	48 545
2000	5 668	1 552	F	8 180	x	x	34 206	42 387
1999	F	1 421	517	7 441	x	x	31 408	38 849
Bénéfices d'exploitation								
2006	687	168	F	848	x	x	2 482	3 330
2005	704	116	20	841	x	x	2 120	2 961
2004	545	155	-14	685	x	x	1 545	2 230
2003	696	117	F	798	x	x	1 170	1 968
2002	432	68	F	525	x	x	1 134	1 659
2001	555	F	F	655	x	x	1 107	1 761
2000	470	27	F	534	x	x	1 089	1 623
1999	F	15	9	533	x	x	1 014	1 547
pourcentage								
Actifs								
2006	13,7	4,8	F	19,6	x	x	80,4	100
2005	14,2	5,5	0,8	20,5	x	x	79,5	100
2004	15,3	4,6	0,9	20,8	x	x	79,2	100
2003	22,0	3,8	F	26,7	x	x	73,3	100
2002	18,6	3,5	F	24,1	x	x	75,9	100
2001	21,3	F	F	27,1	x	x	72,9	100
2000	22,0	3,3	F	26,8	x	x	73,2	100
1999	F	3,5	1,4	30,3	x	x	69,7	100
Revenus d'exploitation								
2006	11,8	5,5	F	18,7	x	x	81,3	100
2005	11,0	6,2	1,3	18,5	x	x	81,5	100
2004	12,0	5,5	1,2	18,7	x	x	81,3	100
2003	13,0	4,7	F	18,7	x	x	81,3	100
2002	12,3	4,1	F	18,3	x	x	81,7	100
2001	12,6	F	F	19,1	x	x	80,9	100
2000	13,4	3,7	F	19,3	x	x	80,7	100
1999	F	3,7	1,3	19,2	x	x	80,8	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	20,6	5,1	F	25,5	x	x	74,5	100
2005	23,8	3,9	0,7	28,4	x	x	71,6	100
2004	24,4	6,9	-0,6	30,7	x	x	69,3	100
2003	35,3	5,9	F	40,6	x	x	59,4	100
2002	26,0	4,1	F	31,7	x	x	68,3	100
2001	31,5	F	F	37,2	x	x	62,8	100
2000	28,9	1,7	F	32,9	x	x	67,1	100
1999	F	0,9	0,6	34,5	x	x	65,5	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 18
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	658	F	54	745	x	x	36 741	37 486
2005	452	x	x	535	x	x	32 597	33 132
2004	253	x	x	334	x	x	29 855	30 189
2003	252	x	x	329	x	x	28 128	28 456
2002	289	x	x	385	x	x	23 843	24 228
2001	267	x	x	349	x	x	21 431	21 781
2000	597	x	x	F	x	x	19 943	20 651
1999	367	x	x	529	x	x	17 730	18 258
Revenus d'exploitation								
2006	618	F	49	710	x	x	34 230	34 940
2005	587	x	x	671	x	x	31 379	32 049
2004	467	x	x	554	x	x	28 814	29 368
2003	362	x	x	438	x	x	27 218	27 656
2002	236	x	x	322	x	x	24 161	24 483
2001	258	x	x	355	x	x	21 924	22 280
2000	516	x	x	F	x	x	20 550	21 246
1999	288	x	x	448	x	x	19 532	19 981
Bénéfices d'exploitation								
2006	83	F	4	86	x	x	4 874	4 960
2005	80	x	x	80	x	x	4 060	4 140
2004	26	x	x	26	x	x	3 640	3 666
2003	11	x	x	12	x	x	3 069	3 081
2002	1	x	x	3	x	x	2 208	2 211
2001	6	x	x	11	x	x	2 007	2 018
2000	-9	x	x	F	x	x	1 683	1 687
1999	-18	x	x	-11	x	x	1 614	1 603
pourcentage								
Actifs								
2006	1,8	F	0,1	2,0	x	x	98,0	100
2005	1,4	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2004	0,8	x	x	1,1	x	x	98,9	100
2003	0,9	x	x	1,2	x	x	98,8	100
2002	1,2	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2001	1,2	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	2,9	x	x	F	x	x	96,6	100
1999	2,0	x	x	2,9	x	x	97,1	100
Revenus d'exploitation								
2006	1,8	F	0,1	2,0	x	x	98,0	100
2005	1,8	x	x	2,1	x	x	97,9	100
2004	1,6	x	x	1,9	x	x	98,1	100
2003	1,3	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2002	1,0	x	x	1,3	x	x	98,7	100
2001	1,2	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	2,4	x	x	F	x	x	96,7	100
1999	1,4	x	x	2,2	x	x	97,8	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	1,7	F	0,1	1,7	x	x	98,3	100
2005	1,9	x	x	1,9	x	x	98,1	100
2004	0,7	x	x	0,7	x	x	99,3	100
2003	0,4	x	x	0,4	x	x	99,6	100
2002	0,1	x	x	0,2	x	x	99,8	100
2001	0,3	x	x	0,6	x	x	99,4	100
2000	-0,6	x	x	F	x	x	99,8	100
1999	-1,1	x	x	-0,7	x	x	100,7	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 19
Arts, spectacles et loisirs

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	x	x	x	F	16 241	5 757	21 998	25 525
2005	688	x	x	802	17 362	5 450	22 812	23 614
2004	365	x	x	490	16 366	4 758	21 123	21 614
2003	127	x	x	378	18 001	4 327	22 328	22 706
2002	457	x	x	645	16 432	4 148	20 580	21 225
2001	418	x	x	686	14 627	3 919	18 546	19 232
2000	F	x	x	671	11 062	3 439	14 502	15 172
1999	205	x	x	397	11 191	2 511	13 702	14 099
Revenus d'exploitation								
2006	x	x	x	F	11 202	14 745	25 947	27 421
2005	378	x	x	409	11 248	14 190	25 438	25 847
2004	300	x	x	349	11 451	14 191	25 642	25 991
2003	310	x	x	457	11 058	13 605	24 663	25 119
2002	437	x	x	545	10 271	13 449	23 720	24 265
2001	494	x	x	637	9 461	12 963	22 424	23 061
2000	F	x	x	478	8 396	17 342	25 739	26 217
1999	211	x	x	320	11 829	10 404	22 233	22 552
Bénéfices d'exploitation								
2006	x	x	x	F	649	5 069	5 718	5 637
2005	-24	x	x	-26	406	5 076	5 482	5 456
2004	14	x	x	15	476	5 166	5 641	5 656
2003	25	x	x	17	305	5 039	5 344	5 360
2002	54	x	x	65	327	4 978	5 305	5 370
2001	95	x	x	82	291	4 780	5 071	5 153
2000	F	x	x	36	409	5 435	5 844	5 881
1999	62	x	x	70	972	3 737	4 709	4 779
pourcentage								
Actifs								
2006	x	x	x	F	63,6	22,6	86,2	100
2005	2,9	x	x	3,4	73,5	23,1	96,6	100
2004	1,7	x	x	2,3	75,7	22,0	97,7	100
2003	0,6	x	x	1,7	79,3	19,1	98,3	100
2002	2,2	x	x	3,0	77,4	19,5	97,0	100
2001	2,2	x	x	3,6	76,1	20,4	96,4	100
2000	F	x	x	4,4	72,9	22,7	95,6	100
1999	1,5	x	x	2,8	79,4	17,8	97,2	100
Revenus d'exploitation								
2006	x	x	x	F	40,9	53,8	94,6	100
2005	1,5	x	x	1,6	43,5	54,9	98,4	100
2004	1,2	x	x	1,3	44,1	54,6	98,7	100
2003	1,2	x	x	1,8	44,0	54,2	98,2	100
2002	1,8	x	x	2,2	42,3	55,4	97,8	100
2001	2,1	x	x	2,8	41,0	56,2	97,2	100
2000	F	x	x	1,8	32,0	66,2	98,2	100
1999	0,9	x	x	1,4	52,4	46,1	98,6	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	x	x	x	F	11,5	89,9	101,4	100
2005	-0,4	x	x	-0,5	7,4	93,0	100,5	100
2004	0,3	x	x	0,3	8,4	91,3	99,7	100
2003	0,5	x	x	0,3	5,7	94,0	99,7	100
2002	1,0	x	x	1,2	6,1	92,7	98,8	100
2001	1,8	x	x	1,6	5,6	92,8	98,4	100
2000	F	x	x	0,6	7,0	92,4	99,4	100
1999	1,3	x	x	1,5	20,3	78,2	98,5	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 20
Hébergement et services de restauration

	Étranger			Total	Canadien		Total	Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques		
millions de dollars								
Actifs								
2006	4 319	x	x	11 846	x	x	35 984	47 830
2005	3 601	1 488	1 151	6 240	x	x	38 494	44 734
2004	3 455	1 648	1 216	6 319	x	x	38 074	44 393
2003	3 868	1 658	1 522	7 048	x	x	35 201	42 249
2002	3 501	930	1 585	6 016	x	x	33 353	39 369
2001	3 018	734	1 714	5 466	x	x	31 532	36 998
2000	2 622	690	1 680	4 992	x	x	28 894	33 886
1999	2 927	448	1 906	5 281	x	x	29 405	34 686
Revenus d'exploitation								
2006	4 101	x	x	7 390	x	x	47 059	54 449
2005	3 705	1 509	560	5 774	x	x	46 860	52 634
2004	3 291	1 308	766	5 365	x	x	45 620	50 985
2003	3 748	1 234	782	5 764	x	x	43 922	49 686
2002	3 545	1 161	820	5 527	x	x	43 180	48 707
2001	3 325	989	896	5 210	x	x	41 517	46 728
2000	2 808	704	864	4 376	x	x	39 066	43 441
1999	2 744	404	792	3 941	x	x	36 823	40 764
Bénéfices d'exploitation								
2006	403	x	x	860	x	x	2 293	3 152
2005	325	50	33	409	x	x	1 920	2 328
2004	299	20	75	393	x	x	1 590	1 983
2003	195	42	51	288	x	x	1 200	1 488
2002	300	51	57	408	x	x	1 576	1 984
2001	233	58	80	371	x	x	1 417	1 788
2000	179	63	81	324	x	x	1 263	1 587
1999	174	39	76	288	x	x	1 653	1 941
pourcentage								
Actifs								
2006	9,0	x	x	24,8	x	x	75,2	100
2005	8,1	3,3	2,6	13,9	x	x	86,1	100
2004	7,8	3,7	2,7	14,2	x	x	85,8	100
2003	9,2	3,9	3,6	16,7	x	x	83,3	100
2002	8,9	2,4	4,0	15,3	x	x	84,7	100
2001	8,2	2,0	4,6	14,8	x	x	85,2	100
2000	7,7	2,0	5,0	14,7	x	x	85,3	100
1999	8,4	1,3	5,5	15,2	x	x	84,8	100
Revenus d'exploitation								
2006	7,5	x	x	13,6	x	x	86,4	100
2005	7,0	2,9	1,1	11,0	x	x	89,0	100
2004	6,5	2,6	1,5	10,5	x	x	89,5	100
2003	7,5	2,5	1,6	11,6	x	x	88,4	100
2002	7,3	2,4	1,7	11,3	x	x	88,7	100
2001	7,1	2,1	1,9	11,2	x	x	88,8	100
2000	6,5	1,6	2,0	10,1	x	x	89,9	100
1999	6,7	1,0	1,9	9,7	x	x	90,3	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	12,8	x	x	27,3	x	x	72,7	100
2005	14,0	2,2	1,4	17,6	x	x	82,4	100
2004	15,1	1,0	3,8	19,8	x	x	80,2	100
2003	13,1	2,8	3,4	19,4	x	x	80,6	100
2002	15,1	2,6	2,9	20,6	x	x	79,4	100
2001	13,0	3,2	4,5	20,7	x	x	79,3	100
2000	11,3	4,0	5,1	20,4	x	x	79,6	100
1999	8,9	2,0	3,9	14,9	x	x	85,1	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 21
Réparation, entretien et services personnels

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	4 946	314	19	5 280	x	x	26 565	31 845
2005	x	x	x	x	x	x	x	30 235
2004	x	x	x	x	x	x	x	28 329
2003	x	x	x	x	x	x	x	25 665
2002	x	x	x	x	x	x	x	23 918
2001	x	x	x	x	x	x	x	20 585
2000	x	x	x	x	x	x	x	20 909
1999	x	x	x	x	x	x	x	22 077
Revenus d'exploitation								
2006	1 892	510	35	2 438	x	x	32 998	35 436
2005	x	x	x	x	x	x	x	34 471
2004	x	x	x	x	x	x	x	32 769
2003	x	x	x	x	x	x	x	30 543
2002	x	x	x	x	x	x	x	30 029
2001	x	x	x	x	x	x	x	28 641
2000	x	x	x	x	x	x	x	27 897
1999	x	x	x	x	x	x	x	29 121
Bénéfices d'exploitation								
2006	195	0	3	198	x	x	1 726	1 924
2005	x	x	x	x	x	x	x	1 546
2004	x	x	x	x	x	x	x	1 301
2003	x	x	x	x	x	x	x	938
2002	x	x	x	x	x	x	x	1 234
2001	x	x	x	x	x	x	x	833
2000	x	x	x	x	x	x	x	815
1999	x	x	x	x	x	x	x	1 130
pourcentage								
Actifs								
2006	15,5	1,0	0,1	16,6	x	x	83,4	100
2005	x	x	x	x	x	x	x	100
2004	x	x	x	x	x	x	x	100
2003	x	x	x	x	x	x	x	100
2002	x	x	x	x	x	x	x	100
2001	x	x	x	x	x	x	x	100
2000	x	x	x	x	x	x	x	100
1999	x	x	x	x	x	x	x	100
Revenus d'exploitation								
2006	5,3	1,4	0,1	6,9	x	x	93,1	100
2005	x	x	x	x	x	x	x	100
2004	x	x	x	x	x	x	x	100
2003	x	x	x	x	x	x	x	100
2002	x	x	x	x	x	x	x	100
2001	x	x	x	x	x	x	x	100
2000	x	x	x	x	x	x	x	100
1999	x	x	x	x	x	x	x	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	10,1	0,0	0,1	10,3	x	x	89,7	100
2005	x	x	x	x	x	x	x	100
2004	x	x	x	x	x	x	x	100
2003	x	x	x	x	x	x	x	100
2002	x	x	x	x	x	x	x	100
2001	x	x	x	x	x	x	x	100
2000	x	x	x	x	x	x	x	100
1999	x	x	x	x	x	x	x	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 22
Total des branches d'activité financières et assurances

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	220 089	206 904	42 642	469 635	2 244 087	200 505	2 444 591	2 914 226
2005	191 776	183 472	36 349	411 597	2 039 499	188 062	2 227 562	2 639 158
2004	172 304	177 059	32 124	381 487	1 926 228	191 553	2 117 782	2 499 269
2003	157 998	147 374	30 817	336 190	1 730 448	184 723	1 915 171	2 251 360
2002	176 576	136 683	26 483	339 742	1 583 274	180 670	1 763 944	2 103 687
2001	174 286	127 429	27 825	329 540	1 512 424	173 152	1 685 575	2 015 115
2000	161 162	121 265	29 014	311 441	1 433 245	156 534	1 589 778	1 901 219
1999	131 618	148 330	32 093	312 040	1 367 177	144 112	1 511 289	1 823 329
Revenus d'exploitation								
2006	33 993	30 802	4 628	69 422	219 663	18 247	237 910	307 332
2005	28 519	26 312	4 218	59 049	194 958	17 114	212 072	271 121
2004	25 581	28 588	4 085	58 255	179 352	15 786	195 139	253 393
2003	27 332	27 276	3 539	58 147	166 157	15 643	181 800	239 948
2002	31 229	21 428	3 053	55 710	152 687	15 179	167 866	223 575
2001	31 304	21 248	4 698	57 250	163 191	15 472	178 663	235 913
2000	28 074	21 181	3 862	53 117	163 236	15 515	178 751	231 868
1999	20 720	21 136	4 620	46 475	147 845	13 291	161 136	207 611
Bénéfices d'exploitation								
2006	9 330	8 030	1 418	18 778	53 354	9 183	62 537	81 316
2005	8 595	6 142	1 231	15 968	45 566	8 712	54 278	70 246
2004	7 339	7 130	1 163	15 632	40 003	8 756	48 759	64 390
2003	5 902	4 836	819	11 557	31 857	8 567	40 425	51 982
2002	5 787	3 048	549	9 384	22 245	7 977	30 223	39 607
2001	5 265	2 661	1 003	8 928	25 563	8 013	33 576	42 504
2000	4 981	2 691	942	8 614	28 855	9 776	38 631	47 245
1999	3 847	2 181	957	6 985	27 201	8 045	35 246	42 231
pourcentage								
Actifs								
2006	7,6	7,1	1,5	16,1	77,0	6,9	83,9	100
2005	7,3	7,0	1,4	15,6	77,3	7,1	84,4	100
2004	6,9	7,1	1,3	15,3	77,1	7,7	84,7	100
2003	7,0	6,5	1,4	14,9	76,9	8,2	85,1	100
2002	8,4	6,5	1,3	16,1	75,3	8,6	83,9	100
2001	8,6	6,3	1,4	16,4	75,1	8,6	83,6	100
2000	8,5	6,4	1,5	16,4	75,4	8,2	83,6	100
1999	7,2	8,1	1,8	17,1	75,0	7,9	82,9	100
Revenus d'exploitation								
2006	11,1	10,0	1,5	22,6	71,5	5,9	77,4	100
2005	10,5	9,7	1,6	21,8	71,9	6,3	78,2	100
2004	10,1	11,3	1,6	23,0	70,8	6,2	77,0	100
2003	11,4	11,4	1,5	24,2	69,2	6,5	75,8	100
2002	14,0	9,6	1,4	24,9	68,3	6,8	75,1	100
2001	13,3	9,0	2,0	24,3	69,2	6,6	75,7	100
2000	12,1	9,1	1,7	22,9	70,4	6,7	77,1	100
1999	10,0	10,2	2,2	22,4	71,2	6,4	77,6	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	11,5	9,9	1,7	23,1	65,6	11,3	76,9	100
2005	12,2	8,7	1,8	22,7	64,9	12,4	77,3	100
2004	11,4	11,1	1,8	24,3	62,1	13,6	75,7	100
2003	11,4	9,3	1,6	22,2	61,3	16,5	77,8	100
2002	14,6	7,7	1,4	23,7	56,2	20,1	76,3	100
2001	12,4	6,3	2,4	21,0	60,1	18,9	79,0	100
2000	10,5	5,7	2,0	18,2	61,1	20,7	81,8	100
1999	9,1	5,2	2,3	16,5	64,4	19,1	83,5	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 23
Total des branches d'activité non financières

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	444 092	174 732	114 505	733 329	1 931 414	179 541	2 110 956	2 844 285
2005	417 290	154 305	74 915	646 510	1 811 215	170 681	1 981 897	2 628 407
2004	420 989	143 454	69 431	633 874	1 712 322	168 978	1 881 300	2 515 174
2003	394 306	138 546	71 925	604 777	1 568 368	167 855	1 736 223	2 341 000
2002	372 831	128 099	63 264	564 193	1 538 973	171 457	1 710 430	2 274 623
2001	355 833	137 240	59 842	552 915	1 465 148	169 727	1 634 876	2 187 790
2000	302 340	129 794	56 341	488 475	1 406 154	165 460	1 571 613	2 060 089
1999	267 751	96 152	52 446	416 348	1 255 223	139 474	1 394 697	1 811 045
Revenus d'exploitation								
2006	497 274	207 845	122 585	827 704	1 779 142	101 051	1 880 193	2 707 896
2005	494 306	185 766	108 331	788 402	1 701 738	94 737	1 796 475	2 584 877
2004	464 323	170 924	100 158	735 405	1 608 435	90 926	1 699 362	2 434 767
2003	426 813	158 782	92 907	678 502	1 525 530	73 522	1 599 051	2 277 553
2002	413 825	141 784	86 642	642 251	1 499 012	71 085	1 570 096	2 212 347
2001	427 578	144 772	84 486	656 836	1 437 448	73 225	1 510 674	2 167 510
2000	408 864	144 086	79 933	632 884	1 373 875	68 821	1 442 696	2 075 580
1999	348 415	121 182	69 827	539 424	1 242 605	54 560	1 297 164	1 836 589
Bénéfices d'exploitation								
2006	32 478	14 773	10 060	57 311	124 344	22 607	146 951	204 262
2005	37 977	12 674	6 763	57 414	106 612	21 769	128 381	185 795
2004	34 522	10 125	5 262	49 909	90 585	19 300	109 885	159 795
2003	28 419	8 784	4 876	42 079	76 666	18 822	95 488	137 567
2002	24 780	9 621	4 441	38 843	74 176	17 862	92 037	130 881
2001	31 072	10 199	3 951	45 223	67 221	17 549	84 770	129 992
2000	32 420	9 951	4 102	46 473	79 481	17 982	97 464	143 936
1999	25 383	8 622	4 249	38 254	65 509	14 096	79 604	117 859
pourcentage								
Actifs								
2006	15,6	6,1	4,0	25,8	67,9	6,3	74,2	100
2005	15,9	5,9	2,9	24,6	68,9	6,5	75,4	100
2004	16,7	5,7	2,8	25,2	68,1	6,7	74,8	100
2003	16,8	5,9	3,1	25,8	67,0	7,2	74,2	100
2002	16,4	5,6	2,8	24,8	67,7	7,5	75,2	100
2001	16,3	6,3	2,7	25,3	67,0	7,8	74,7	100
2000	14,7	6,3	2,7	23,7	68,3	8,0	76,3	100
1999	14,8	5,3	2,9	23,0	69,3	7,7	77,0	100
Revenus d'exploitation								
2006	18,4	7,7	4,5	30,6	65,7	3,7	69,4	100
2005	19,1	7,2	4,2	30,5	65,8	3,7	69,5	100
2004	19,1	7,0	4,1	30,2	66,1	3,7	69,8	100
2003	18,7	7,0	4,1	29,8	67,0	3,2	70,2	100
2002	18,7	6,4	3,9	29,0	67,8	3,2	71,0	100
2001	19,7	6,7	3,9	30,3	66,3	3,4	69,7	100
2000	19,7	6,9	3,9	30,5	66,2	3,3	69,5	100
1999	19,0	6,6	3,8	29,4	67,7	3,0	70,6	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	15,9	7,2	4,9	28,1	60,9	11,1	71,9	100
2005	20,4	6,8	3,6	30,9	57,4	11,7	69,1	100
2004	21,6	6,3	3,3	31,2	56,7	12,1	68,8	100
2003	20,7	6,4	3,5	30,6	55,7	13,7	69,4	100
2002	18,9	7,4	3,4	29,7	56,7	13,6	70,3	100
2001	23,9	7,8	3,0	34,8	51,7	13,5	65,2	100
2000	22,5	6,9	2,9	32,3	55,2	12,5	67,7	100
1999	21,5	7,3	3,6	32,5	55,6	12,0	67,5	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Tableau 24
Total toutes les branches d'activité

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actifs								
2006	664 180	381 637	157 147	1 202 964	4 175 501	380 046	4 555 547	5 758 511
2005	609 066	337 777	111 264	1 058 107	3 850 715	358 744	4 209 459	5 267 565
2004	593 293	320 513	101 555	1 015 361	3 638 550	360 531	3 999 082	5 014 443
2003	552 304	285 920	102 742	940 966	3 298 816	352 578	3 651 394	4 592 361
2002	549 406	264 782	89 747	903 935	3 122 247	352 127	3 474 374	4 378 310
2001	530 118	264 669	87 667	882 454	2 977 572	342 879	3 320 451	4 202 905
2000	463 502	251 059	85 355	799 916	2 839 398	321 993	3 161 392	3 961 308
1999	399 369	244 481	84 539	728 389	2 622 400	283 585	2 905 986	3 634 374
Revenus d'exploitation								
2006	531 267	238 647	127 212	897 126	1 998 805	119 298	2 118 103	3 015 229
2005	522 825	212 078	112 549	847 451	1 896 696	111 851	2 008 547	2 855 998
2004	489 905	199 512	104 243	793 660	1 787 787	106 713	1 894 500	2 688 160
2003	454 146	186 057	96 446	736 649	1 691 687	89 165	1 780 852	2 517 501
2002	445 054	163 212	89 695	697 960	1 651 698	86 264	1 737 962	2 435 923
2001	458 883	166 020	89 184	714 086	1 600 640	88 697	1 689 336	2 403 422
2000	436 939	165 267	83 795	686 001	1 537 111	84 336	1 621 447	2 307 448
1999	369 135	142 318	74 447	585 900	1 390 449	67 851	1 458 300	2 044 200
Bénéfices d'exploitation								
2006	41 809	22 803	11 478	76 089	177 698	31 790	209 488	285 577
2005	46 572	18 816	7 994	73 382	152 178	30 481	182 659	256 042
2004	41 862	17 255	6 424	65 541	130 589	28 056	158 644	224 185
2003	34 321	13 620	5 696	53 636	108 524	27 389	135 913	189 549
2002	30 567	12 670	4 990	48 227	96 421	25 839	122 260	170 488
2001	36 337	12 860	4 954	54 150	92 784	25 562	118 346	172 496
2000	37 401	12 642	5 044	55 087	108 337	27 758	136 095	191 182
1999	29 230	10 803	5 207	45 240	92 710	22 141	114 851	160 090
pourcentage								
Actifs								
2006	11,5	6,6	2,7	20,9	72,5	6,6	79,1	100
2005	11,6	6,4	2,1	20,1	73,1	6,8	79,9	100
2004	11,8	6,4	2,0	20,2	72,6	7,2	79,8	100
2003	12,0	6,2	2,2	20,5	71,8	7,7	79,5	100
2002	12,5	6,0	2,0	20,6	71,3	8,0	79,4	100
2001	12,6	6,3	2,1	21,0	70,8	8,2	79,0	100
2000	11,7	6,3	2,2	20,2	71,7	8,1	79,8	100
1999	11,0	6,7	2,3	20,0	72,2	7,8	80,0	100
Revenus d'exploitation								
2006	17,6	7,9	4,2	29,8	66,3	4,0	70,2	100
2005	18,3	7,4	3,9	29,7	66,4	3,9	70,3	100
2004	18,2	7,4	3,9	29,5	66,5	4,0	70,5	100
2003	18,0	7,4	3,8	29,3	67,2	3,5	70,7	100
2002	18,3	6,7	3,7	28,7	67,8	3,5	71,3	100
2001	19,1	6,9	3,7	29,7	66,6	3,7	70,3	100
2000	18,9	7,2	3,6	29,7	66,6	3,7	70,3	100
1999	18,1	7,0	3,6	28,7	68,0	3,3	71,3	100
Bénéfices d'exploitation								
2006	14,6	8,0	4,0	26,6	62,2	11,1	73,4	100
2005	18,2	7,3	3,1	28,7	59,4	11,9	71,3	100
2004	18,7	7,7	2,9	29,2	58,3	12,5	70,8	100
2003	18,1	7,2	3,0	28,3	57,3	14,4	71,7	100
2002	17,9	7,4	2,9	28,3	56,6	15,2	71,7	100
2001	21,1	7,5	2,9	31,4	53,8	14,8	68,6	100
2000	19,6	6,6	2,6	28,8	56,7	14,5	71,2	100
1999	18,3	6,7	3,3	28,3	57,9	13,8	71,7	100

Note(s) : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques.

Source

Le rapport au Parlement dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) puise ses données dans deux grandes sources :

- (a) données sur le contrôle étranger principalement tirées des déclarations des sociétés produites tous les ans à Statistique Canada en vertu de la déclaration de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*;
- (b) statistiques financières venant des statistiques financières et fiscales des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI).

Comme la publication annuelle portant sur les statistiques financières et fiscales des entreprises traite déjà en profondeur des concepts, des méthodes et de la qualité des données financières, nous ne reproduisons ici que des éléments de ce traitement. Nous renvoyons le lecteur intéressé à la dernière version de la publication *Statistiques financières et fiscales des entreprises* (n° 61-219-X au catalogue de Statistique Canada) pour un examen complet de l'information. On peut télécharger gratuitement ce document à partir du site Web de Statistique Canada (www.statcan.gc.ca) sous « Publications ».

Méthodologie

Introduction

Les données sur les pays de contrôle proviennent principalement des déclarations produites sur la propriété et les pays de résidence des propriétaires de sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM). Ces données sont recueillies au niveau des personnes morales. Elles sont ensuite combinées aux données financières du Programme des statistiques financières et fiscales des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie aux fins de la présente publication. Ces données sont fournies par les entreprises; le présent rapport porte donc sur les entreprises.

Champ d'observation

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* oblige chaque société qui exerce des activités au Canada, dont le revenu brut excède 15 millions de dollars ou dont l'actif excède 10 millions de dollars, à remplir une déclaration. En effectuant ses calculs, chaque société doit tenir compte des revenus et de l'actif de ses sociétés affiliées aux termes de la Loi. En outre, les sociétés individuelles dont les chiffres n'atteignent pas ces limites, mais pour lesquelles des non-résidents détiennent directement ou non des créances ou des droits sur l'actif d'une valeur comptable supérieure à 200 000 \$, doivent aussi produire une déclaration.

Données sur les pays de contrôle

Le rapport au Parlement produit en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) puise dans deux grandes sources ses données sur les pays de contrôle :

- (a) les données sont tirées des déclarations de propriété soumises à Statistique Canada qui agit en tant qu'organisme d'administration de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*;
- (b) les données puisées dans les dossiers administratifs de l'Agence du revenu du Canada qui se retrouvent dans le Registre des entreprises de Statistique Canada.

Conformément à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, Statistique Canada traite les données de déclaration de propriété pour toutes les sociétés répondant aux critères financiers énoncés par cette loi (voir plus haut la section Champ d'observation). Grâce à ces données, nous établissons les liens entre les sociétés mères et leurs filiales, dans le but de dégager la structure de parenté des sociétés et de reconnaître le pays de contrôle ultime.

Les données administratives sont complétées par des données provenant d'autres sources publiques afin qu'elles soient les plus actuelles possible. Sites Web, gazettes, coupures de presse et registres des entreprises des gouvernements fédéraux et provinciaux sont mis à contribution.

Nous avons recours aux renseignements sur les pays de contrôle par les dossiers administratifs de l'Agence du revenu du Canada pour toutes les autres sociétés non assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Ces dossiers sont utilisés afin d'établir une description des entreprises de moindre taille dont la structure est habituellement plus simple et qui, pour la plupart, se trouvent sous contrôle canadien.

Données financières

Dans le Programme des statistiques financières des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie, nous réunissons trois sources de données financières afin de recenser toutes les unités qui font partie de la population d'intérêt. Les voici :

- données annualisées de l'Enquête financière trimestrielle (EFT) de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie;
- données de l'enquête de la Division des institutions publiques sur les entreprises publiques de ressort provincial ou fédéral qui se trouvent dans le secteur des entreprises;
- données administratives d'imposition des sociétés sous la forme de déclarations T2 de revenus des sociétés et dans l'Index général des renseignements financiers (IGRF) de la Division des données fiscales de Statistique Canada.

Période de référence

Les nouvelles données présentées dans ce rapport décrivent les activités des entreprises en 2006. Les données de l'EFT portent approximativement sur la période d'une année civile. Les données sur les entreprises publiques visent des exercices qui correspondent souvent à l'exercice (d'avril à mars) des administrations publiques, mais qui, à compter de l'année de référence 2002, ont été adaptées à un traitement par année civile. Les données administratives de l'Agence du revenu du Canada que nous utilisons proviennent des états financiers produits par les sociétés dans leurs déclarations de revenus pour les exercices qui se sont terminés dans l'année civile. Nous établissons donc des estimations pour les années civiles par des agrégations d'industries qui consistent en réalité en une combinaison de données tant d'année civile que d'exercice qui peuvent ne pas correspondre parfaitement à un traitement par année civile.

Informations financières

Ce rapport décrit en détail le contrôle étranger de toutes les sociétés qui font affaire au Canada. Le tableau explicatif 1 résume sur quelle population porte le rapport. Les données présentées ici proviennent de 1 272 261 entreprises qui exerçaient leurs activités au Canada en 2006. Ce total exclut la gestion de sociétés et d'entreprises (voir Exclusion de la gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55) ci-après). L'EFT nous fournit des données consolidées sur 3 484 entreprises de très grande taille. L'enquête sur les entreprises publiques nous renseigne sur 119 entreprises. Le reste de l'information provient des données administratives sur la fiscalité des entreprises.

Du fait de certaines contraintes de déclaration des données financières, les données pour les entreprises du secteur des assurances ne sont pas obtenues à partir de sources administratives. Ces données sont par conséquent dérivées à partir des estimations pondérées de l'EFT. Afin de rendre les données plus fiables par pays de contrôle aux fins du présent rapport, les données qui représentent la portion discrétionnaire ont été réparties par pays dans la portion discrétionnaire. Cette méthode crée une différence dans le nombre d'unités dérivées de sources de données administratives entre la présente publication et les comptes qui figurent dans les Statistiques financières et fiscales des entreprises, mais n'a aucune incidence sur les portions financières illustrées ci-après. Les utilisateurs qui comparent le nombre d'entreprises provenant de sources de données fiscales administratives, ainsi que le nombre total d'entreprises avec le tableau 1, page 256 de la publication *Statistiques financières et fiscales des entreprises, 2006* (n° 61-219-X au catalogue de Statistique Canada), remarqueront une différence de 32 entreprises. Cet écart est le résultat direct des améliorations aux estimations du secteur de l'assurance par pays de contrôle.

Tableau explicatif 1
Contribution à l'actif et aux revenus d'exploitation selon la source de données, 2006

Source d'information	Entreprises	Proportion de l'actif total	Proportion des revenus d'exploitation totaux
	nombre	pourcentage	
Relevé trimestriel des états financiers	3 484	71	51
Données sur les entreprises publiques	119	6	4
Données administratives sur la fiscalité des entreprises	1 268 658	23	45
Total	1 272 261	100	100

Collecte et traitement

Les données sur les états financiers (ETF) et les entreprises publiques sont recueillies au niveau de l'entreprise, mais les données administratives sur la fiscalité sont recueillies au niveau non consolidé des personnes morales. Nous récapitulons les données des personnes morales appartenant à une famille de sociétés (personnes morales multiples) au niveau des entreprises.

Vérification et imputation

Les données financières font l'objet de plusieurs vérifications de cohérence interne et de contrôle de valeurs extrêmes. Nous procédons à l'imputation de non-réponse globale par deux méthodes générales. La méthode privilégiée et communément adoptée, fait appel à des données chronologiques sur les unités de non-réponse et les tendances actuelles des principales caractéristiques d'unités analogues. Lorsque nous ne disposons d'aucune donnée chronologique, comme dans le cas de nouvelles unités, nous prenons des « donneurs » de la même taille et du même type d'industrie pour combler les valeurs manquantes de la nouvelle unité. Voir la publication *Statistiques financières et fiscales des entreprises, 2006* pour plus de détails.

Exclusion de la gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55)

Les entreprises de gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55), également appelées des sociétés de portefeuille, qui ne font pas l'objet d'une consolidation au sein d'une entreprise, sont exclues des totalisations de ce rapport. Les sociétés de portefeuille ont été exclues de la publication en vertu de la LDPM depuis le milieu des années 1980.

Les sociétés de portefeuille qui sont consolidées avec d'autres composantes de leur entreprise sont classifiées selon le code SCIAN correspondant à l'activité prédominante de l'entreprise.

Révisions

Les données financières des années antérieures utilisées dans ce rapport sont des données révisées, suite de l'amélioration des taux de réponse, des corrections d'erreurs et d'autres modifications. À partir de l'année de référence 1999, le programme des statistiques financières et fiscales des entreprises a subi de nombreux changements importants qui ont des répercussions sur la comparabilité et la continuité historique des statistiques publiées. Des changements ont été adoptés relativement à la classification des activités économiques, à la méthodologie, aux sources de données, ainsi qu'au contenu. Voir la publication *Statistiques financières et fiscales des entreprises (2006)* pour plus de détails.

Les renseignements relatifs aux sociétés et aux pays de contrôle sont aussi révisés, mais de façon moins systématique. En particulier, un examen conceptuel a donné lieu à la révision des renseignements relatifs au pays de contrôle de 1999 à 2006. On peut obtenir un complément d'information sur cette nouvelle méthode dans la section *Concepts et indicateurs*.

Concepts et indicateurs

Concepts clés

Unité statistique

L'unité statistique du présent rapport est l'entreprise commerciale. Une entreprise est une famille d'affaires commerciales sous propriété et contrôle communs pour lesquelles un ensemble d'états financiers consolidés est produit annuellement.

La participation majoritaire, appelée contrôle de l'entreprise, peut venir d'un particulier, d'un groupe, d'une société ou d'une administration publique. Les sociétés contrôlées sont appelées filiales. Une entreprise à sociétés multiples comprend une ou plusieurs filiales. Une société non contrôlée par une autre société et qui n'en contrôle pas à son tour une autre est appelée une entreprise à société unique.

Les entreprises publiques (EP) sont les entreprises du secteur public qui se livrent à des activités commerciales.

Contrôle des sociétés

Il est question de contrôle d'une société s'il a la possibilité d'influencer la prise de décisions stratégiques du conseil d'administration d'une société. Il y a « contrôle direct » par un particulier, un groupe ou une société si plus de la moitié des actions donnant droit de vote d'une société sont détenues, directement ou indirectement, autrement qu'à des fins de sûreté, par les soins ou au bénéfice de ce particulier, de ce groupe ou de cette société. Dans le cas des options ou des droits irrévocables d'acquisition d'actions, on calcule les participations par actions donnant droit de vote comme si toutes les options avaient été exercées. Le « contrôle effectif » d'une société s'exerce par des moyens autres que celui de la propriété de la majorité des actions donnant droit de vote. Ce genre de contrôle est appelé le contrôle assigné dans le CD-ROM et la Base de données des liens de parenté entre sociétés. Voici les règles d'évaluation d'une situation de contrôle effectif :

- Si plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une société de fiducie ou d'une succession, ou font aussi partie d'un groupe lié, la société en question est effectivement contrôlée par cette société de fiducie, cette succession ou ce groupe lié.
- Si plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une autre société et que celle-ci est propriétaire d'une partie appréciable de ses actions donnant droit de vote, on juge que la première est sous le contrôle effectif de la seconde.
- Si une société reconnaît en contrôler une autre, cette reconnaissance suffit à l'attribution du contrôle effectif.

Il faut enfin user de prudence dans l'utilisation du terme « contrôle ». Dans bien des cas où l'on parle d'une situation de contrôle, les sociétés peuvent encore jouir d'une autonomie considérable dans leurs activités financières, commerciales ou opérationnelles. La notion de contrôle d'une société devrait être tenue pour une simple possibilité qui se réalise dans un monde de sociétés industrielles aux pratiques de gestion des plus variées.

Pays de contrôle

Un examen conceptuel du programme a mené à une nouvelle méthode pour déterminer le pays de contrôle, laquelle a été appliquée en remontant jusqu'à 1999 dans la présente publication. Ce changement méthodologique a servi d'occasion pour réviser et améliorer la qualité globale concernant le pays de contrôle dans le fichier de données

financières. L'examen conceptuel a ainsi entraîné des modifications au pays de contrôle pour les trois raisons suivantes : changement méthodologique, améliorations techniques et révisions historiques. Les utilisateurs qui souhaitent recevoir un complément d'information sur la nouvelle méthodologie peuvent en faire la demande à la Sous-section du service à la clientèle de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (voir Accessibilité des données supplémentaires à la fin du présent rapport).

Le plus souvent, lorsqu'on parle de contrôle étranger, le pays de contrôle est le pays de résidence de la société mère, de la famille d'entreprises, de la société de fiducie, de la succession ou du groupe lié qui exerce ce contrôle étranger. Chaque filiale d'une entreprise internationale est assignée au même pays de contrôle que sa société mère. Une société dont les actions avec droit de vote appartiennent à parts égales à des sociétés sous contrôle canadien et étranger est sous contrôle canadien. Si deux sociétés sous contrôle étranger possèdent à parts égales les actions avec droit de vote d'une société installée au Canada, on désigne le pays de contrôle selon un ordre de préséance des pays de contrôle fondé sur le niveau global de contrôle étranger au Canada. À titre d'exemple, les États-Unis ont préséance sur tous les autres pays étrangers parce qu'ils ont le plus haut niveau de contrôle étranger global au Canada.

Classification des branches d'activité

Les données financières annuelles après 1998 ont récemment été transférées au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN Canada 2007) à partir du SCIAN Canada 2002 qui était utilisé précédemment. Pour la période de 1988 à 1998 inclusivement, la Classification type des industries pour les sociétés et les entreprises (CTI-C 1980) a été utilisée. Avant 1988, on se reportait à la Classification des activités économiques pour les établissements (CAE-E) de 1960.

Le SCIAN est une classification industrielle par activité qui a été élaborée par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis en vue de créer un cadre uniforme de collecte, d'analyse et de diffusion des statistiques industrielles exploitées par les analystes de politiques publiques, les milieux universitaires, les chercheurs, le monde des affaires et la population. Le SCIAN vise principalement à la caractérisation de la production économique des établissements. L'activité qui contribue le plus à la valeur ajoutée détermine le code SCIAN de l'établissement.

Au moment d'établir le code SCIAN à attribuer à une entreprise statistique, nous déterminons le code SCIAN de chaque établissement appartenant à cette entreprise. C'est le code représentant l'établissement à la valeur ajoutée la plus importante qui est alors attribué à l'entreprise statistique. À la différence de la CTI-C de 1980, le SCIAN ne classe pas les activités en intégration. Ainsi, une entreprise du secteur pétrolier peut s'occuper d'exploration, d'extraction, d'affinage, d'expédition et de vente au détail de produits pétroliers. Dans la CTI-C de 1980, il y avait un code de classification pour les activités pétrolières en intégration, mais dans le SCIAN, on attribue un code à une entreprise selon l'activité qui apporte le plus de valeur ajoutée. Cette classification est une nomenclature fine et hiérarchisée qui compte 928 branches d'activité à 6 chiffres. Ces branches sont agrégées en 21 secteurs d'activité, tels que l'extraction minière, la fabrication, le commerce de gros ou de détail ou la construction (tableau explicatif 1).

Tableau explicatif 1
Niveau de regroupement de la publication

	SCIAN Canada 2007
Total des branches d'activité non financières	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	211, 213
Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	212
Services publics	22
Construction	23
Fabrication	31, 32, 33
Commerce de gros	41
Commerce de détail	44, 45
Transport et entreposage	48, 49
Industrie de l'information et industrie culturelle	51
Services immobiliers et services de location et de location à bail	53
Services professionnels, scientifiques et techniques	54
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	56
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	61, 62
Arts, spectacles et loisirs	71
Hébergement et services de restauration	72
Réparation, entretien et services personnels	811, 812, 813
Total des branches d'activité financières et assurances	
Intermédiation financière par le biais de dépôts	5211, 5221
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	5222
Sociétés d'assurance et activités connexes	524
Autres industries financières	5223, 523

Indicateurs clés

L'« actif total » est l'ensemble des ressources économiques sur lesquelles l'entreprise exerce un certain contrôle : encaisse et dépôts; comptes débiteurs et produits courus; stocks; placements et comptes avec les sociétés mères, les filiales et les sociétés affiliées; investissements de portefeuille; prêts consentis à d'autres entreprises; et immobilisations.

Les « revenus d'exploitation » sont le produit de la vente de biens et de services; de location et de location-exploitation; et le produit de commissions, de droits de franchisage et de redevances.

Les « dépenses d'exploitation » sont le coût des biens et des services comme facteur de production; les salaires et traitements; la quote-part patronale dans les régimes d'avantages sociaux des salariés; les contributions indirectes; et les frais de dépréciation, d'amortissement financier et d'épuisement des bâtiments et des machines et des ressources naturelles.

Les « bénéfices d'exploitation » sont la différence entre les revenus et les dépenses d'exploitation.

La « marge bénéficiaire d'exploitation » est le produit net des principales activités commerciales d'une entreprise. Ces bénéfices ont été calculés avant la prise en compte des frais d'intérêts, des revenus de placement, des pertes non récurrentes par moins-value d'actif, des gains et pertes sur cession d'actif, et des charges d'impôt sur le revenu. Cette marge correspond à la capacité de la direction à tirer des bénéfices des activités commerciales principales de l'entreprise. Elle se présente comme le quotient des bénéfices et des revenus d'exploitation.

$$\text{Marge bénéficiaire d'exploitation} = \frac{\text{Bénéfices d'exploitation}}{\text{Revenus totaux d'exploitation}}$$

Le « rendement des capitaux propres » est le ratio qui permet de mesurer le rendement obtenu par les propriétaires (investisseurs) et constitue une évaluation de leur rentabilité. Le bénéfice est calculé après impôts, déduction faite des frais d'intérêts (paiements aux prêteurs). Il s'agit du bénéfice net qui reste à la disposition des propriétaires (investisseurs) avant gains extraordinaires. Le ratio indique combien de cents rapporte chaque dollar investi par les propriétaires.

$$\text{Rendement des capitaux propres} = \frac{\text{Bénéfice net}}{\text{Avoir des actionnaires}}$$

Précision des données

Pays de contrôle

Les données sur les pays de contrôle proviennent principalement des déclarations de propriété produites par les sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM). Les sociétés qui se trouvent au-dessus d'un certain seuil sont tenues de produire des déclarations contrairement à celles sous ce seuil. On y voit donc là un recensement de toutes les sociétés dépassant ce seuil et, par conséquent, la précision de ces données n'est pas mesurée par le coefficient de variation habituel.

Nous disposons cependant d'un certain nombre de procédures destinées à garantir la précision des données sur les pays de contrôle. Les analystes se reportent aux structures des années antérieures afin d'identifier les cas où des modifications de structure et de contrôle de sociétés ont été déclarées. Les modifications apportées sont scrutées et validées à l'aide de sources utilisées par une équipe de spécialistes de l'analyse structurelle. Ces spécialistes puisent aussi régulièrement à des sources publiques comme les gazettes provinciales, les revues, les journaux et même l'information des fournisseurs Internet afin de repérer et de mettre à jour les données sur les sociétés de plus grande taille. Les spécialistes de l'analyse structurelle consultent constamment ces mêmes sources pour se renseigner sur les changements de structure et de contrôle des grandes sociétés entre les périodes de production des déclarations relevant de la LDPM. La population visée est extrêmement dynamique, et une observation permanente est essentielle si l'on entend garantir l'exactitude des données relatives à la structure des sociétés. Il faut aussi dire que, par conséquent, une mesure de précision fondée sur l'observation annuelle de la Loi n'a rien de significatif.

Des données uniquement tirées des déclarations de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* ne sauraient suffire à regrouper les sociétés canadiennes dans les entreprises correspondantes, puisque les sociétés sont uniquement tenues de déclarer leur société mère immédiate à l'étranger. Grâce à une recherche dans les publications internationales sur les finances et la propriété, nous avons pu identifier, dans bien des cas, la société mère possédant le contrôle ultime. Par ce moyen, nous avons pu attribuer avec plus de précision un pays d'origine aux entreprises multinationales.

Données financières

Nous nous sommes considérablement efforcés d'appliquer des normes élevées à toutes les activités de collecte et de traitement, mais les statistiques financières ainsi obtenues sont inévitablement l'objet d'un certain degré d'erreur. Dans l'information statistique, il existe deux catégories d'erreurs, à savoir les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les secondes sont les seules qui s'appliquent à ce programme, puisqu'il n'y a pas de plan d'échantillonnage appliqué à la production des estimations en question.

Les erreurs non dues à l'échantillonnage sont d'une provenance diverse et difficiles à mesurer. Leur importance peut varier selon l'utilisation des données. Au nombre de ces erreurs, il y a les lacunes de l'information livrée par les sociétés dans leurs déclarations de revenus et des irrégularités de traitement comme les erreurs de saisie de données.

Les statistiques financières ont fait l'objet d'une analyse avant publication. En général, il faut procéder à un examen détaillé des réponses individuelles (surtout dans le cas des entreprises les plus grandes), à une analyse des conditions et tendances économiques en général et à des comparaisons avec d'autres ensembles de données d'intérêt.

Confidentialité

La confidentialité des statistiques financières déclarées est sauvegardée par les dispositions de la *Loi sur la statistique*. C'est pourquoi les statistiques sont diffusées uniquement sous une forme agrégée. Les dispositions de confidentialité de cette loi l'emportent sur les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, le but étant de garantir la confidentialité des données individuellement déclarées par les répondants. Il convient cependant de noter que les données sur la structure des sociétés obtenues dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* ne sont pas confidentielles en soi. Elles le deviennent lorsqu'elles sont reliées aux données financières recueillies dans le cadre de la *Loi sur la statistique*.

Limites des données

Pour être valables dans une analyse longitudinale ou transversale, les définitions des données doivent être uniformes dans les périodes temporelles et entre elles. La capacité d'exploiter des données aux fins d'analyse dépend du cadre conceptuel où cette information est employée.

Les données en question sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Si les concepts des PCGR conviennent à l'application des données, il peut toujours se poser des problèmes de cohérence (entre unités ou dans le temps) à l'égard des éléments pour lesquels les PCGR ne prescrivent pas de traitement particulier ou laissent une certaine latitude. Un des problèmes généraux avec les PCGR pour certaines utilisations est la prescription d'un traitement au coût d'origine des actifs (c'est-à-dire à leur coût au moment de l'acquisition). Ainsi, dans le cadre des données du bilan ou les ratios tirés des bilans, les comparaisons dans le temps et entre branches d'activité peuvent induire en erreur.

De plus, à cause de la classification des entreprises au sein des branches d'activité et par pays de contrôle, et en raison des révisions effectuées aux classifications, aux données financières ou à ces deux aspects, l'interprétation au fil du temps des changements des niveaux d'actifs, de revenus d'exploitation ou des profits doit être faite avec précaution.

Disponibilité d'un complément d'information

On peut obtenir des totalisations autres que celles du présent rapport en recouvrement des coûts. Les données disponibles relèvent des règles de confidentialité de la *Loi sur la statistique*. On doit en faire la demande auprès de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie de Statistique Canada à Ottawa (Courriel : dofi-servicealaclientele@statcan.gc.ca; téléphone : 1-888-811-6235; télécopieur : 1-613-951-0319).

Appendice A

Bibliographie

CROSS, P. 2006. « Revue de fin d'année : la ruée vers l'Ouest », *L'observateur économique canadien*, avril 2007, n° 11-010-XIB au catalogue de Statistique Canada, vol. 20, n° 4, p. 18, Ottawa.